TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9510 — 22 PAGES — MARDI 19 AOUT 1975



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

AU CAMP DE BIAS

D'anciens harkis retiennent comme otage un responsable de l'Amicale des Algériens

LIRE PAGE 22

La négociation de l'accord israélo-égyptien

M. Kissinger estime que sa nouvelle mission au Proche-Orient a « une bonne chance de succès »

M. Kissinger a annoncé dimanche soir 17 août qu'il comptait quitter Washington mercredi prochain pour le Proche-Orient, afin de régler sur place les derniers détails d'un nouvel accord intérimaire israélo-égyptien. Le secrétaire d'Etat, qui venait de s'entretenir avec le président Ford, a affirmé qu'il existait « une bonne chance de succès » *pour la conclusion d'un accord.*

● *A JERUSALEM, où le secrétaire d'Etat est attendu jeudi, M. Ygal Allon, ministre des affaires étrangères, a affirmé dimanche soir qu'* « un nombre important de problèmes restaient encore à clarifier ». *Lundi matin, s'adressant à la Knesset, le premier ministre, M. Rabin, a déclaré qu'il* « était encore trop tôt pour dire si les négociations seraient couronnées de succès ». « M. Kissinger, *a-t-il ajouté,* ne vient pas donner son approbation à un accord qui a déjà été réalisé. » *Selon l'agence Reuter, plusieurs ministres israéliens ont exprimé de* « sérieuses réserves » *quant aux chances de succès de la nouvelle navette.*

● *A DAMAS, le conseil central de l'O.L.P. a dénoncé dans un communiqué les tentatives en vue de la conclusion d'un nouvel accord égypto-israélien, qui* « va frapper la cause palestinienne et diviser les rangs arabes ».

Pour la dixième fois...

M. Kissinger va donc reprendre, pour la dixième fois depuis la guerre d'octobre 1973, son bâton de pèlerin pour le Proche-Orient et tenter de conclure un nouvel accord entre l'Egypte et Israël. Aura-t-il aussi dans sa besace la baguette de magicien qui lui avait valu tant de prestige en 1974 ? Le secrétaire d'Etat, dont la cote a beaucoup baissé depuis un an, n'en est plus là. Il cherche surtout à annuler son échec du mois de mars, lorsqu'il avait dû quitter Jérusalem, les larmes aux yeux, après deux semaines de vains efforts. L'Amérique était alors en train de « perdre » le Cambodge et le Vietnam du Sud, le Portugal se « gauchissait » chaque jour, et l'on avait pu reprocher sa trop longue absence au secrétaire d'Etat.

Aujourd'hui, les problèmes susceptibles d'accaparer ailleurs l'attention de M. Kissinger sont moins brûlants, mais un succès de sa mission est tout aussi impératif, faute pour lui de voir s'écrouler *définitivement* la stratégie américaine des « petits pas » vers un règlement au Proche-Orient.

Les perspectives d'accord sont, cette fois, relativement bonnes. Sans doute M. Kissinger semble-t-il avoir quelque peu forcé la main des Israéliens en annonçant son voyage : il avait déclaré, en juillet, qu'il ne reprendrait sa « navette » que si les chances de succès pouvaient être évaluées à 90 %, alors que les estimations actuelles de Jérusalem se situent nettement en dessous. La nouvelle négociation se ramènera pour une bonne part à exercer des pressions sur le gouvernement de M. Rabin, déjà fortement critiqué sur sa droite mais à qui Washington n'avait pas manqué de faire sentir, après l'échec de mars, ce que pouvait lui coûter une trop grande intransigeance. Ce n'est pas par hasard si les demandes d'aide militaire et économique présentées aux Etats-Unis par Israël ont longuement été « étudiées » dans le cadre du « réexamen » de la politique américaine au Proche-Orient décidé par le président Ford ni si les conversations à leur sujet se dérouleront parallèlement à la navette de M. Kissinger.

Aussi bien, c'est Israël qui semble avoir fait les principales concessions, si l'on en juge d'après les informations données à Washington sur l'accord en préparation. M. Rabin n'obtiendra pas l'engagement formel de non-belligérance dont il faisait, en mars, la condition essentielle d'un retrait de ses forces en deçà des cols du Sinaï. Le renouvellement du mandat des troupes de l'ONU pendant un an, voire trois ans, va bien dans le sens d'une non-belligérance, mais cet engagement, qui ne revêtira pas un caractère formel, ne va guère au-delà des dispositions pacifiques manifestées ces derniers mois par le président Sadate.

Un facteur qui pourrait, à la différence de ce qui s'est passé en mars, favoriser la mission de M. Kissinger, est l'attitude soviétique. Alors que l'U.R.S.S. ne cachait pas sa mauvaise humeur, il y a cinq mois, et réclamait à *cor et à cri la convocation* de la conférence de Genève, elle semble, depuis lors, en avoir perçu les difficultés. Redoutant les risques d'échec, elle a beaucoup atténué ses revendications à cet égard. Sans doute, les Soviétiques ne doivent-ils pas se réjouir de voir M. Kissinger accaparer une fois de plus la vedette, mais ils paraissent ne pas avoir de solution de rechange à proposer .

Un nouvel accord ne résoudra pas pour autant les problèmes de fond. Tandis que l'O.L.P. dénonce déjà les « manœuvres » de la diplomatie américaine, le silence du président Assad cache mal une certaine irritation. Le rapprochement entre Damas, Amman et, éventuellement, les Palestiniens indique ce que pourrait être la stratégie *syrienne* au cas où les Israéliens refuseraient tout nouveau retrait du Golan.

De notre correspondant

Washington. — L'annonce officielle de la reprise de la *« diplomatie de la navette »*, brutalement interrompue en mars dernier, était prévue, mais le président et M. Kissinger attendaient la fin de la réunion du cabinet israélien, à Jérusalem, pour la rendre publique Apparemment, le président Ford et le secrétaire d'Etat envisagent avec un certain optimisme la prochaine série de négociations, dont l'objet est de tenter de résoudre les derniers points litigieux qui empêchent encore la signature d'un nouvel accord intérimaire israélo-égyptien sur le Sinaï. *« Nous avons de bonnes chances de succès »*, a dit M. Kissinger aux journalistes, en ajoutant que les derniers points en suspens étaient *« surmontables »*.

Dans l'entourage du secrétaire d'Etat, on indique clairement que celui-ci ne reprendrait pas la route du Proche-Orient s'il n'était assuré à l'avance de la réussite de cette mission, qu'il a préparée avec beaucoup de soins et qui doit renforcer sa position personnelle, ébranlée ces derniers mois.

Les grandes lignes de l'accord

En fait, au cours de plusieurs jours d'intenses discussions, la semaine dernière, l'ambassadeur israélien à Washington, M. Dinitz, et M. Sisco, premier adjoint de M. Kissinger, ont mis au point le texte de l'accord, dont les grandes lignes sont déjà connues : retrait des forces israéliennes des approches des cols de Mitla et Gidi, restitution par Israël à l'Egypte des champs pétrolifères d'Abou-Rodeiss, en échange de compensations financières et de matériel américain, institution de zones où seront limités les armements des forces en présence, renouvellement de la présence militaires des Nations unies pour un an, avec reconduction tacite pour une période de trois ans.

Autrement dit les deux parties *s'engageront* publiquement à exclure pour une période déterminée le recours à la force pour régler leurs différends, mais Israël n'obtiendra pas de l'Egypte un engagement de non-belligérance avec toutes ses implications légales. Il s'agit là d'une concession majeure de la part d'Israël, faite sous la pression américaine, puisque aussi bien les négociations avaient capoté en mars dernier sur ce point précis en raison du refus des Egyptiens de consentir à cet engagement.

Les discussions au département d'Etat ont porté sur les assurances données, d'une part, par l'Egypte à Israël par l'intermédiaire de Washington, d'autre part, par les Etats-Unis à Israël. Ainsi, les Egyptiens s'engageraient à mettre fin au boycottage économique des compagnies américaines commerçant avec Israël, à *atténuer leur* propagande anti-israélienne, et à ne pas participer aux efforts en cours pour exclure Israël des Nations unies.

Les engagements américains porteraient essentiellement sur l'aide économique et militaire à Israël, qui a demandé 2 800 millions de dollars, plus une allocation annuelle de 350 millions de dollars pour compenser la perte des champs d'Abou-Rodeiss, représentant 55 % des besoins d'Israël. Les Israéliens demanderaient également une participation financière américaine à la construction d'une nouvelle ligne de *défense dans* le Sinaï (le coût est évalué à 150 millions de dollars) et de réservoirs pour entreposer des réserves de pétrole pour un an.

En outre, les Israéliens demanderaient aux Américains l'engagement écrit d'assurer leur ravitaillement pétrolier dans l'hypothèse d'un nouvel embargo arabe, ou en cas de fermeture de certaines voies maritimes.

En dehors du tracé des lignes de démarcation, sur lesquelles Israéliens et Egyptiens divergent encore, un des points délicats à résoudre concerne l'installation dans le secteur des cols de Mitla et Gidi de techniciens américains qui seraient chargés d'assurer le fonctionnement du système de détection par radar établi par Israël, qui insiste pour en garder le contrôle, ou en tout cas pour le partager. M. Kissinger a précisé qu'il s'agirait d'un très petit nombre de civils, volontaires, qui informeraient les deux camps ainsi que les Nations unies de toute activité militaire suspecte. L'accord du Congrès serait nécessaire, mais, après les premiers contacts pris avec les leaders parlementaires, M. Kissinger a laissé entendre que le Congrès approuverait cette présence de « civils ».

HENRI PIERRE.

(Lire nos informations page 22.)

LES CONFLITS DE TENDANCES AU PORTUGAL

● Le général Gonçalves dénonce les « ambiguïtés » du M.F.A.
● Militaires « révolutionnaires » et « modérés » tentent de définir un nouveau « programme d'action politique »

L'isolement et la faiblesse du cinquième gouvernement provisoire portugais présidé par le général Vasco Gonçalves semblent de plus en plus grands. Le premier ministre, qui a admis samedi soir dans une allocution télévisée que son action était paralysée par les « ambiguïtés du M.F.A. » et qui a lancé un « appel au peuple », devait prendre la parole ce lundi soir 18 août à Almada, dans la banlieue de Lisbonne. On considère dans la capitale portugaise que le général Gonçalves tente un dernier mais inutile effort pour sauver son gouvernement.

De son côté, M. Alvaro Cunhal a subi un échec samedi soir à Alcobaça, où il était venu soutenir ses militants, chassés de cette petite ville il y a un mois. Le secrétaire général du P.C.P., dont le soutien au général Gonçalves serait moins net, compte tenir un nouveau meeting mardi soir à Porto.

Pendant ce temps, les militaires « modérés » proches du major Melo Antunes et les officiers « révolutionnaires » liés au général de Carvalho, commandant du COPCON, poursuivent la difficile mise au point d'une « motion de synthèse » permettant de dégager un nouveau programme de gouvernement et de mettre fin à la crise.

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Pour le général Vasco Gonçalves, l'heure n'est plus aux nuances : il livre une bataille et laisse clairement entendre qu'il ira jusqu'au bout. C'est un « discours de combat » qu'il a prononcé samedi soir au terme d'une longue réunion du conseil des ministres. En choisissant de réveiller le pays au beau milieu de la trêve du 15 août, le premier ministre a joué l'une de ses dernières cartes. La toute dernière peut-être.

Pour défendre son action, il est parti en guerre. Qui sont ses ennemis ? : *« Les ambiguïtés qui rongent le M.F.A. et rendent chaque jour plus impossible sa propre position. »* Mais en dramatisant ainsi les difficultés internes du M.F.A., en lançant un appel au peuple, le général Vasco Gonçalves contredit l'optimisme mesuré qui émanait du communiqué publié la veille par le directoire.

Le triumvirat affirmait que *« tous les efforts étaient entrepris pour résoudre les difficultés et assurer à bref délai l'unité indispensable des forces armées, garante de l'administration révolutionnaire »*.

« L'horizon s'éclaircit », disait-il. *« On me complique la tâche »*, répond le premier ministre, qui tient pourtant à relever l'efficacité dont son gouvernement a déjà fait preuve en s'élevant au-dessus des compromis partisans. Certes, la nouvelle équipe ministérielle a pris des mesures, décrété de nouvelles nationalisation, dont celle de la CUF, décidé une aide aux rapatriés d'Angola et déclaré la presse « en crise »... mais personne ne lui fait vraiment crédit : elle gère les affaires courantes.

Le communiqué du directoire lui-même ne le cache pas quand il note en passant que les *« ministres ont exposé divers problèmes de caractère non urgent, notamment dans le secteur de l'économie »*.

Les questions essentielles échappent en fait aux techniciens et aux « indépendants ». Ainsi, M. Mario Ruivo, nouveau ministre des affaires étrangères, restera à Lisbonne, alors que l'amiral Rosa Coutinho représentera le Portugal, invité comme observateur à la conférence des pays non alignés de Lima. Mais, surtout, ce « gouvernement de passage » se heurte à une opposition de plus en plus large et chaque jour moins discrète. Hier, c'était au tour de *Domingo*, petite feuille de nouvelles habituellement très « neutre », de se permettre un commentaire acide : *« Que le goût du pouvoir cesse d'outrager notre peuple »*, lisait-on en conclusion d'un article sur l'actualité politique. *« Quarante ans de salazarisme, ça suffit. »*

Les principaux soutiens du général Vasco Gonçalves commencent même à lui faire défaut. La cinquième division, chargée de la propagande, ne part plus en campagne.

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 2.)

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN DIRIGEANT FAVORABLE A PRETORIA

La tension s'aggrave au Sud-Ouest africain

M. Filemon Elifas, « premier ministre » de l'Ovamboland, territoire autonome du Sud-Ouest africain (Namibie), a été tué le dimanche 17 août par un *inconnu* qui, *d'une voiture en marche*, a ouvert le feu sur lui à Ondangwa, dans le nord du pays.

M. John Vorster, premier ministre de la République Sud-Africaine, actuellement en visite officielle au Paraguay, a déploré cet « acte d'inspiration satanique ». Favorable à la recherche d'un compromis, *M. Filemon Elifas avait donné son* accord pour diriger la délégation ovambo aux pourparlers qui doivent s'ouvrir le 1er septembre à Windhoek entre dirigeants blancs et chefs africains pour la mise en place d'un nouveau régime constitutionnel.

Le SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), qui mène la lutte armée contre les autorités en place et la tutelle sud-africaine, avait condamné cette conférence et tenait M. Felimon Elifas pour un « fantoche ». Cependant, aucun mouvement n'a revendiqué cet assassinat, qui va sans doute faire monter la tension *dans le Sud-Ouest africain au moment même où* y affluent des milliers de réfugiés blancs d'Angola.

I. — LE PARI DE M. VORSTER

De notre envoyé spécial
PHILIPPE DECRAENE

Windhoek. — « *Les Noirs modérés, car il y en a, sont prêts à nous admettre ici, après l'indépendance, comme des hôtes étrangers. Mais cela ne nous suffit pas, car, nous aussi, nous avons des droits sur ce pays* », dit, avec exaspération, un petit fonctionnaire blanc d'origine afrikaner, dont la famille est installée ici depuis deux générations. Dès les premières conversations que l'on engage à Windhoek, on constate un décalage considérable entre le point de vue des Blancs de la capitale du Sud-Ouest africain et celui *des Blancs de Johannesburg ou* du Cap. Alors que beaucoup de ces derniers semblent avoir tiré un trait sur le sort de ce que les dirigeants de Pretoria ont considéré, pendant un demi-siècle, comme une cinquième province sud-africaine, sacrifiant allègrement, semble-t-il, le territoire pour préserver la suprématie blanche en Afrique du Sud même, les Blancs du Sud-Ouest africain ont, pour leur part, une vision fondamentalement différente de leur avenir.

Sans doute M. Balthazar John Vorster, premier ministre sud-*africain, est-il parfaitement* au courant des réactions de la minorité blanche locale, puisque, contrairement à beaucoup de ses compatriotes, il n'entend engager qu'avec prudence le Sud-Ouest africain sur la voie de l'indépendance et, de toute façon, bien marquer les étapes qui pourraient aboutir à son accession à la souveraineté internationale.

Contradiction ou double jeu ? On se le demande en comparant les différentes déclarations de M. Vorster sur l'avenir du pays. En effet, si *« la République Sud-Africaine n'a aucune revendication territoriale à formuler sur le Sud-Ouest africain »*. *Le premier* ministre précise que ses compatriotes resteront sur place *« aussi longtemps que les représentants authentiques des diverses nations qui composent la population du territoire ne leur auront pas demandé de partir »*. Et si M. Vorster affirme que *« le pays sera indépendant avant dix ans »*, il est significatif qu'il n'ait encore arrêté publiquement aucune date pour le retrait de l'administration sud-africaine.

Subtilité et art de la nuance sont deux qualités dont savent, à l'occasion, faire preuve les diri*geants de Pretoria lorsque* cela peut leur permettre de perpétuer la suprématie blanche. Ainsi en va-t-il de l'« apartheid » au Sud-Ouest africain.

Dans ce territoire, représenté au Parlement du Cap par six députés et quatre sénateurs blancs, la ségrégation raciale sévit avec sensiblement la même rigueur qu'en Afrique du Sud, bien qu'en principe le Job reservation Act, qui réserve aux Blancs les emplois qualifiés, ne soit pas en vigueur ici. En revanche, l'Immorality Act, au terme duquel les relations sexuelles interaciales constituent un délit, est strictement appliqué.

Toutefois, de premières brèches — théoriques — ont été faites dans le système d'« apartheid », afin de diminuer la tension et de donner une moins médiocre image de marque de l'Afrique du Sud au monde extérieur. Depuis le 5 juin, tous les habitants du pays, quelle que soit leur race, ont le droit de fréquenter cafés, hôtels, restaurants.

(Lire la suite page 4.)

LA FOIRE D'ALGER

Un outil au service de l'industrialisation

(Lire notre supplément pages 9 à 15.)

AU JOUR LE JOUR

Destin historique

Le destin tragique de Sheikh Mujibur Rahman n'a rien qui doive surprendre. Il est rarissime que les chefs historiques soient acceptés par l'histoire. Un même homme ne peut donner à la fois l'indépendance nationale, la liberté politique et, surtout, le pain, le riz, le maïs, le mil de la survie.

Au mieux, ce qui attend de tels hommes, c'est une longue traversée du désert qui est fatalement suivie d'un autre exil et d'un autre désert à traverser.

Au fond, Mujibur Rahman a la part plus belle que d'autres. Le désert qu'il traverse est de ceux dont on ne revient que devenu figure légendaire et à l'abri de toutes les trahisons et de tous les reniements.

ROBERT ESCARPIT.

LE FESTIVAL D'ORANGE

Ville ouverte pour le rock

Il y a cinq ans, l'échec des festivals rock en France paraissait définitif. Des arrêtés préfectoraux ou communaux les interdisaient *même purement et simplement*. Si bien que la musique rock, musique de libération, de contradictions, charriant avec soi un romanesque anarchisant, se réfugiait dans les salles de spectacle ou plus curieusement, plus drôlement, apparaissait dans des fêtes organisées par les partis traditionnels où les noms et l'importance des artistes variaient avec le nombre des adhérents. Ente-temps, la musique rock perdait une grande partie de sa spontanéité, et, si elle restait incontestablement une forme musicale, si *elle continuait à refléter* encore son temps, elle n'incitait plus à agir sur lui.

Orange vient de tenter et de réussir magnifiquement une nouvelle expérience de festival, au cœur même de la ville, puisque le théâtre antique a accueilli en trois jours près de quarante mille jeunes et, sur le plateau, sous les regards presque symétriques d'Auguste empereur et de la Vierge, Fairport Convention, John Cale et Nico, Bad Company, Docteur Feelgood, Ginger Baker, Procol Harum, Mahavishmu et John McLaughlin, Soft Machine, d'autres groupes encore, mais en l'absence d'Eric Burdon et de Lou Reed.

A vrai dire, ce n'était pas, à proprement parler, un festival tel *qu'il se déroulait autrefois à Wight*, à Bath, à Atlanta, à Woodstock, où l'on se saoulait, où l'on se roulait dans la musique, dans une communion fraternelle jusqu'au petit matin, où l'on dormait sur place quelques heures et, au début du nouvel après-midi, où l'on reprenait l'escapade, où l'on se rejetait dans un univers de sensations. A Orange, vendredi, samedi et dimanche, la musique rock était à l'affiche de 19 heures à 2 heures du matin, soit, en fait, trois longs concerts.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 17.)

LA SITUATION

SELON LES DÉLÉGUÉS DU P.C.F.

Le P.C.P. n'a pas une position dominante dans les organes du pouvoir

MM. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du P.C.F., et Charles Fiterman, membre du comité central de ce parti, exposent, dans une interview publiée par l'Humanité du 18 août, leurs observations et conclusions après la visite qu'ils ont faite au Portugal et les entretiens qu'ils ont eus avec les dirigeants du P.C.P. Ils déclarent notamment, à propos de la situation dans le nord du pays :

« Il y a une véritable atmosphère de croisade. Selon l'appréciation même de nos camarades portugais, il y a aujourd'hui, dans le nord du pays, des zones où s'exerce un pouvoir contre-révolutionnaire de fait. »

Ils ajoutent : *« Les camarades portugais nous ont dit combien ils sont préoccupés par la division des forces progressistes, en particulier au sein du M.F.A., dont ils soulignent qu'il a été, jusqu'à aujourd'hui, et doit demeurer le rempart de la démocratie. Il faut ajouter que le M.F.A. ne représente pas toute l'armée. Il y a, en dehors de lui, des éléments conservateurs. La réaction tente de dissoudre le M.F.A. dans l'ensemble des forces armées. »*

Après avoir noté des divergences dans le comportement des socialistes portugais à l'égard des communistes, MM. Chambaz et Fiterman soulignent le caractère conservateur, voire médiéval, du nord du Portugal et dénoncent « *les mensonges anticommunistes* », en déclarant notamment :

« Par exemple, il y a une dizaine de quotidiens à Lisbonne, et on y trouve exposées toutes les idées politiques. Il faut le noter, le P.C.P. n'a pas de quotidien, mais seulement un hebdomadaire. Le P.C.P. s'est prononcé pour la restitution du poste Radio-Renascença à l'Eglise. Il est contraire à la vérité de dire que le P.C.P. occupe une position dominante dans les organes du pouvoir. C'est le M.F.A. qui dirige effectivement, avec à sa tête des hommes qui ne sont pas communistes. »

M. TADDEI (P.S.) : Socialistes et communistes doivent s'asseoir à la même table.

M. Dominique Taddei, membre du secrétariat du parti socialiste français, de retour d'une mission d'information au Portugal, a déclaré samedi 16 août au micro de Radio-Monte-Carlo :

« C'est lorsque socialistes et communistes portugais accepteront de s'asseoir à la même table que les autres forces civiles et militaires qui ont fait le 25 avril que l'on pourra, je crois, sérieusement parler de « main tendue et serrée ». M. Taddei propose que les deux partis cherchent à mettre au point un programme commun. Il estime que le P.S.P. réservera un accueil favorable à cette proposition de rencontre.

Interrogé sur la réaction que pourrait provoquer, chez les communistes français, une telle initiative, M. Taddei a souhaité que ceux-ci ne trouvent pas là *« un nouveau sujet de polémique », « Il ne s'agit pas, pour les socialistes, de tirer des avantages en politique intérieure française »*, a-t-il ajouté.

« L'Humanité » s'étonne du changement de ton du cardinal Marty

A Taizé, où il participait, dimanche 17 août, à « la journée du peuple de Dieu », le cardinal Marty, archevêque de Paris, a commenté au micro de France-Inter les déclarations de Mgr Da Silva, archevêque de Braga, sur la situation au Portugal. Le cardinal Marty, qui avait déjà évoqué les événements au Portugal, le 15 août, à Notre-Dame de Paris, en déclarant notamment : *« La concertation vaut mieux que la violence »*, a cette fois déclaré, au sujet du discours prononcé le 10 août par l'archevêque de Braga : *« Je regrette qu'on ait interprété des paroles d'un archevêque comme des provocations à une certaine violence. Je ne sais pas exactement comment on a pu traduire comme des appels à la violence ce qui, certainement, ne voulait être qu'un rappel de certaines vérités que pensait l'évêque. »*

Le cardinal Marty a souligné *« la grande sincérité »* de Mgr Da Silva et a ajouté :

« Il voit peut-être, à certains moments, la liberté religieuse en danger. Je ne connais pas les intentions de l'archevêque de Braga. Je n'ai pas assez d'informations. J'ai un grand souci d'être en solidarité, en communion et en dialogue avec l'épiscopat du Portugal et je l'ai été. »

L'Humanité, qui avait favorablement relevé les premières déclarations du cardinal Marty, s'étonne, dans son numéro du 18 août, des « variations » de celui-ci : *« Entre la déclaration de Mgr Marty regrettant — même « implicitement » — les appels à la violence de Mgr Da Silva, archevêque de Braga, et celle où — explicitement — il tente de nier que les déclarations de Da Silva soient des appels à la violence... il y a un changement. On s'étonnera et on s'interrogera sur ses raisons (...).*

» Les raisons du changement dans l'opinion exprimée publiquement par Mgr Marty sont-elles alors à rechercher à l'extérieur de notre pays ?

● *Le parti socialiste portugais* s'élève en termes violents contre la grève symbolique d'une demi-heure décidée pour le mardi 19 août par l'intersyndicale, pour protester contre les violences anticommunistes dans le Nord.

Le P.S. affirme que l'intersyndicale n'est qu'une *« courroie de transmission »* du parti communiste et invite les militants socialistes à *« ignorer, mépriser et combattre cette manœuvre désespérée pour contrôler les travailleurs »*.

LA « PRAVDA » : L'unité du M.F.A. est la garantie du pouvoir révolutionnaire.

L'unité est le mot d'ordre de *« toutes les forces révolutionnaires, progressistes et patriotes »* au Portugal, écrit la *Pravda* du dimanche 17 août.

« Ces forces, poursuit le correspondant à Lisbonne de l'organe du parti communiste soviétique, *s'opposent aux actes schismatiques de tout un groupe d'organisations politiques. »* Il ajoute que les forces armées ont entrepris de renforcer leur unité, qui est *« la garantie du pouvoir révolutionnaire »*.

La *Pravda* accuse d'autre part les dirigeants du parti socialiste et les neuf officiers exclus du Conseil de la révolution de *« soutenir objectivement la réaction, dont les actes ont provoqué la mort de plusieurs personnes et de grandes pertes matérielles »*. — (A.F.P.)

Le P.S. dénonce *« les responsabilités de la direction du syndicat unique dans l'escalade de la violence dans le Nord »*.

Le communiqué s'en prend également à *« l'attitude aventurière, sectaire et divisionniste de la direction du P.C.P. »*, ainsi qu'à son *« obstination à maintenir au pouvoir un gouvernement minoritaire et impopulaire, dont le premier ministre, facteur de division et non d'unité, est l'une des principales causes du climat actuel de mécontentement »*. — (A.F.P.)

RÉSOLU A DÉFIER LA VIOLENCE ANTICOMMUNISTE

M. Alvaro Cunhal a été mis en échec à Alcobaça

De notre envoyé spécial

Alcobaça. — C'est un défi perdu, un revers cinglant : M. Alvaro Cunhal, venu aider les communistes d'Alcobaça à reprendre pied dans une ville d'où ils avaient été « chassés » voilà bientôt un mois, n'a pas pu parler beaucoup plus de cinq minutes. Des grêles de cailloux, de plombs de fusils de chasse, quelques coups de feu aussi tirés de l'extérieur du gymnase où se tenait la réunion, l'ont interrompu. Au milieu d'une nuit qui devait être celle de la « reconquête », des hommes, des femmes et des enfants sont montés, silencieux et graves, dans des camions militaires qui les ont reconduits chez eux. Pour la seconde fois, la « réaction » les chassait.

La réaction ? Jamais plus de deux cents « assaillants » : des jeunes gens très excités, d'autres plus calmes mais plus déterminés, cachant parfois un pistolet, se mêlaient aux petits groupes de « curieux » complices et satisfaits de montrer aux communistes qu'ici *« ils ne feraient plus la loi »*. En dehors d'eux, Alcobaça dormait.

L'échec du parti communiste n'en est que plus sensible. Son meeting, samedi soir, dans une des premières villes où ses locaux ont été mis à sac, avait valeur de test : c'était l'amorce d'une contre-offensive, la volonté de faire comprendre à tous, et surtout aux ennemis les plus acharnés, que le « parti » ne se laisserait pas intimider, qu'il saurait réagir. Mais les forces ont manqué. Ce défi courageux, le P.C.P. ne s'est pas donné les moyens de le gagner.

Quand M. Alvaro Cunhal, entouré des responsables locaux du parti, prend place à la tribune, les gradins de la salle des sports ne sont qu'aux deux tiers occupés : mille à mille cinq cents personnes tout au plus. On remarque aisément, çà et là, les « camarades » français et italiens qui ont abandonné la plage et le soleil de Nazaré pour assurer les militants portugais de leur solidarité. *« P.C.P.-P.C.F., même combat ! »*, proclame une pancarte griffonnée en hâte et accrochée sur un mur. *Les journalistes sont* nombreux, attirés par le pari que représente un tel meeting. Une équipe de télévision américaine se fera d'ailleurs rappeler à l'ordre quand elle voudra filmer les bancs les plus déserts.

A 23 heures, alors que le secrétaire général du P.C.P. vient à peine de reprendre la parole, les incidents éclatent. Derrière la tribune, deux vassistas se brisent. Des cailloux heurtent les parois du gymnase et l'on entend distinctement le bruit net d'un coup de feu. Le public cède à un début de panique, des enfants s'accrochent à leur mère. On court vers la sortie, où quelques militants lèvent les bras pour apaiser les esprits.

Tout s'est passé très vite : dehors, une quarantaine d'assaillants, juchés sur les hauts talus qui entourent le palais des sports, ont lancé des pierres vers les portes et à hauteur de la tribune. L'un d'eux est armé et tire dans le noir. Le service d'ordre du meeting, qui avait d'abord fermé les issues laissant à l'extérieur quelques militants esseulés, organise alors une riposte soudaine. Les assaillants s'enfuient et se regroupent 200 mètres plus loin. Dans le hall du gymnase, on ramène les blessés : un communiste a le dos criblé de plombs de chasse. Le visage en sang, un autre titube à moitié conscient. Deux hommes ont été pris à l'autre camp : étendus à terre, sommairement soignés de blessures légères, ils sont aussitôt interrogés. Le premier répond sans hésiter qu'il est paysan et vient d'un village, au nord de Porto. Son compagnon, couché près de lui, l'a payé pour cette opération. Le second « prisonnier » confirme l'histoire.

Dans la salle, la confusion règne encore. On crie quelques slogans, car il faut bien prouver qu'on ne cède pas à la peur. Après une discussion avec les responsables du parti, M. Alvaro Cunhal se retire, les traits tendus, le visage marqué, dans une pièce annexe.

Dehors, le face-à-face commence. Les communistes organisent un service d'ordre jusque-là trop improvisé. De jeunes militants français, armés de gourdins, semblent décidés à en découdre. Mais tous hésitent, ne sachant guère quelle politique adopter. Savent-ils que, en contrebas, ces « barrages », que l'on distingue de temps à autre à la lueur des phares, ne sont tenus que par une poignée d'hommes ?

L'armée après la bataille...

Ils ont installé, en travers des chemins de terre qui montent vers le palais des sports, des rondins et des poteaux télégraphiques. Derrière, de petits groupes discutent : des mots que l'on entend chaque jour à Alcobaça depuis que, le 21 juillet, un jour de marché, le « peuple » a expulsé les communistes de la mairie et saccagé leur permanence. *« Ils n'ont rien à faire ici ! », « Ils mènent le pays à la ruine ! », « On n'en veut pas, et il faut qu'ils le sachent ! »*

Une jeune maoïste est là aussi, avec quelques amis. *« Bien sûr*, dit-il, *il y a des anti-communistes, mais la plupart veulent s'opposer au social-fascisme. Leur colère se comprend... »*

A 2 heures du matin, deux camions militaires traversent rapidement la grand-place. Mais cinq minutes plus tard, avant même que les soldats ne soient intervenus, le service d'ordre *communiste* passe à l'attaque. De chaque côté, on tire au pistolet. Quatre ou cinq hommes armés, sans doute pas davantage. L'un a un fusil de chasse et blesse légèrement au passage de quelques plombs un cameraman mal placé. Tirant bénéfice de la surprise qu'ils ont créée, les communistes ont repris le premier barrage. Ils poursuivent leurs adversaires. Un militant armé fait stopper deux voitures de journalistes qui s'écartaient du « champ de tir » : ils sortent, les mains en l'air, et tentent de s'expliquer. Mais un assaillant, caché derrière une baraque, jette soudain des cailloux : le militant tire dans l'obscurité, sans cible précise, obligeant ceux qui se trouvent là à courir à découvert au milieu d'un terrain vague qui jouxte la mairie.

Quand la petite centaine de soldats venus de Leiria et de Caldas-da-Rainha prend position à proximité du palais des sports, tout est presque terminé. Il suffira d'une longue salve tirée en l'air pour disperser les derniers récalcitrants. Le capitaine qui commande le détachement est allé parlementer avec M. Cunhal revenu dans la grande salle. On l'accueille, comme une délivrance, au cri de *« M.F.A., M.F.A... »*, mais le silence reviendra vite.

Un silence lourd, qui rend plus graves encore les visages inquiets des femmes qui se tiennent par le bras pour descendre lentement vers la ville. Un peu plus tard, une longue colonne de voitures approche. Cinq hommes dans chaque véhicule : ils viennent en *renfort de Lisbonne*. Trop tard. A l'intérieur du gymnase, des militants décrochent les banderoles qui décoraient les murs. Sur l'une d'elles, on peut lire : *« La victoire est difficile, mais elle est nôtre. »* — D. P.

PLUSIEURS PROVOCATEURS AURAIENT ÉTÉ PAYÉS

« Plusieurs des provocateurs fascistes qui se sont attaqués, dans la nuit de samedi à dimanche, au bâtiment où avait lieu un meeting organisé à Alcobaça par le parti communiste étaient étrangers à la région, et ils avaient été payés pour participer à cette attaque », c'est ce qu'affirme un communiqué du P.C.P. publié le dimanche 17 août à Lisbonne.

Le communiqué précise que c'est l'interrogatoire de quelques manifestants anticommunistes appréhendés par le service d'ordre du meeting qui a permis d'établir ces faits.

Le communiqué souligne que *« le service d'ordre a été attaqué à coups d'armes à feu et de pierres par des assaillants embusqués autour du bâtiment où se tenait la réunion »*, et ajoute que ce service d'ordre *« a maintenu en respect les bandes de fascistes »*.

« Ces événements constituent un nouvel exemple des activités des contre-révolutionnaires qui, du fait qu'ils ne sont pas châtiés, multiplient les provocations et parviennent à empêcher l'exercice des libertés démocratiques et du droit de réunion. »

« Il est urgent, conclut le communiqué, *de prendre des mesures fermes pour arrêter et punir les responsables de ces crimes, comme il est urgent de faire respecter l'ordre démocratique et le droit des citoyens. »*

Dans la presse étrangère

LES « PRINCIPES D'HELSINKI » DÉJA BAFOUÉS ?

La crise portugaise passionne très diversement l'opinion étrangère : une certaine lassitude se fait jour, du moins dans la presse occidentale, dont nombre de commentateurs s'attendent, apparemment, que la confusion s'installe pour longtemps à Lisbonne. La presse d'Europe de l'Est continue, cependant, à dénoncer M. Mario Soarès, la « réaction », l'Eglise et les « influences étrangères ». Mais, à droite comme à gauche, on juge que les événements de Lisbonne constituent un test pour l'application des principes de l' « acte final » de la conférence d'Helsinki, qui, selon plusieurs journaux des deux bords, sont déjà bafoués par le camp d'en face.

Pour les *Izvestia*, de Moscou : *« La direction du parti socialiste porte, dans une large mesure, la responsabilité de la crise actuelle... Soares ignore le caractère représentatif du gouvernement... c'est-à-dire qu'il jette de l'huile sur le feu des forces qui tentent de torpiller le processus révolutionnaire. Les réactionnaires de toutes sortes, dont plusieurs reçoivent des instructions de l'étranger, ont profité de la situation compliquée qui s'est instaurée dans le pays... »*

Nepszabadsag, l'organe central du parti ouvrier (communiste) hongrois, estime que *« les attaques réactionnaires à l'intérieur ont été stimulées, et sont encore aujourd'hui aiguillonnées, par une pression étrangère ouverte. Plusieurs politiciens occidentaux influents font des déclarations qui sont en contradiction avec l'esprit d'Helsinki et qui mettent en question le droit du peuple portugais à décider seul de son propre destin. »*

Magyar Nemzet, journal du Front populaire patriotique hongrois, déplore *« l'atmosphère de pogrome et d'hystérie contre-révolutionnaire »* qui règne actuellement au Portugal. Analysant l'attitude de M. Mario Soares, le journal écrit : *« Au début, il était considéré comme un politicien honnête de gauche. Mais la série de ses petites fautes est devenue une erreur stratégique, et même un crime. La crise a éclaté parce que Soares n'a pas gardé la tête froide. Maintenant, qu'il le veuille ou non, l'archevêque anticommuniste de Braga, l'homme qui a fait détruire les permanences de partis, est devenu objectivement un allié de Soares. »*

La presse yougoslave condamne sévèrement, elle aussi, l' « hystérie » anticommuniste au Portugal. Dans un commentaire intitulé « *Fascisme et démocratie* », *Borba*, organe de l'alliance socialiste, écrit : *« Le problème fondamental de tous les partis démocratiques du Portugal est de sortir du fascisme. Cela exige des conversations, des concessions, des accords entre les partis et non du sectarisme, du dogmatisme. »*

Le « Rude Pravo » et la non-ingérence

Rudé Pravo, l'organe du parti communiste tchécoslovaque avait mis en garde ses lecteurs dès le mois de janvier contre *« l'influence de l'Eglise catholique dans le nord du pays et la propagande anticommuniste primitive destinée aux petits et moyens propriétaires agricoles »*. *Rudé Pravo* écrit : *« A en juger par les déclarations faites par certains représentants occidentaux, nous avons l'impression que l'acte final d'Helsinki a été élaboré dans le dessein de faire subir quelques textes aux pays socialistes (...). Ce sont les gros bonnets des pays de l'OTAN qui, de toute évidence, ne dorment pas bien et rêvent d'une intervention au Portugal. Cela serait toutefois plutôt malaisé, maintenant qu'ils ont signé l'acte final et qu'ils ont sanctionné de la sorte le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures. »*

La presse occidentale, à l'exception de la presse française, s'inquiète moins de l'orthodoxie de la révolution portugaise que de l'anarchie qui menace le pays. La presse américaine, elle, redoute toujours de voir le Portugal devenir *« le premier pays communiste d'Europe occidentale »*.

Pour le *New York Times*, *« ce qui se joue au Portugal est le plus grand drame qu'ait connu l'Europe depuis la fin des années 40. Il y a eu, alors, une série de tragédies dans l'Est européen ; dans un pays après l'autre, des partis communistes minoritaires ont détruit les groupes rivaux, qui représentaient la majorité de la population, et ont installé au pouvoir des dictatures communistes... Comment se fait-il que le même scénario n'ait pas réussi au Portugal ? Ce n'est certainement pas parce que les communistes portugais ont d'autres ambitions que leurs camarades de l'est de l'Europe. C'est parce que, dans l'est de l'Europe, il y a trois décennies, l'armée rouge était là... »*.

Toujours dans le quotidien new-yorkais, James Reston s'indigne de la « *violation* » des principes d'Helsinki :

« Les principes d'Helsinki faisaient obligation aux signataires de soutenir la liberté de pensée, de conscience et de religion, l'exercice des droits civiques et politiques, une plus libre circulation des informations, des idées et des personnes, de plus grandes facilités pour la presse, des échanges en matière culturelle et d'enseignement, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays..., l'inviolabilité des frontières et la possibilité des changements pacifiques.

» Il n'y a pas un seul des principes de ce catalogue qui ne soit violé et maltraité par l'alliance politique qui régit maintenant le Portugal, avec l'assistance financière secrète de Moscou. »

L'Economist de Londres est tout aussi net à l'égard de Moscou : *« Il est important que M. Brejnev fasse clairement savoir qu'il découragera ses amis au Portugal d'en rester aux outrances auxquelles ils semblent attachés jusqu'à présent. Si cela continue avec la bénédiction des Russes — même avec la seule bénédiction modérée qu'impliquent les subsides russes au P.C.P., — alors le concept de la détente, y compris les ventes de blé américain, dont l'U.R.S.S. a tant besoin, pourrait être remis en question. »*

Pour le *Guardian*, *« le Portugal est le pays que personne ne gouverne »* :

« Trois choses peuvent arriver : la première est une tragédie de l'usure, un conflit épuisant sur fond de délabrement économique qui laissera le vainqueur exsangue. Dans une telle éventualité, le général Otelo paraît mieux capable de survivre que ses adversaires. La seconde hypothèse pourrait laisser l'armée en place, mais avec Antunes et Soares qui tenteront de mettre sur pied un gouvernement de gestion du type que celui que Caetano dirigea — avec la démocratie remise à plus tard. La troisième hypothèse est la guerre civile. Une telle éventualité (...) n'est pas à envisager dans l'immédiat, car la situation politique est confuse et il n'y a pas polarisation. Mais l'armée et le président Costa Gomes ne peuvent pas ignorer ce risque. »

Le quotidien allemand *Sud-deutsche Zeitung* reprend ces idées avec quelques variantes :

« Une dictature communiste avec le tandem Gonçalves-Cunhal ou une tyrannie marxiste de gauche sous la direction du chef des forces de sécurité Carvalho (Soares, chef des socialistes étant en prison, des dizaines de milliers de personnes tuées, enfermées dans les arènes ou poussées à l'exil), ou bien une guerre civile barbare entre l'aile gauche et l'aile modérée des forces armées, les deux côtés soutenus par des groupes sympathisants dans la population, avec l'appui plus ou moins secret de l'étranger. Ou bien encore une victoire rapide, sans effusion de sang, des officiers modérés et des deux partis majoritaires, les socialistes et le P.P.D., sur le premier ministre et ses alliés communistes. »

Le quotidien de Bonn *General Anzeiger* estime que *« l'ère des révolutionnaires s'achève ». « Chaque jour ramène au pays des réfugiés de l'Angola, chaque jour, des soldats venus des possessions d'outre-mer renforcent les garnisons. C'est un gain pour le groupe Antunes et pour les socialistes de Soarès, car ceux qui reviennent ne sont certainement pas, de par leur expérience même, des partisans du communisme. Au contraire, on peut craindre que nombre d'entre eux, — comme jadis les Français d'Algérie et les légionnaires — ne soient des nationalistes aigris. »*

Enfin, le *New Statesman*, l'hebdomadaire de gauche anglais, met en garde les donneurs de conseils : *« Il n'y a pas à se réjouir de la situation — pas même à se laisser aller à une petite « Schadenfreude » (joie mauvaise). (...) Il paraît évident que le pays risque de glisser dans l'anarchie totale — et la réponse classique à l'anarchie est la répression. (...) La tentative faite pour briser le triumvirat et évincer le sinistre Cunhal ne peut manquer d'attirer des sympathies, mais cela ne suffira pas à instaurer une solution démocratique dans un pays qui est sans doute destiné à être gouverné par des militaires pendant encore des années. Reconnaître ces faits pénibles ne les change pas ; mais les ignorer serait de la lâcheté. »*

LES CONFLITS DE TENDANCES

(Suite de la première page.)

Mieux, elle a donné son accord « critique » à l' « alternative de gauche » proposée par certains officiers du Copcon.

Le parti communiste lui-même ne semble plus tout à fait décidé à accompagner le premier ministre jusqu'au bout et à ne partager, en fin de compte, que son isolement. Pris de court par les dissensions accrues au sein du M.F.A., le parti communiste recherche, en tâtonnant, une nouvelle voie. Il évite de prendre publiquement parti sur les *documents des diverses fractions*. Ses militants réclament à grands cris l' « *unité du M.F.A.* ». Mais, discrètement, *les dirigeants se tournent à gauche, et tentent de se rapprocher* du « projet révolutionnaire » élaboré par l'aile la plus radicale de l'armée. On ne peut expliquer autrement la visite d'un membre du comité central aux leaders du Parti révolutionnaire du prolétariat (P.R.P.), présentés de toutes part comme les « inspirateurs », sinon les auteurs, du texte du Copcon.

Les communistes sentent bien que l'issue provisoire de la crise politique se dessine peu à peu autour des deux projets présentés par les « modérés » et les militaires proches du général Otelo de *Carvalho*.

Entre ces deux documents, la synthèse est en cours. « *Complémentaires et non pas adversaires* », titre *Expresso, qui relate les multiples* réunions de travail entre représentants des deux courants. La demande de réintégration des neuf « suspendus » du Conseil de la révolution et votée par une assemblée du quartier général de l'armée illustre bien l'entente qui se profile. Certaines unités, qui avaient approuvé le manifeste du « groupe Melo Antunes », appuient également l'« alternative révolutionnaire », présentée comme une réplique à ses « tendances droitières ». C'est le cas notamment du régiment d'infanterie opérationnelle du Queluz (RIOQ), l'une des unités d'élite du Copcon.

La synthèse recherchée prendrait la forme d'un « programme d'action politique » auquel travaille le major Melo Antunes. Il traduirait le *consensus* qui s'est dégagé lors de la réunion des principaux officiers du pays autour du général de Carvalho. L'accord en germe provoque des réticences. Certains « modérés » y voient une reculade, qui empêcherait d'en finir avec les ambiguïtés engendrées par de vagues allusions à un « pouvoir populaire » mal défini. L'extrême gauche révolutionnaire, *qui s'est au contraire reconnue dans les grands traits du projet* du Copcon, regimbe à un compromis sans principe. « *On ne peut accepter*, dit-elle en substance, *de servir de marche-pied à une opération de sauvetage des intérêts de la bourgeoisie.* » Pour elle, l'essentiel est de profiter du débat politique amorcé dans les casernes pour cristalliser et organiser un courant de gauche qui conteste radicalement les appels à la modération et se renforce vite afin de favoriser un nouvel élan de la révolution.

Les obstacles ne sont donc pas encore tous surmontés, mais *il paraît* probable que les leaders des deux « tendances » parviendront à s'entendre, même s'ils doivent perdre certains de leurs appuis. Le *Jornal Novo parlait* dimanche d' « onde conciliatrice ». Le discours *du premier ministre suffira-t-il* à la troubler ? Dans l'entourage du major Melo Antunes, on laisse entendre que la semaine sera décisive. Chacun *aimerait* y croire, mais n'est-ce pas aujourd'hui le sixième lundi que l'on ose *le prédire* ?

DOMINIQUE POUCHIN.

LA SITUATION AU PORTUGAL

Le général Vasco Gonçalves : les ambiguïtés du M.F.A. paralysent le gouvernement...

Lisbonne (A.F.P.). — *« Les ambiguïtés qui continuent à se manifester au sein du M.F.A. compromettent gravement les conditions indispensables pour que le gouvernement poursuive et renforce la voie dans laquelle il s'est engagée »*, a déclaré, samedi 16 août, le premier ministre portugais, le général Vasco Gonçalves, dans une allocution radiotélévisée.

Il a demandé au peuple portugais d'exiger que ces ambiguïtés cessent, affirmant : *« Il appartient maintenant au peuple portugais d'exiger que les ambiguïtés politiques qui compromettent tant l'unité des forces armées soient surmontées, de même que les querelles partisanes. »*

Le général Gonçalves a qualifié son gouvernement de *« gouvernement de salut national, centré sur les options socialistes clairement exprimées par le peuple portugais »*. « *C'est*, a-t-il dit, *dans ce sens que l'action du gouvernement a été orientée, malgré le peu de temps passé depuis son entrée en fonction.* » « *Le gouvernement*, a-t-il ajouté, *est persuadé qu'il a démontré sa capacité de décision et sa détermination de ne pas renoncer à ses responsabilités, sans pour autant accepter de compromis partisans.* »

Le général Gonçalves a ajouté que la réunion du 15 août entre les membres du directoire militaire et ceux de son gouvernement *« a montré que les conditions minimales permettant au gouvernement de poursuivre et de renforcer son action ne sont pas réunies »*. « *Bien au contraire*, a-t-il affirmé, *ces conditions ont été gravement compromises par les ambiguïtés du M.F.R.* »

« *Ces ambiguïtés*, a poursuivi le général Gonçalves, *continuent à se manifester au sein du M.F.A. et conduisent à douter de la viabilité de la concertation des efforts autour des idéaux progressistes qui donnent son sens à la révolution du 25 avril.*

» *Cette situation est d'autant plus regrettable et inadmissible qu'elle ne fait qu'aggraver les difficultés que connaît le pays, telle la crise économique, l'instabilité sociale, le problème des réfugiés d'Angola, qui exige de notre part une attention urgente et un effort humanitaire.* »

Le premier ministre a ajouté que son gouvernement *« ne rejette pas ses responsabilités »* et qu'il est *« toujours prêt à répondre à la confiance du président de la République, le général Costa Gomes »*.

Le général Gonçalves a dénoncé les *« querelles partisanes qui faussent les véritables problèmes du Portugal, qui en retardent la solution et qui cachent le rôle des forces internes qui entendent annuler la révolution socialiste »*.

L'amiral Rosa Coutinho : le Portugal est le premier essai de socialisme méditerranéen

L'amiral Rosa Coutinho a donné à *Libération* de ce lundi 18 août une interview dont nous publions les extraits suivants :

A propos du document Melo Antunes : *« Dans toute analyse politico-militaire d'une situation donnée, il est fondamental de connaître son véritable ennemi. Le capitalisme international est celui de la révolution portugaise, parce que le processus qu'elle a déclenché peut avoir des conséquences extrêmement graves pour le capitalisme international, surtout pour l'Europe du Sud et la zone méditerranéenne. Le Portugal est le premier essai de « socialisme latin, méditerranéen » : c'est vers ce type de société que l'Europe du Sud doit évoluer, car le système installé depuis trente ans en Italie a prouvé son incapacité à résoudre les tensions sociales et par là même l'inviabilité d'un gouvernement de type « scandinave » en Europe du Sud... Le capitalisme international a donc vu dans la révolution portugaise un vrai danger concrétisé par le M.F.A. et les forces progressistes qui prennent le parti du peuple...* »

Sur l'« éclatement » du M.F.A. : « *Le ferment révolutionnaire des forces armées portugaises concentré dans le M.F.A. est la résultante des guerres coloniales : celle-ci sont terminées. Il y a donc une tendance naturelle à la dégradation du point de vue révolutionnaire des forces armées portugaises. C'est la raison pour laquelle il faut que les forces révolutionnaires remplacent peu à peu le M.F.A. dans la conduite du processus. (...) Je ne vois pas très bien comment le M.F.A. pourrait se démarquer du P.C. D'autre part, le P.C. est un allié et il l'a toujours été, même s'il a commis, comme tout le monde, des erreurs, même si parfois il n'est pas très commode. Toutes les révolutions qui n'ont pas désigné leur véritable ennemi ont échoué : il ne s'agit pas de combattre ses alliés avant ses ennemis. Ceux-ci trouvent toujours une « cinquième colonne » au Chili, la démocratie chrétienne d'Eduardo Frei le fut pour la révolution chilienne. Au Portugal, on peut identifier actuellement plusieurs « cinquième colonne », l'une d'entre-elles est l'anticommunisme. Celui de la réaction, mais aussi celui des gens qui ne sont pas des réactionnaires, mais que quarante-huit ans de fascisme ont rendu sensibles à ce type d'arguments.* »

APRÈS LA «RÉBELLION» DE JOURNALISTES DU «DIARIO DE NOTICIAS»

Les critiques se multiplient contre l'orientation procommuniste de plusieurs journaux

Lisbonne (A.F.P.). — Le Portugal va-t-il connaître une nouvelle « affaire *Republica* » mais à l'envers ? C'est ce que l'on se demande après l'entrée en rébellion de trente des cinquante-cinq journalistes du *Diario de Noticias* (*le Monde* daté 17-18 août).

Les trente dénoncent « *le contrôle des informations par une minorité partisane et le caractère clairement tendancieux des informations de caractère politique* ». Cette fronde, après la levée de boucliers contre le projet du commandant Correia Jesuino d'instituer une « *commission d'analyse* » de la presse, et la victoire aux élections syndicales d'une liste où s'associent étrangement maoïstes et socialistes, traduit le malaise qui règne dans la presse portugaise.

Dans un communiqué, les trente journalistes du *Diario de Noticias*, seul quotidien du matin avec *O Seculo*, également de tendance communiste, soulignent la gravité du discrédit qui atteint le journal. Son image s'est de plus en plus ternie, disent-ils, tant auprès des lecteurs que du M.F.A. et des centres de décision politico-militaires, dont les démentis et les contestations sont de plus en plus fréquents.

« *Nos reporters*, ajoutent-ils, *sont en butte à l'hostilité de la population au point de courir maintenant des dangers lorsqu'ils sont en mission.* » « *Cela est dû*, affirment-ils, *au « sectarisme évident » du journal et au « grave silence »* par lequel le *Diario de Noticias* a *« appuyé implicitement le document Correia Jesuino* (ministre de la communication sociale), *qui prétend rétablir la censure de l'information au Portugal* ».

Les vingt-cinq journalistes qui n'ont pas signé ce communiqué travaillent au service des informations politiques et militaires et sont liés au parti communiste ou au Mouvement démocratique portugais (M.D.P.).

D'autre part, les typographes de l'hebdomadaire *Sempre fixe*, dépendant, comme le *Diario de Lisboa*, de l'entreprise Renascenca Grafica, auraient décidé de s'opposer à l'orientation procommuniste de la revue ; la suspension de *Sempre fixe* aurait d'ailleurs été décidée au cours d'une réunion des délégués de Renascenca Grafica.

On parle aussi d'une éventuelle fusion des deux quotidiens du matin, *O Seculo* et *Diario de Noticias*, qui, en raison de leur parenté idéologique, font effectivement double emploi. Ces journaux, nationalisés par l'intermédiaire de la banque, coûtent cher à l'Etat, mais une fusion entraînerait des licenciements, auxquels s'oppose le syndicat.

Le projet du commandant Correia Jesuino a suscité une levée de boucliers. Il prévoit la création d'une « *commission militaire d'analyse de la presse* » et de sévères sactions, en cas de divulgation de nouvelles fausses ou tendancieuses, pour « *négligence face à l'obligation de sensibiliser la population aux grandes tâches nationles* » ou pour « *adoption systématique de positions contre-révolutionnaires* ».

Le commandant Correia Jesuino, lui-même victime de la censure sous le régime précédent, a essayé de calmer les passions en déclarant que le texte publié par *Jornal Novo* ne correspondait pas exactement au projet réel.

Au sein même de la radio-télévision portugaise, le ministre vient d'être contesté par dix-sept travailleurs qui lui reprochent de s'être opposé à la diffusion du « document des neuf ». Le commandant Jesuino exigeait en fait que le document fût diffusé entièrement ou pas du tout. Les dix-sept travailleurs ont refusé, considérant qu'une lecture intégrale du texte, déjà connu par les journaux, pourrait être interprétée comme une prise de position en faveur des « neuf ». La R.T.P., en revanche, a diffusé intégralement le long document du Copcon.

En Angola

M. Agostinho Neto (M.P.L.A.) n'est «pas intéressé» par une proclamation unilatérale de l'indépendance

De violents combats se poursuivent en Angola, où le port de Lobito, à mi-chemin entre Luanda et la frontière du Sud-Ouest africain, seconde agglomération du pays et position stratégique de grande importance, est le théâtre d'affrontements meurtriers entre le M.P.L.A. et les forces des deux autres mouvements (F.N.L.A. et UNITA. Pratiquement chassé de la ville le 15 août, le M.P.L.A. a réussi à y reprendre pied grâce à une violente contre-offensive.

D'autres combats se déroulent à Luso, principale agglomération de l'est du pays, ainsi qu'à Lucala et à Cacuso, à 300 kilomètres à l'est de Luanda, dans une région que l'on croyait entièrement contrôlée par le M.P.L.A. Le haut commissariat portugais a annoncé lundi matin que des accrochages se sont produits non loin de Caxito, à une cinquantaine de kilomètres au nord de la capitale, où les forces du F.N.L.A. seraient en train de se regrouper. D'autres affrontements sont signalés dans la région de Moçamedes, partie la plus méridionale de la côte.

A la suite de la reprise en main par Lisbonne de l'administration directe du territoire, trois compagnies de l'armée portugaise, « *cent quatre-vingts soldats d'élite* », selon l'agence Zaïre-Presse, ont été envoyés à Cabinda pour renforcer les trois mille hommes déjà sur place.

● A LISBONNE, M. Vasco Vieira de Almeida, ancien ministre portugais de l'économie dans le gouvernement de transition angolais, a déclaré samedi que le Portugal a l'intention de poursuivre l'envoi de renforts en Angola.

● A LUANDA, où les partisans du M.P.L.A. ont manifesté en masse dimanche, M. Agostinho Neto, président du Mouvement, a déclaré à cette occasion « *ne pas être intéressé par l'éventualité d'une proclamation unilatérale de l'indépendance* ». L'un des ses principaux adjoints assurait cependant, au même moment, que l'hypothèse restait « envisageable ». On apprend, d'autre part, que M. Mateus Neto, ministre de l'agriculture (F.N.L.A.) dans le gouvernement de transition a été « fait prisonnier » par le M.P.L.A., le 16 août, alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion à l'aéroport de Luanda.

Deux mille réfugiés portugais ont manifesté dimanche dans les rues de Luanda, demandant qu'un dispositif d'évacuation par mer soit mis en place, afin de leur permettre d'emporter plus que les 25 kilogrammes de bagages autorisés par voie aérienne. Actuellement, six avions décollent quotidiennement de la capitale angolaise et cinq de Nova-Lisboa, dans le sud-est du pays. Le premier appareil français mis à la disposition de ses ressortissants est parti de Roissy lundi. Trois rotations sont, actuellement, prévues.

LES LOCAUX DU P.C.P. ET DU M.D.P. MIS A SAC AUX AÇORES

Angra-do-Heroismo (Reuter). — Des milliers de manifestants ont attaqué, dimanche 17 août, à coups de cocktails Molotov, le siège du parti communiste et celui du mouvement démocratique à Angra-do-Heroismo. Quatre personnes auraient été blessées.

Les incidents ont éclaté à la fin d'une manifestation organisée par les agriculteurs et appuyée par les maoïstes du Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat. Les agriculteurs réclamaient le départ immédiat pour Lisbonne de trois dirigeants du parti, et la fermeture des permanences du P.C. dans l'île de Terceira.

« Nous rentrerons à Luanda et ce sera un carnage »

nous déclare l'un des principaux dirigeants du F.N.L.A.

Kinshasa. — Le F.N.L.A. n'a pas renoncé à attaquer Luanda. Il attend pour ce faire l'évacuation des ressortissants portugais encore présents dans la capitale angolaise. C'est du moins ce que nous a déclaré, au quartier général du F.N.L.A. à Kinshasa, M. Johnny Eduardo, premier ministre d'un gouvernement de transition apparemment défini et membre du bureau politique du Front national de libération de l'Angola.

« *Le F.N.L.A. est armé. Nous avons des blindés. Notre action est planifiée. Aucune force ne pourra nous empêcher de rentrer dans Luanda. Ce n'est pas du chantage* », nous a t-il dit avec la volonté manifeste de convaincre que la « *marche sur Luanda* », annoncée fin juillet par M. Holden Roberto, président du F.N.L.A., n'est que partie remise. Pour appuyer ses dires, M. Eduardo nous présente une série de factures datées du 11 août dernier et indiquant que le F.N.L.A. a acheté, ce jour-là, 190 000 litres d'essence.

Après s'en être pris vivement « *aux Salan et Jouhaud du Portugal devenus marxistes sans avoir eu le temps de changer d'uniforme* », le dirigeant angolais poursuit : « *Sans l'appui logistique de certaines unités portugaises, le M.P.L.A. n'aurait jamais pu faire ce qu'il a fait. Cela ne va pas durer. Les Portugais sont irresponsables. Que le M.P.L.A. soit au pouvoir ou non, nous allons rentrer à Luanda et ce sera un carnage. Ce sera la rupture totale avec le Portugal. Voilà ce que les Portugais auront obtenu.* »

A ses yeux, le débat sur les capacités militaires du F.N.L.A. est sans raison. « *Nous avons dix-sept mille hommes sur le terrain. Le M.P.L.A. a su profiter de certaines occasions, mais ses épouvantails ne font pas peur. L'appui massif qu'il reçoit de l'Union soviétique n'a rien résolu. L'Angola, ce n'est ni Cuba ni le Vietnam. C'est l'Afrique. Le vainqueur d'un jour, d'une semaine ou même de six mois peut être le M.P.L.A. Mais le vainqueur final ne peut pas être le M.P.L.A.* » M. Johnny Eduardo assure qu' « *une alliance spontanée* » s'est établie sur le terrain entre le F.N.L.A. et l'UNITA (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) de M. Jonas Savimbi. Il précise toutefois que les deux mouvements n'ont pas encore conclu d'accord.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

A Timor

DES AFFRONTEMENTS ENTRE MOUVEMENTS RIVAUX AURAIENT FAIT CENT MORTS

De violents affrontements ont eu lieu ces derniers jours dans le secteur portugais de Timor. « *Une centaine de personnes auraient été tuées au cours de combats qui se sont déroulés dans les montagnes* », a déclaré à son arrivée à Darwin, en Australie, le commandant portugais Mota, chef des affaires intérieures du gouvernement de Timor, en route pour Lisbonne. « *Les deux principaux partis de l'île, l'U.D.T. et le FRETILIN, ont épuisé tous les moyens de parvenir à un compromis* » a-t-il ajouté.

L'U.D.T., qui, dans la nuit du 10 au 11 août, a pris possession des principaux points stratégiques de la capitale, Dili, a étendu son contrôle à d'autres villes de l'île. L'administration portugaise s'efforce d'imposer sa souveraineté et de maintenir une position d'arbitre (*le Monde* des 14 et 15 août).

M. Malik, ministre indonésien des affaires étrangères, a déclaré, jeudi 14 août, qu'il ne souhaitait pas voir Timor « *devenir un nouveau Goa* ». (La province portugaise a été annexée par l'Inde en 1961.)

EUROPE

Grèce

L'« appel au peuple » de M. Papadopoulos suscite de violents remous

De notre envoyé spécial

Athènes. — Coup de sang ou coup de dés ? Muet devant ses juges, Georges Papadopoulos s'est donc adressé au « *peuple grec* » et à l'armée par-dessus leur tête. En distribuant samedi aux journalistes un texte écrit de l'ancien « *président de la République* » (*le Monde* daté 17-18 août), ses avocats ont subitement ranimé les passions autour d'un procès — celui du coup d'Etat du 21 avril — qui approchait de son terme dans une quasi-indifférence. Athènes n'en finit par d'épiloguer sur cette « *affaire Papadopoulos* ». La droite « nostalgique » jubile ou même « *pleure d'émotion* ». La gauche s'indigne de cette provocation et le gouvernement de M. Caramanlis témoigne d'un certain embarras.

Le procureur du tribunal de Korydallos a dissuadé dès samedi les journaux grecs de reproduire un texte qui « *risquait de constituer une violation du code pénal* ». Le gouvernement a précipitamment réagi en diffusant dans l'après-midi un communiqué dénonçant l' « *inconscience* » de cette initiative de l'ancien dictateur. Les « *milieux autorisés* » proches de M. Caramanlis ont ajouté que l' « *appel à l'histoire* » (lancé par M. Caramanlis) *n'était pas nécessaire car l'histoire savait déjà juger les tyrans et les tortionnaires* ».

La presse grecque s'est inclinée, et le texte n'a été reproduit nulle part. Le quotidien *Apoyevmatini*, qui avait préparé une édition spéciale, a été retiré de la vente. Seul le journal d'extrême droite *Elefteros Cosmos* a publié, mais sans citer la déclaration *expressis verbis*, l'essentiel des propos de Georges Papadopoulos. Propos qui se terminent, du moins dans leur version anglaise (1), par un paragraphe belliqueux, inattendu de la part d'un accusé qui joue sa tête. « *Du fait des nuages qui s'accumulent dans le ciel grec*, déclare-t-il, *nous lançons un appel aux armes, au peuple grec, afin que celui-ci défende les droits imprescriptibles du pays qui se trouvent menacés, sauve la classe moyenne libérale du danger d'annihilation par le communisme.* »

Le contenu même de cette déclaration emphatique et hautaine n'offre guère matière à exégèse. Par contre les réactions qu'elle suscite déjà à Athènes, la nervosité dont a fait preuve le gouvernement en croyant nécessaire de répliquer aussitôt à un texte dont il empêchait la diffusion, tout cela précipite ce que la Grèce cherchait à éviter à tout prix : la repolitisation d'une série de procès qu'en entendait maintenir sur le terrain strictement pénal. « *Caramanlis s'était déchargé sur les magistrats*, nous déclarait dimanche soir un industriel royaliste. *Voilà la balle de nouveau dans son camp.* »

Volontairement ou non, M. Georges Papadopoulos a bien jeté derrière lui une grenade dégoupillée assez dangereuse. Plus que les plaidoyers bredouillants des généraux Spandidakis, Zoïtakis et Anghelis — seuls parmi les vingt accusés de Corydallos à avoir accepté de se défendre eux-mêmes — elle met en lumière toutes les ambiguïtés du procès des anciens dictateurs. Elle souligne du même coup la fragilité du régime libéral restauré à Athènes depuis à peine treize mois. Peut-on en quelques mois et sans drames ni convulsions gommer sept années de dictature ? Peut-on passer « *en douceur* » d'une junte fasciste à la démocratie, extirper les racines du mal, épurer l'Etat et l'armée sans déchirer le pays ? La nature du pari politique de M. Caramanlis explique les bizarreries d'une procédure qui fait aujourd'hui des procès d'Athènes un événement exorbitant du « *droit commun* » de l'histoire.

Les bizarreries de la procédure

Le gouvernement grec, c'est la première étrangeté, n'a jamais poursuivi de son propre chef les anciens colonels. Le procès du coup d'Etat du 21 avril 1967 n'a pu être déclenché que sur plaintes de quelques particuliers. En septembre et octobre 1974, le ministère public ayant renoncé pour sa part à engager lui-même les poursuites. Il est vrai que la dictature grecque, victime du fiasco de Chypre et de la banqueroute économique, n'avait pas été jetée à bas par ses adversaires. Il était donc bien difficile au gouvernement de M. Caramanlis, qui a reçu son pouvoir des mains mêmes de l'armée, de traduire en justice un régime auprès duquel il avait dû prêter serment. Il aura fallu cet artifice procédurier, une longue campagne de presse et une tentative de coup d'Etat, en février 1974, pour qu'on s'attaque indirectement au « *grand procès* ».

Deuxième série d'étrangetés juridiques : la qualification des crimes pour lesquels sont poursuivis colonels et tortionnaires n'a pas été le résultat de l'instruction, mais d'une décision préalable et impérative du Parlement grec. Dans un vote à l'unanimité, celui-ci a, le 13 janvier 1975, défini la dictature comme un « *coup d'Etat visant à usurper le pouvoir et les droits souverains du peuple* ». Autrement dit, on acceptait de juger les responsables d'un hold-up sur l'Etat commis dans la nuit du 20 au 21 avril 1967, mais en aucun cas les protagonistes d'une quelconque « révolution » dévoyée. Il n'y aurait donc pas à Athènes de procès de la dictature. Les accusés, bien sûr, n'ont jamais cessé de dénoncer par la suite un procédé qui, selon eux, revenait à fixer d'avance au tribunal sa conduite en lui laissant le seul soin de choisir les peines applicables. Leur méthode de défense, le silence, s'explique ainsi.

Mais la désignation des divers coupables a fait elle aussi l'objet le 3 juillet d'une décision très restrictive de la Cour de cassation. En définissant dans un arrêt très controversé le coup d'Etat comme un « *crime instantané* », elle mettait notamment à l'abri de toute poursuite les cent quatre ministres civils qui ont successivement exercé leurs pouvoirs sous les colonels. Malgré les protestations de la gauche, cette décision permettait surtout de limiter une vague d'épuration qui risquait fort de couper le pays en deux à un moment où, face à la Turquie, il avait besoin d'unité. Après avoir frappé cent dix mille fonctionnaires, magistrats ou responsables locaux et près de cinq cents officiers (sur les douze mille qui compte l'année grecque), le régime préférait pour le reste jeter un voile sur sept années de vie publique nécessairement riches en compromissions de toutes sortes. Il freinait du même coup une épuration qui, selon l'éditorialiste du journal *Heftia*, « *avait perdu son sens originel pour devenir une tactique politique permettant de neutraliser certains adversaires* ».

Première conséquence : on ne pouvait plus, dès lors, espérer punir les innombrables crimes de la dictature qu'à l'occasion de procès particuliers engagés chaque fois de façon distincte. D'où une cascade de procédures assez embrouillées qui, souvent, mettent en jeu les mêmes protagonistes. Après le procès du complot du 24 février 1974, qui a été jugé, celui du coup d'Etat du 21 avril 1967 qui s'achèvera cette semaine, et celui des tortures infligées par la police militaire qui durera sans doute une semaine de plus, Athènes s'apprête à suivre cet automne bien d'autres procès. Celui des responsables des événements de Polytechnique en novembre 1973, ceux concernant les scandales financiers liés à la dictature, celui des tortures infligées à la sûreté pour lequel une instruction est en cours, et surtout, beaucoup plus important, le procès du « *coup de Chypre* » dont on se demande à Athènes, malgré les promesses de M. Caramanlis, s'il arrivera jamais à son terme.

« *Trop fragile pour arracher d'un seul coup tous les souvenirs de la dictature*, déclare un journaliste grec, *le gouvernement a préféré la technique du salami.* » Prudente, cette démarche comporte cependant un inconvénient majeur. Les remous provoqués ce week-end par la « *proclamation Papadopoulos* » en portent témoignage. Cette interminable succession de procès fait traîner en longueur la période transitoire entre la dictature et la démocratie. Elle aboutit à reposer dix, fois, vingt fois, sous des formes variées, des questions que la Grèce cherche malaisément à oublier. Aujourd'hui, le pays a les nerfs à vif. L'armée, désemparée, accepte de plus en plus mal, d'être tenue en suspicion — voire d'être vilipendée — par l'opinion citadine. L'extrême droite est loin d'avoir désarmé, et ses journaux annoncent inlassablement une « *explosion imminente* » ou une « *révolution latente* ». L'extrême gauche, de son côté, se renforce. Selon le ministre de l'ordre public, M. Ghikas, il existerait actuellement quatre-vingt-six organisations extrémistes en Grèce, parmi lesquelles soixante-trois appartiennent à l'extrême gauche. L'opposition parlementaire, quant à elle, a refusé le 2 juin de voter la nouvelle Constitution. Elle ne manque pas une occasion d'attaquer violemment la justice du régime, l'armée et l'administration, « *incomplètement épurées* ».

Dans un tel contexte, il peut être dangereux de ressusciter plusieurs fois de suite les mêmes fantômes, de ranimer devant un tribunal les mêmes passions et surtout de tourner si lentement les dernières pages d'un vieux chapitre.

Dès cette semaine d'ailleurs, M. Caramanlis risque fort de redécouvrir les limites de la « *méthode pénale* » qu'il a employée. S'ils condamnaient à mort deux ou trois des principaux protagonistes du 21 avril (Papadopoulos, Pattakos et Ioannidis), les juges de Korydallos renverraient effectivement dans le camp du gouvernement une balle empoisonnée. Ils lui laisseraient *in fine* la responsabilité de trancher sur le plan politique un procès qui, malgré les apparences et la procédure, n'a jamais cessé de s'y trouver.

J.-Cl. GUILLEBAUD.

(1) Dans la version grecque originale de la déclaration, le mot employé — *sinagermos* — fait plutôt référence à la « vigilance » ou à l'« état d'alerte ».

ASIE

APRÈS LE COUP D'ÉTAT DU 15 AOUT

La situation se normalise au Bangladesh

DACCA DÉMENT LA MORT DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE

Les dernières informations en provenance de Dacca parvenues à Delhi le lundi 18 août et citées par l'Agence France-Presse, indiquent que la situation se normalise dans la capitale du Bangladesh. Pour le second jour consécutif, le couvre-feu a été levé dans la journée, mais la loi martiale demeure en vigueur. Les services publics et les magasins fonctionnent normalement. Les communications avec l'extérieur restaient interrompues lundi, et l'aéroport international demeurait fermé. Les mêmes sources indiquent que le coup d'Etat du 15 août aurait fait relativement peu de victimes, les combats entre partisans et adversaires de l'ancien chef de l'Etat, Mujibur Rahman, s'étant circonscrits aux abords du palais présidentiel.

Un journal iranien, le « Kayhan », donne à ce sujet des précisions — dont il n'indique pas l'origine, — selon lesquelles Sheikh Mujibur Rahman, sa femme et ses deux fils auraient été tués dans la nuit du 14 au 15 août par des unités de la police et de l'armée qui avaient cerné la résidence présidentielle. M. Khondakar Moushtaque Ahmed aurait été prévenu de ces événements par « des éléments locaux des services de renseignement en liaison avec l'ambassade des Etats-Unis » et aurait alors seulement, avec ses amis, décidé de mettre en œuvre un plan qu'ils préparaient pour la fin du mois, mais qui ne prévoyait pas la mort de Mujibur Rahman. Toujours selon le « Kayhan », un autre coup d'Etat était en préparation depuis plusieurs semaines sous la direction de M. Tadjuddin Ahmed, ancien membre du gouvernement, écarté du pouvoir au mois de décembre dernier, et qui bénéficiait du soutien de personnalités de tendance pro-soviétique.

Radio-Dacca, pour sa part, n'a donné aucun détail sur les événements. Elle a en revanche démenti que l'ancien premier ministre, M. Mansoor Ali, ait été assassiné — comme l'avaient annoncé des sources étrangères, — en indiquant qu'il s'était entretenu dimanche avec le nouveau président, M. Khondakar M. Ahmed. On note d'autre part qu'en dépit du changement de dénomination du pays précédemment annoncé la radio a continué à utiliser dans certains bulletins les termes de « République populaire du Bangladesh », et non ceux de « République islamique ». Radio-Dacca a d'autre part annoncé que la dépouille mortelle de Mujibur Rahman avait été inhumée, avec les honneurs qui lui étaient dus, dans la ville natale de l'ancien chef de l'Etat, Tangiapra. Elle a enfin lancé, dimanche, un appel à la population, l'invitant à être prête aux plus grands sacrifices pour le bien du pays.

Quatre nouveaux Etats, tous musulmans, ont annoncé, après le Pakistan, qu'ils reconnaissaient le nouveau régime. Ce sont l'Arabie Saoudite, la République arabe du Yémen, le Soudan et la Jordanie. Le Koweït a estimé que le coup d'Etat était une affaire « purement intérieure », et qu'entretenant déjà des relations diplomatiques avec Dacca il ne voyait pas la nécessité de reconnaître le nouveau regime.

A Delhi, un porte-parole du gouvernement a déclaré que l'Inde était profondément attristée « par la mort tragique de Sheikh Mujibur Rahman » et qu'elle ne saurait rester « insensible aux développements politiques dans un pays voisin ». Le porte-parole a toutefois ajouté qu'il s'agissait de « questions internes au Bangladesh ».

La presse soviétique reste avare de commentaires. La « Pravda » se bornait à écrire dimanche que le coup d'Etat au Bangladesh témoignait « de la complexité du développement des mouvements de libération nationale ». Elle soulignait d'autre part des déclarations de M. Ahmed concernant la poursuite de la politique de non-alignement par le nouveau régime de Dacca, ainsi que « son soutien aux Etats arabes frères ».

A Varsovie, en revanche, l'agence polonaise Interpress accuse « des agents gauchistes et pro-chinois » d'avoir contribué à la dégradation de la situation au Bangladesh et d'avoir ainsi été à l'origine du coup d'Etat.

A Belgrade, un porte-parole du ministère yougoslave des affaires étrangères a déclaré que le mouvement des non-alignés avait perdu en Mujibur Rahman l' « un de ses plus grands hommes ». — (A.F.P., Reuter, A.P.)

Un pays voué à la détresse

III. – 530 habitants au kilomètre carré

De notre envoyé spécial GERARD VIRATELLE.

Dans ses deux articles précédents (« le Monde » des 16 et 17-18 août), notre envoyé spécial a décrit la situation politique et économique avant le coup d'Etat du 15 août, et la grande misère des populations du Bangladesh. Le nouveau régime de Dacca est confronté au même problème que celui de Mujibur Rahman : comment nourrir près de 80 millions d'habitants sur un territoire représentant le quart de la France ?

Dacca. — « *L'idée se répand maintenant qu'il faut en arriver à des méthodes contraignantes, rigoureuses, pour réduire la natalité, et qu'il est même déjà trop tard.* » Le directeur de l'Académie de développement rural de Comilla, institut à l'avant-garde de la recherche pour augmenter la productivité et la production agricole, est conscient des limites qu'impose la croissance démographique. « *La population doit arriver à un point de saturation ; il n'est plus possible de vivre avec une masse humaine aussi importante* », ajoute-t-il.

De 1951 à 1971, la population du Bangladesh est passée de 42 à 72 millions d'habitants. A ce rythme — 3,1 % l'an en 1971, contre 2,2 % en 1961 — elle sera de 165 millions en l'an 2000.

Avant, explique-t-on, le Bengale nourrissait ses habitants ; maintenant, la superficie cultivable et la quantité de céréales disponible par habitant diminuent chaque année, tandis que s'aggrave le chômage, partiel ou total. La densité démographique est la plus forte au monde : 530 habitants au kilomètre carré. Grand comme un quart de la France, mais presque aussi peuplé que le Brésil, « *le Bangladesh ressemble à une vaste banlieue* », fait observer un médecin. Or, non seulement la production agricole est déficitaire, mais son taux d'accroissement ne dépasse pas celui de la population. Il faudra produire ou importer plus de 28,2 millions de tonnes de grains uniquement pour maintenir la consommation à son niveau actuel d'ici à la fin du siècle.

Il existe « sur le papier » un projet de planning familial qui était l'un des principaux objectifs de « *la seconde révolution* », annoncée quelques mois avant le coup d'Etat contre Mujibur Rahman. Mais peu de chose ont été entreprises, et en tout cas peu de résultats obtenus en ce domaine. Un pour cent seulement des couples fertiles pratiquent, estime-t-on, le contrôle des naissances, et encore n'y a-t-il de résultats que dans la moitié des cas, précise un expert. Le nombre de pilules distribuées, de ligatures des trompes pratiquées, ou de stérilets posés, n'a guère de signification. L'infrastructure d'un véritable programme n'est pas en place. La « foi », autant que les moyens, manque à l'administration de tutelle. Il y a exactement sept mille trois cent soixante-quatre médecins au Bangladesh, mais, dit-on, 30 % ne travaillent pas ou « *font de la politique* », 20 % sont dans l'administration ; 50 % des autres se cantonnent dans le district de Dacca. On ne compte que huit cent cinquante infirmières dans tout le pays, et les visiteurs médicaux ne disposent généralement pas de véhicule. A peine 5 % de la population bénéficient de soins médicaux (le plan reconnaît que seule une minorité de privilégiés en reçoivent).

La prévention des naissances doit aller de pair avec l'amélioration des services de santé et le relèvement du niveau d'éducation. Or, une fille contre trois garçons va à l'école et elles achèvent leurs études primaires pour seulement un cinquième ou un huitième d'entre elles. Comme la production agricole l'éducation ne progresse pas au même rythme que la population !

Six enfants vivants par famille

Depuis des générations, les Bengalais entendent dire, comme les Indiens, que, plus ils auront d'enfants, mieux sera assurée leur descendance et garanti le revenu familial. Une femme bengalaise met au monde un enfant tous les deux ans en moyenne, et l'Organisation mondiale de la santé mentionne six enfants vivants par famille. Un juriste a hardiment proposé, au cours d'un séminaire, d'interdire tous les mariages pendant trois ans. L'initiative a choqué et a provoqué une vague de... mariages. Plus perspicace, un médecin, M. Zaffrullah Chowdhury, s'est rendu compte que les hommes se désintéressaient généralement du planning familial et qu'il valait mieux en parler aux femmes qui comprennent les problèmes économiques que pose une importante progéniture. « *Lorsqu'elles ont eu quatre ou cinq enfants,* nous déclare-t-il, *elles souhaitent ne plus en avoir.* »

Le Dr Chowdhury a lancé, il y a quelques années, une expérience de développement rural intégré, à Savar, non loin de Dacca. Il avait constaté que les femmes vivent, dans la société rurale, « *comme des esclaves, sous la totale dépendance des hommes* », mais qu'elles ignorent comment à la fois se libérer sur les plans économique et social et ne pas donner naissance à trop d'enfants. Aussi leur a-t-il offert la possibilité d'apprendre des travaux d'artisanat et de couture, puis il a formé des auxiliaires médicales chargées d'aller de village en village encourager les femmes à prendre la pilule : « *Parfois l'une se trompait, avait un bébé, et venait se plaindre.* « *Puis,* explique-t-il, *on a compris qu'elles voulaient vraiment éviter les naissances.* »

Alors, leur fut proposée la ligature des trompes. L'opération est pratiquée par des auxiliaires, dans un « hôpital » de campagne, sous une tente. Elle n'exige, à Savar, qu'une anesthésie locale et ne dure qu'une vingtaine de minutes. Les intéressées peuvent ensuite retourner dans leurs villages. C'était, en effet, une des conditions de la réussite de l'expérience dans un milieu rural où les épouses n'aiment pas être absentes du foyer, et encore moins hospitalisées. Mais le corps médical traditionnel a pris ombrage du succès de l'entreprise... et crié à l'« *exercice illégal de la médecine* ».

Comme celui de la population, le problème de la nutrition paraît dans l'immédiat insoluble. Il réclame des remèdes à moyen et long terme. La Banque mondiale estime que 45 % des familles rurales et 76 % des familles urbaines n'absorbent pas le minimum de calories requis, et que les deux tiers des familles du Bangladesh présentent des déficiences en protéines et en vitamines. La nourriture de base d'un Bengalais — riz, et, dans une moindre mesure, chapatis (galettes de blé), sauce de légumes — comporte peu de protéines, à l'exception du dal (purée de lentilles). Pour lutter contre les déficiences en vitamines A, qui provoquent des troubles de la vue et parfois le keratomalacia (1), notamment chez les enfants, l'UNICEF (2) a fourni au Bangladesh en 1974 15 millions de capsules de ces vitamines...

La ration moyenne équilibrée coûterait 3,8 takas par jour pour un ouvrier et 10,5 takas pour une famille, selon l'Institut de la nutrition de Dacca : c'est beaucoup plus que le revenu familial moyen, si tant est qu'on puisse évaluer celui-ci.

A chacun son potager, Mujibur Rahman avait voulu donner l'exemple en récoltant symboliquement quelques pommes de terre dans les jardins de la présidence. Le maraîchage individuel est sans doute une des premières manières de lutter contre la sous-alimentation. Encore faut-il disposer d'un petit lopin de terre, des moyens de le cultiver, et de directives précises.

L'action du gouvernement n'ayant guère dépassé l'initiative de l'ancien président, l'UNICEF est venue à nouveau pallier la défaillance des pouvoirs publics. L'Organisation internationale utilise les modernes structures existantes — les écoles normales — pour répandre la vocation du jardinage : former les maîtres d'école à des techniques sommaires, qui sont ensuite inculquées aux enfants et même à leurs parents, fussent-ils paysans. On est parvenu ainsi à populariser un peu quelques nouvelles plantes, comme le soja, qui s'est bien adapté au Bangladesh, et à encourager la consommation d'autres denrées que le riz, et notamment les fruits.

« Grande » ou « petite » irrigation ?

Une expérience de même nature est tentée pour accroître la production et la consommation de protéines. Celles-ci sont fournies principalement par le poisson, puisqu'il existe trop peu de terres à pâturages et que les vaches sont utilisées pour les labours et la production de lait. Le delta compte six cent mille étangs, mais un grand nombre d'entre eux sont recouverts de nénuphars qui empêchent la lumière de pénétrer et les poissons de se reproduire. Là encore, l'UNICEF a proposé un programme, donné une impulsion. L'idée est simple : si tous les étangs du Bangladesh étaient nettoyés et entretenus, une espèce de « poisson miracle » — le tilapia nilotica — pourrait y proliférer. Du frai fourni par la Thaïlande été transporté de Bangkok, par avion puis en hélicoptère, vers une dizaine d'étangs. On espère que lorsque les étangs déborderont, à la saison des pluies, les poissons se répandront à travers le Bangladesh...

Les organisations internationales et de nombreuses « agences volontaires » ont, dans des domaines très spécialisés, beaucoup contribué à la reconstruction du Bangladesh, mais elles se substituent trop souvent aux pouvoirs publics. Le mérite de l'UNICEF est d'avoir mis l'accent sur l'aide au développement plutôt que sur les secours alimentaires, qui entretiennent une « *mentalité d'assistés* ». (Dacca n'envisage pas de pouvoir se passer d'aide étrangère avant une dizaine d'années.)

Nourrir la population, l'éduquer, en limiter la croissance, n'est pas suffisant. « *Le Bangladesh a trois ressources : ses hommes, son sol, son eau ; toutes les trois sont mal utilisées. Or il suffirait d'employer les hommes à drainer les eaux — en nettoyant les innombrables canaux — et de mieux cultiver la terre pour avoir au moins deux récoltes par an* », estime M. R.S. Khan, expert agricole international.

L'irrigation et le contrôle des eaux des deux grands fleuves, le Gange et le Brahmapoutre, et de leurs bras doivent aller de pair ; on peut utiliser la main-d'œuvre disponible pour curer tous les canaux enlisés; le trop-plein des fleuves s'y écoulera en partie à la mousson, au lieu d'inonder les champs, et ceci permettra, à l'aide de systèmes de levage rudimentaires, d'irriguer à la saison sèche. M. Khan n'est pas un utopiste, ni un « bureaucrate »; il a multiplié les séjours dans son village, au milieu des paysans. Il s'est fait, depuis, l'avocat des petits projets locaux ou des solutions ingénieuses, qui peuvent mobiliser beaucoup de main-d'œuvre, ne font pas appel à une technologie importée et retiennent les hommes à la terre. Des solutions que devrait dicter le bon sens, comme l'utilisation de pompes à main pour irriguer de petites parcelles (3). En 1974-1975, huit cent mille nouveaux venus sur le marché du travail n'ont pas trouvé d'emploi, alors qu'il y a tant à faire. « *Ce dont a besoin notre pays,* explique encore M. Khan, *c'est de pompes facilement utilisables, et non pas de puits profonds ou de grands projets financés par la communauté internationale, qui augmentent notre endettement. La grande irrigation permet surtout à des responsables de s'en mettre plein les poches.* »

« *Les grands projets et les experts étrangers sont peu utiles au Bangladesh* » — qui compte d'ailleurs un grand nombre de petits ingénieurs en chômage, — renchérit un spécialiste étranger qui quitte le pays, écœuré par l'irresponsabilité des notables locaux. Le nouveau régime sera-t-il capable de changer cet état de choses ?

FIN

(1) Keratomalacia : troubles qui peuvent atteindre la cornée et entraîner la perte complète de la vue.

(2) United Nations Children's Fund : Fonds des Nations unies pour l'enfance.

(3) De petites pompes à main permettraient, estime-t-on, d'irriguer un demi-acre et de produire ainsi 1 tonne de riz par an. L'UNICEF a foré et équipé cent mille puits ; deux cent cinquante mille autres doivent l'être d'ici à 1977. La majeure partie des villages disposeront alors de l'eau potable. La moitié des maladies des enfants bengalais sont « véhiculées » par des eaux insalubres.

Vietnam du Sud

PLUSIEURS RELIGIEUX FRANÇAIS ONT ÉTÉ EXPULSÉS

Saigon (*A.F.P.*). — *Un prélat français*, Mgr Seitz, évêque de Kontum, localité située sur les hauts plateaux du centre Vietnam, a quitté Saigon, vendredi 15 août, pour Bangkok. On apprend de bonne source, à Saigon, qu'il aurait été frappé d'une mesure d'expulsion. Six autres prêtres et trois religieuses de nationalité française exerçant leur ministère dans la même région ont fait l'objet d'une mesure identique.

D'autre part, Mgr Nguyen Van Thuan, récemment nommé coadjuteur de l'archevêque de Saigon, a reçu l'ordre du comité militaire de gestion de gagner Nha Trang, ville du littoral. L'évêque passe pour représenter le courant conservateur de l'Eglise sud-vietnamienne.

[Il existe actuellement au Vietnam du Sud quinze diocèses, qui rassemblent deux millions de fidèles, soit 10 % de la population. Au moment de la chute du régime Thieu, on comptait deux mille prêtres et cinq mille religieuses. Au Nord, les catholiques sont un million et demi et le nombre des prêtres s'élève à trois cents.]

Cambodge

M. KHIEU SAMPHAN ET LE PRINCE SIHANOUK POURRAIENT SE RENCONTRER EN CORÉE DU NORD

La radio de Pyongyang a annoncé, le lundi 18 août, que la délégation cambodgienne se trouvant actuellement en Chine, et ayant à sa tête le premier vice-premier ministre du Cambodge, M. Khieu Samphan, se rendrait « sous peu » en Corée du Nord. Le prince Sihanouk séjournant actuellement dans la capitale nord-coréenne, un tel voyage devrait être l'occasion d'une rencontre entre lui-même et les dirigeants cambodgiens de l'intérieur, au cours de laquelle il pourrait être discuté des conditions de son éventuel retour à Phnom-Penh, ainsi que de son rôle futur dans le nouveau régime cambodgien. Rappelons que, vendredi soir, M. Khieu Samphan, prenant la parole à Pékin, s'est encore référé au prince comme au chef de l'Etat cambodgien et au président du Front uni national du Cambodge (FUNC).

L'agence France-Presse rapporte de Pékin que le chef de cabinet du prince, interrogé vendredi dernier par téléphone, avait indiqué que Norodom Sihanouk et M. Khieu Samphan se rencontreraient « certainement », soit à Pékin, soit en Corée du Nord. De même source, on indique que les autorités de Phnom-Penh ont récemment proposé au prince de regagner la capitale cambodgienne, mais en compagnie seulement de son épouse, du premier ministre, M. Penn Nouth, et de la femme de celui-ci. On croit savoir, indique l'agence France-Presse, que Norodom Sihanouk, pour sa part, souhaiterait être accompagné non seulement de l'ensemble de son entourage, mais également de chefs de missions diplomatiques, et même de journalistes.

Nouvelles-Hébrides

● *Les Néo-Hébridais ont élu*, le 17 août, les conseillers municipaux des communes en voie de constitution : Port-Vila, capitale administrative du condominium, et Luganville, dans l'île de Santo. (*Le Monde* du 16 août.)

Ces élections donnent une nette victoire aux partis « modérés ».

Le taux de participation est supérieur à 80 % dans les deux localités. Le nombre des bulletins nuls est inférieur à 10 %. Ces résultats sont considérés comme une indication avant l'élection de la première assemblée territoriale, mais seuls cinq mille huit cents électeurs étaient concernés samedi, alors que l'ensemble de l'archipel votera en novembre. — (*Corresp.*)

AFRIQUE

La tension

(Suite de la première page.)

Aucun directeur d'hôtel ou de restaurant n'est contraint d'ouvrir l'accès de son établissement à un Noir ou à un Métis, mais les écriteaux interdisant l'accès de tel ou tel groupe racial doivent être remplacés par les pancartes indiquant le caractère multiracial du lieu.

Jusqu'en juin dernier, seuls les hôtels et restaurants de classe internationale étaient autorisés par la loi, comme en Afrique du Sud, à héberger une clientèle multiraciale. Aussi, les nouvelles mesures constituent-elles un progrès. Mais leur portée reste très limitée bien que les autorités locales multiplient, à leur sujet, les commentaires optimistes.

Ainsi, M. Guenter Kaschik, maire de Windhoek, affirmait-il, à la fin de juin : « *Noirs et Blancs nageront ensemble dans les mêmes piscines l'année prochaine.* » Le maire de la capitale, qui considère que le Sud-Ouest africain doit servir de banc d'essai pour l'élimination ultérieure de l' « apartheid » en Afrique du Sud, reconnaît, il est vrai, que les changements en cours sont la conséquence directe de la pression internationale et s'empresse d'ajouter avec prudence : « *Les Noirs comme les Blancs ne semblent pas désirer une intégration totale.* »

Cependant, tandis que la plupart des Noirs affichent un profond scepticisme ou se murent dans un mutisme total, les réactions à ces diverses mesures des éléments les plus modérés de la population blanche restent très prudentes. « *Il ne faut pas s'en tenir à ces seules initiatives. Il reste tant à faire pour construire ici une société plus juste* », dit un homme d'affaires afrikaner. « *Ce n'est pas mal, bien sûr, surtout si l'on regarde en arrière, mais il reste à espérer que les mentalités changent aussi vite que les lois* », commente une institutrice d'origine anglaise, qui ajoute sur un ton chagrin : « *Malheureusement, il n'y a pas de télévision pour soutenir ces décisions par une large campagne d'information...* »

Les propos d'une commerçante allemande de Windhoek indiquent assez bien comment les diverses communautés blanches se renvoient la responsabilité du maintien de l' « apartheid » : « *Nous sommes prêts à de gros sacrifices pour vivre en harmonie avec les Noirs, nous Allemands, ainsi que les Anglais et une partie des Afrikaners, mais la majorité de ces derniers ne résoudra le problème qu'à coups de fusil...* »

Un ecclésiastique nous cite le cas d'une religieuse noire, en service à l'hôpital blanc d'Otjiwarongo, hospitalisée récemment sur place après un accident cardiaque puis évacuée d'urgence sur un hôpital pour Noirs de Windhoek... sur plainte d'une de ses malades blanches.

En revanche, le système honni des « pass », pièce d'identité que les non-Blancs devaient toujours porte sur eux, a été assoupli. Les déplacements des gens de couleur à l'intérieur du territoire sont désormais facilités et une source de vexations et de frustrations, est en voie de disparition. « *Nous ne sommes plus habilités,* nous assure un officier de police, *à emprisonner ou à frapper d'une amende les Noirs*

AFRIQUE

s'aggrave au Sud-Ouest africain

qui n'auraient pas leur « pass » sur eux. »

A l'extérieur de Windhoek, et notamment dans la plupart des sept mille cinq cents fermes « blanches » du territoire, on n'approuve ni ne condamne les premières mesures de déségrégation. On ne les comprend pas, et pas davantage l'obstination des visiteurs de passage à parler du « *problème noir* ». Un fermier de la région d'Omaruru, d'origine afrikaaner, nous sourit en entendant le mot « apartheid » : « *Je ne comprends pas de quoi vous voulez parler... Ici, il y a une réserve Herrero. Les Herreros y ont leur propre bétail et y organisent leurs propres ventes de bœufs... parce qu'ils entendent rester entre eux...* »

Sur ces immenses étendues septentrionales, où il faut 10 hectares de steppe pour élever une vache, les rapports se situent moins entre Noirs et Blancs qu'entre valets de ferme et éleveurs. « *Vous aviez cru que nous avions des milliers d'esclaves à notre disposition* », nous lance, railleuse, la femme d'un fermier, auquel suffisent trois domestiques noirs pour l'entretien de trois cents bovins divaguant sur 3 000 hectares.

Ces fermiers du « Grand Nord », que les employés de bureau ou les petits fonctionnaires de Windhoek présentent comme des éléments rétrogrades, politiquement réactionnaires, vivant dans la hantise de l'insécurité, donnent d'eux-mêmes une autre image. Certes, chez les éleveurs de bœufs de la région d'Okahandja, ou bien chez les éleveurs de moutons de la région de Keetmanshoop — qui exportent chaque année cinq millions de peaux d'astrakan — on dit la prière avant chaque repas et avant d'aller au lit. Certes, un paternalisme d'un autre âge marque la vie quotidienne. Mais nul ne semble réellement inquiet pour l'avenir.

« *Ces gens-là achètent des armes, équipent les toits de leurs étables avec de puissants projecteurs, entourent leurs exploitations de fils de fer barbelés électrifiés. Ils se battront jusqu'au bout contre leurs bouviers noirs et leurs régisseurs métis... avant de filer en Europe* », nous avait-on dit à Windhoek, à propos de ceux que l'on appelle, avec quelque dédain, « *les fermiers* ».

Or plusieurs déplacements entre la capitale du Sud-Ouest africain et Schwakopmund permettent de constater que les campagnes sont plus sereines que les villes. Alors que l'armée sud-africaine est importante dans l'enclave de Walvis-Bay (1), on ne la voit guère en beaucoup d'autres points du territoire. Dans les dunes du désert de Namib, aux environs de Rooikoop ou de Rooibank, à proximité de Walvis-Bay, dépôts de munitions et terrains d'aviation, casernements et installations militaires se succèdent. Mais, sur les routes de l'intérieur du pays, larges comme des pistes pour Jumbo-jets, on ne croise, même en pleine nuit, que des véhicules civils ou la grande silhouette des Koudous, antilopes gracieuses en dépit de leur taille imposante.

Sans plus croire tout à fait au caractère définitif de leur suprématie, la plupart des quatre-vingt-dix mille membres de la minorité blanche du Sud-Ouest africain ont été rassurés par le discours prononcé, le 20 mai dernier, à Windhoek, par M. Vorster. C'est avec angoisse que l'on attendait cette allocution, qui constitue la réponse du gouvernement sud-africain à la note verbale des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, lui demandant de prendre, avant le 30 mai, les mesures appropriées pour que la population du territoire puisse se prononcer sur l'indépendance.

Or ce texte ne comportait guère d'éléments nouveaux, sauf l'invitation, sans doute destinée à rester sans lendemain, faite aux chefs d'Etat d'Afrique noire de se rendre dans le Sud-Ouest africain pour y prendre eux-mêmes un contact direct avec les « *vrais leaders* » du territoire. Le premier ministre sud-africain insiste sur la nécessité de négocier l'éventuelle accession du territoire à l'indépendance dans le cadre d'une conférence constitutionnelle regroupant les représentants des douze groupes ethniques qui composent la population.

La préparation de cette « table ronde » a commencé en novembre 1974 et continue de se heurter à d'innombrables difficultés, dont MM. Dirk F. Mudge et Eben Van Zijl, représentants locaux du gouvernement de Pretoria, ne sont pas encore parvenus à triompher totalement. Le premier obstacle provient de l'hétérogénéité de la population. « *Chacun des habitants du Sud-Ouest africain a le droit de vivre ici*, nous dit M. D.F. Mudge, *et il n'existe ni de solution particulière pour les seuls Blancs ni de solution particulière pour les seuls non-Blancs... Cependant, le partage du pouvoir n'est réalisé nulle part dans le monde de façon satisfaisante, et ce que nous voyons en Afrique dans ce domaine décourage tous nos efforts...* »

Une première réunion devrait permettre aux participants d'exposer leurs vues sur le futur statut du territoire — Etat unitaire, fédéral ou confédéral, — sur la participation des partis politiques, sur l'organisation éventuelle d'élections. On parle du huis-clos pour cette rencontre, à laquelle pourrait être convié un représentant de M. Kurt Waldheim. Suivrait une conférence constitutionnelle proprement dite, qui prendrait les décisions définitives.

Dans l'immédiat, MM. D. F. Mudge et E. Van Zijl ont eu à convaincre des gens dont le degré d'évolution est très différent qu'ils avaient intérêt à discuter ensemble : représentants des Boschimans, dont la plupart vivent encore à l'âge de la pierre, et des 37 000 Namas, descendants des derniers Hottentots, que les colons blancs tirèrent comme du gibier au siècle dernier ; délégués des 56 000 Herreros et des 75 000 Damaras que d'inexpliables guerres tribales jetèrent les uns contre les autres avant l'arrivée des Européens dans le pays. Longtemps réticents, les Herreros ont finalement accepté l'offre de « table ronde », car l'attitude hostile adoptée par l'ONU à l'encontre de leur chef Clemens Kapuoo, dirigeant de la Convention nationale de Namibie (N.N.C.), les a ulcérés. A ce propos, un commerçant allemand nous dit : « *En ne reconnaissant que la Swapo, l'ONU s'est, involontairement, comportée en alliée objective de la minorité blanche. En effet les Noirs, qui savent que la Swapo est dominée par les Ovambos, ont pris peur, redoutant de voir ces derniers imposer leur loi aux autres ethnies ; c'est par affolement qu'ils ont accepté de participer à une « table ronde » constitutionnelle.* »

Le fait que les Ovambos représentent, à eux seuls, 46 % de la population du territoire pèse sur la vie politique. En effet, en cas d'élections libres organisées au suffrage universel, ceux-ci pourraient s'assurer du pouvoir, en distançant tous les autres groupes ethniques, y compris les Blancs. En revanche, s'ils recevaient séparément l'indépendance au sein de l'Ovamboland comme le souhaitait le « premier ministre » de ce territoire, qui vient d'être assassiné (2), le groupe blanc deviendrait le plus puissant sur le reste du territoire. Les alliés de l'Afrique du Sud seraient alors au pouvoir à Windhoek et Pretoria atteindrait l'objectif recherché en Afrique du Sud même : ce « *développement séparé total* » dans un « *ensemble multinational* » comprenant un Etat blanc et des Etats satellites regroupant les diverses communautés non blanches.

Cela explique que les autorités sud-africaines aient retenu le critère ethnique pour choisir les représentants à la « table ronde » constitutionnelle. Pour elle, en effet, le Sud-Ouest africain n'est pas habité par un seul peuple, mais, comme l'Afrique du Sud elle-même, par plusieurs « nations » promises, les unes et les autres, à une indépendance ultérieure, mais aspirant à accéder individuellement à la souveraineté internationale. Les chefs de la Swapo condamnent sans appel cette attitude parce qu'elle vise, disent-ils, à affermir l'autorité des dirigeants sud-africains en entretenant des querelles intestines et en menaçant à terme, le territoire d'éclatement. C'est donc un dialogue de sourds que mènent Vorster et les nationalistes africains, le premier s'efforçant paradoxalement de gagner du temps alors que tout renvoi des problèmes joue irréversiblement en faveur des Noirs.

PHILIPPE DECRAENE.

(1) Autrefois colonie britannique, le territoire de Walvis-Bay, annexé en 1878 par la Grande-Bretagne, constitue une enclave sud-africaine de 593 kilomètres carrés à l'intérieur du Sud-Ouest africain.

(2) L'Ovamboland, dont la capitale est Oshakati, compte 342 000 habitants, et couvre 53 000 kilomètres carrés, soit une superficie plus vaste que celle des Pays-Bas. Il est doté d'un régime de semi-autonomie depuis octobre 1968.

SUPERFICIE : 824 292 kilomètres carrés.

POPULATION : 852 000 habitants, répartis en douze groupes ethniques principaux, dont 99 000 Blancs. Le groupe de population « non blanche » le plus important est celui des Ovambos (396 000 habitants).

CAPITALE : Windhoek (65 000 habitants, dont 30 000 Blancs).

VILLES PRINCIPALES : Swakopmund, Lüderitz, Tsumeb.

RESSOURCES ECONOMIQUES : diamants, cuivre, uranium, pierres semi-précieuses, peaux de mouton karakul, bétail, pêcheries.

DOUZE GROUPES ETHNIQUES

Selon les estimations les plus récentes (1974), la population du Sud-Ouest africain compterait 852 000 habitants, se répartissant en douze groupes ethniques :

Ovambos	396 000
Blancs	99 000
Damaras	75 000
Herreros	56 000
Kavangos	56 000
Namas	37 000
Métis	32 000
Capriviens de l'Est	29 000
Boschimans	26 000
Bâtards de Rehoboth (1)	19 000
Kaokovelders	7 000
Tswanas	5 000
Divers autres	15 000

(1) Ces métis de Namas et d'Européens tiennent eux-mêmes à se donner ce nom et s'en disent fiers.

Prochain article :

VERS L'ÉPREUVE DE FORCE

A TRAVERS LE MONDE

Italie

● LA GREVE DE CINQ JOURS DES CHEMINOTS des régions de Rome, Naples, Bari et Palerme, c'est-à-dire tout le Centre-Sud de l'Italie, perturbe fortement, depuis le samedi 16 août, les communications ferroviaires. Du 26 au 31 août, le débrayage sera étendu à l'ensemble du réseau. Les grévistes réclament notamment le versement d'un acompte immédiat de 100 000 lires (quelques 650 francs) sur les augmentations à venir et une restructuration des services. — (A.F.P.)

Panama

● UNE RENCONTRE des chefs d'Etat et de gouvernement latino-américains pourrait avoir lieu en avril 1976 à Panama pour célébrer le 150e anniversaire de la convocation, dans cette même ville, par Simon Bolivar, du premier congrès latino-américain, a indiqué le dirigeant panaméen, le général Omar Torrijol. A l'agenda de cette rencontre figureraient l'étude du statut du canal de Panama, des relations des Etats-Unis avec leurs voisins du Sud, du nouveau Système économique latino-américain (SELA) et de l'extension à 200 miles de la souveraineté maritime des Etats.

Union soviétique

● Mme ELENA SAKHAROV, épouse du physicien contestataire Andrei Sakharov, a quitté Moscou samedi soir 16 août par le train pour Paris d'où elle gagnera Sienne où elle suivra, pendant trois mois, un traitement contre un glaucome, séquelle de blessures de guerre. — (A.F.P.)

POLITIQUE

M. Chirac : nous apercevons la sortie du tunnel

M. Jacques Chirac qui assistait, dimanche 17 août, à un concours annuel de reproduction de la race ovine limousine, à Meymac (Corrèze), dont il est conseiller général, a affirmé qu'« *il n'y aura pas de remaniement ministériel à la rentrée. Ce sont des questions que l'on pose quand il y a un petit creux dans l'actualité* », a-t-il ajouté.

Après avoir souligné que « *la lutte contre le chômage restait l'objectif fondamental* », le premier ministre a déclaré : « *Nous sommes repartis sur une meilleure voie. Nous apercevons la sortie du tunnel.* » Toutefois M. Chirac a assorti cet optimisme sur la situation économique de la nécessité de poursuivre l'effort entrepris :

« *Rien ne se fait dans la facilité, rien ne peut être réalisé sans l'effort de tous les Français.* »

Le premier ministre a également noté que, attendus pour septembre et octobre, « *les premiers signes de relance apparaissent dès maintenant. Certes ils sont fragiles,* a-t-il poursuivi, *mais ils seront renforcés par les mesures de soutien, d'accompagnement, annoncées pour le 4 septembre prochain* ». Selon M. Chirac, ces signes encourageants sont le rétablissement de l'équilibre de nos échanges extérieurs, le taux d'inflation qui a, en un an, diminué de moitié, et la stabilisation en matière d'emploi.

Auparavant, le premier ministre, qui restera toute la semaine en Corrèze, pour de courtes vacances qu'il interrompra samedi après-midi 23 août pour présider la célébration du tricentenaire de la mort du maréchal de Turenne, à Turenne, avait assuré aux éleveurs de moutons, que « *le gouvernement n'a pas l'intention de céder à la pression de* [ses] *partenaires européens, et préservera les intérêts légitimes des éleveurs français lors des prochaines discussions communautaires* ».

Les difficultés de l'union marxiste

Interrogé sur la situation au Portugal, M. Chirac s'est refusé à tout commentaire. Pourtant, le premier ministre a fait observer que les partis signataires du programme commun de la gauche « *avaient quelques difficultés à faire une analyse commune et à tirer des conclusions communes* » sur la situation actuelle qui, selon le premier ministre, « *est effectivement préoccupante. Je souhaite bien sûr,* a-t-il ajouté, *qu'elle s'améliore, et quand je l'observe, je me dis que les Français ont été bien inspirés en ne votant pas pour l'union marxiste aux dernières élections présidentielles* ».

Relance

(Dessin de KONK.)

● *M. Michel Poniatowski*, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, assurera pendant l'absence de M. Jacques Chirac, qui prend une dizaine de jours de vacances en Corrèze, l'intérim du premier ministre ainsi que celui du ministre de la défense, M. Yvon Bourges.

POINT DE VUE

Le « Poniacento »

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

FOIN du ministre des affaires étrangères : c'est lui qui prépare sur place les voyages officiels du président de la République — Pologne, Algérie, Canada, Tunisie. *Foin du ministre des finances : c'est lui qui remet en cause la garantie de ressources accordées aux personnes âgées à Paris (1).* Foin du ministre de l'information : c'est lui qui nomme aux grands emplois de l'ex-O.R.T.F. Foin du ministre de la justice : c'est lui qui prépare la charte des libertés de notre « société avancée ». Foin du ministre de la défense : c'est lui, ministre de l'intérieur, qui assure son intérim en même temps que celui de M. Chirac. Foin du premier ministre : il assiste en tiers aux conversations du chef de l'Etat et du chef du gouvernement quand il s'agit de composer ce dernier, il organise un conseil national de sécurité dépossédant Matignon du secrétariat général de la défense nationale. Foin du président de la République, puisque....

Là se joue la fortune du prince, et la question de savoir si Pygmalion l'est encore. Mineures les divergences d'appréciation quant à l'opportunité d'élections législatives anticipées : le ministre de l'intérieur persiste à le susurrer, le chef de l'Etat proclame que, « sauf accident », *elles auront lieu à la date* prévue. Subtiles les nuances entre le président souhaitant que — le moment venu — la « majorité présidentielle » soit organisée (ce qui ne signifie en rien son rééquilibrage en faveur des républicains indépendants) et le ministre d'Etat *prêchant la « giscardisation » de la majorité* et ambitionnant que son parti devienne le plus important de l'actuelle majorité. Unilatérales les interprétations constitutionnelles du 17 *février* et du 26 juin derniers faisant du premier ministre et du ministre d'Etat des égaux dans leur *commune conformité aux « instructions »* présidentielles en tous domaines.

Chevalier de l'ombre tant que Valéry Giscard d'Estaing pouvait lui-même planter les cactus dans une semi-opposition, Michel Poniatowski *prépara le pouvoir de son* suzerain de deux manières. Il élabora une tactique proche de l'ouverture à gauche des Italiens, et il sabra avec bonheur le concurrent principal. Mais ce qui fit merveille jusqu'au 5 mai 1974, quand il s'agissait sous de Gaulle contre Pompidou, puis sous *Pompidou contre l'U.D.R. et Chaban-Delmas, de gagner en* dix ans la décisive « primaire », est, maintenant qu'on est au pouvoir, bien moins adéquat.

La tactique est impuissante malgré les divisions de la gauche, les prétextes portugais et les surenchères électorales entre P.C. et P.S. Les *invitations à l'Elysée des chefs* de l'opposition n'aboutissent qu'à la *visite embarrassée du sénateur* Caillavet ; le « phagocytage » des régions tenues par l'opposition socialiste s'est réduit à une poignée de main entre le chef de l'Etat et le maire de Marseille, tandis que Pierre Mauroy de Lille s'est décommandé avec éclat en répliquant au discours du *président des R.I. sur le « Gamelin* de la politique », que serait François Mitterrand.

Deux désaveux

C'est ici que, à vouloir continuer de sabrer, le prince commence de déplaire, et pas seulement au parterre. Le propos de M. Chirac sur le « *drame national* » évité le 19 mai par la courte majorité de Valéry Giscard d'Estaing, pouvaient n'être qu'électoraux dans le contexte du scrutin havrais, et sa passe d'armes avec le représentant de *l'Humanité* à la télévision pouvait n'être qu'agacement. Mais les attaques du troisième consul contre le parti communiste en novembre dernier — il s'agissait nommément du si populaire Jacques Duclos, résistant à l'Allemagne nazie s'il en fût, — *puis la diatribe du 26 juin* dernier (2) exploitant le « faux Ponomarev » de *Republica* ont provoqué de véritables désaveux.

Faisant du 11 novembre 1974 « une fête de la réconciliation », M. Giscard d'Estaing déclare n'être pas concerné par le duel oratoire du lendemain *entre son second et le sénateur* communiste. Davantage, une partie de l'allocution présidentielle du 30 juin a été consacrée à la détente d'une vie politique dont la véhémence ne serait en rien productive. Dans le même temps, l'Union soviétique mettait en cause par le truchement *de l'agence Tass le ministre d'Etat* et provoquait un commentaire de l'Elysée sur la nécessité de bonnes relations avec Moscou. Les Roumains s'étonnent que le ministre de l'intérieur contrarie les souhaits du ministre des affaires étrangères. Et les Algériens viennent de réagir au *dernier discours du prince.*

Au-delà des attaques contre le P.C. — à propos duquel de président et son ministre ne se séparent *que dans la manière* d'en détacher le P.S., — ce pourrait bien être la conception du « *libéralisme avancé* » *qui ne serait pas la même chez les deux hommes. Pour réaliser l'« ère nouvelle »*, chacun croit naturellement à ce qui fait jusque-là sa réussite. Or ces moyens sont radicalement différents. Valéry Giscard d'Estaing, sûr de séduire, est convaincu de la « *supériorité de l'esprit* ». La manière ne sera pas « forte », elle sera seulement insistante. *A tel point que* le chef de l'Etat parlant si souvent et à propos de tout accumule, pour le psychologue encore plus que pour l'historien, un matériau aussi abondant que cru.

Michel Poniatowski est, au contraire, constamment construit, comme il a construit et continue de construire l'image publique de « son homme ». La besogne accomplie à n'importe quel prix, fût-ce celui de l'honneur des autres, l'a mené, lui et le président de la République, là où ils se trouvent aujourd'hui ; mais à mesure que se perpétue la monarchie du 27 mai 1974, les affirmations du ministre d'Etat ne sont plus seulement politiques. Ses moulinets rappellent autre chose d'assez sinistre.

Le 30 juin dernier, il s'écrie devant l'élite de la police : « *Nous ne céderons devant aucune violence, nous lutterons contre le terrorisme avec une énergie accrue.* » Le 6 juillet, il précise : « *Dans le monde moderne, une fraction de la population est inévitablement — souvent pour des raisons physiologiques, parce que généralement les gens sont construits comme çà — conduite à des attitudes violentes. Si l'on veut protéger la liberté des autres, de la grande majorité, il faut avoir un système qui protège et prémunit contre les gens dangereux. (...) Sinon, on sera obligé de faire comme dans les pays marxistes : retirer la liberté à tout le monde, sous prétexte que 2 % de la population est zinzin* » (3). De réflexion sur notre « *société libérale avancée* » où fleurissent les milices privées, les groupements d'autodéfense et les attentats au plastic, point. Les chefs de l'opposition sont des « pitres », l'U.D.R. doit se giscardiser. Quant aux libertés individuelles c'est la bien-nommée opération SAFARI (4)...

Le moment vient où il ne sera plus possible d'admettre que, dans le projet de « *société libérale avancée* » de M. Giscard d'Estaing, il y ait partage des tâches entre un président se voulant tout de nuances, de séduction, de persuasion seulement intellectuelle, et un ministre d'Etat sabrant ce qui n'applaudit pas. Le « Poniacento », s'il était l'unique millésime de cette « ère nouvelle » vantée comme une Renaissance, risquerait de ternir une image qui est jusqu'à présent le moyen essentiel du gouvernement. Surtout si cette image commence elle-même à ne plus tant inspirer de « *calme espérance* ».

(1) *Le Monde* des 6-7 juillet.
(2) *Le Monde* du 28 juin.
(3) *Le Monde* du 2 juillet et *le Monde* du 8 juillet.
(4) Centralisation sur ordinateur suivant un code unique de tous les renseignements disponibles sur chaque personne physique.

CARNET

Décès

— *Toute sa famille et ses amis,* ont la douleur de faire part du décès de

M. *Francisque* BOILE,
inspecteur honoraire
Jeunesse et Sports,
survenu le 12 août 1975.

La levée du corps aura lieu le mardi 19 août, à 7 h. 45, à l'amphithéâtre Henri-Mondor, avenue de Lattre-de-Tassigny, à Créteil (Val-de-Marne).

L'inhumation aura lieu le même jour à 14 h. 30 au cimetière d'Aigueperse (Puy-de-Dôme).

Cet avis tient lieu de faire-part.
La Pont-Barra,
63260 Aigueperse.

— M. et Mme Jacques Bucher,
M. et Mme Jean Porcher et leur fils,
M. et Mme Robert M. Glasse,
Les familles Queuille, Vialle, Laborier,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BUCHER,
fonctionnaire supérieur honoraire
de la S.N.C.F.,
survenu subitement à son domicile le 10 août 1975, à l'âge de *soixante-six* ans.

Les obsèques ont eu lieu le 13 août 1975 en l'église de Caunes-Minervois.
« L'Escalan »,
11160 Caunes-Minervois.
14, rue du Général-Catroux,
86000 Poitiers.
185 East 85th street,
New-York, N.Y. 10028.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Yves JANIN est décédé le 10 août 1975 à Arles des suites d'un accident.

Il sera incinéré le mercredi 20 août à 14 h. 30 au colombarium du Père-Lachaise.
Evelyne Goldman-Janin,
92120 Montrouge.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme veuve Georges LE MARREC,
née Lucienne Vilcot,
survenu en son domicile, 34, rue Victor-Hugo, à Veneux-lès-Sablons (Seine-et-Marne), le 14 août, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques seront célébrées le lundi 18 août, à 14 heures, en l'église de Veneux-les-Sablons.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Renaud de Mallmann, Thibaut, Marie-Laurence, Cécile, Aimery, ses enfants,
Mme Maurice Chauchat,
Mme Jacques de Mallmann,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Renaud de MALLMANN,
née Nicole Chauchat,
survenu le 14 août 1975 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 19 août en l'église Sainte-Odile à Paris (17e), à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Le docteur Paul Masse,
Le docteur V. Crémer,
Denis Masse,
Elisabeth et Michel Bourgain,
Hélène et Philippe Dessen, Marianne et Véronique,
ont la douleur de faire part du décès, le 17 août 1975, du
docteur Nathalie P. MASSE,
directeur des enseignements
du Centre international de l'enfance,
présidente de l'Association pour
l'enseignement de la pédiatrie
en Europe,
chevalier de la Légion d'honneur.

L'inhumation aura lieu le mercredi 20 août, à 10 heures, au cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira (entrée rue du Repos).

Pas de couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
4, allée Florent-Schmitt,
92 Saint-Cloud.

— Les docteurs Robert et Madeleine Milochevitch et leur fille,
M. et Mme Pierre Milochevitch et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur père,
M. Philippe MILOCHEVITCH,
survenu le 11 août 1975 à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation a eu lieu le 13 août à Saint-Mandé.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
152, boulevard Malesherbes,
75017 Paris.
8, rue Say,
75009 Paris.

— Vitrolles - Marseille - Alger.
Mme Louis Quiles, née Rose Villanti, son épouse,
M. et Mme Jean Quiles, Thérèse, Marie et Bernard,
M. et Mme Christian Maitrot, Marie Christine, Olivier et Emmanuelle,
Ses enfants et petits-enfants,
Ainsi que leur nombreuse famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Louis QUILES,
retraité de la coopération
pharmaceutique française d'Alger.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, à Vitrolles, le 13 août 1975.
« Le Fouquet », bâtiment E,
13127 Vitrolles.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Georges SEBILLE,
née Jeanne Nicolas,
survenu à Neuilly, le 15 août 1975, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

De la part de
M. Georges Lebeau et de Mme, née Sebille, ses beaux-enfants.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans l'intimité.
91, rue de Rennes,
75006 Paris.

— M. et Mme Alexandre Stirn,
M. et Mme Olivier Stirn et leurs enfants,
M. et Mme François-Henri Stirn et leurs enfants,
M. Gérard Stirn,
M. Bernard Stirn,
M. Pierre-Jérôme Stirn,
ont la douleur de faire part du décès, survenu dans sa quatre-vingt-dixième année, de
Mme Myrtil STIRN,
née Blanche Azoulay.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, le 14 août.
15, quai Paul-Doumer,
92400 Courbevoie.

Anniversaires

— 19 août 1975.
Pour le huitième anniversaire du décès du
colonel Paul BRENOT,
une *pensée* est demandée à tous ceux qui restent fidèles à son souvenir.

— Le 18 août, pour le neuvième anniversaire de la mort de
Louis RENOU,
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

Remerciements

— Mme Jean-Marie Floquet, née *Arlette Bony, profondément touchée* des marques de sympathie qu'elle a reçues à l'occasion du décès de
Jean-Marie FLOQUET,
élève de l'ENA,
prie les diverses autorités de l'Ecole, du corps préfectoral et tous ses amis de trouver l'expression de ses remerciements.

Visites et conférences

MARDI 19 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 14 h. 30, *monument, place Fontenoy,* Mme Legregeois : « L'UNESCO ». — 15 h., métro Bourse, rue Vivienne, Mme Oswald : « La Bourse de Paris ». — 15 h., devant l'église Saint-Germain-des-Prés, Mme Pennec : « Le quartier de Racine et d'Adrienne Lecouvreur ». — 15 h. 30, devant l'église, rue Saint-Martin, Mme Saint-Girons : « Saint-Merri et ses alentours ». — 15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h. 15, 1, rue des Carmes : « Le quartier de Saint-Benoît-le-Bien-Tourné » (Mme Barbier). — 15 h., entrée, avenue Rachel : « Tombes célèbres au cimetière Montmartre » (Paris et son histoire).

RELIGION

A TAIZÉ

Cinq mille jeunes et adultes ont participé à la Journée du peuple de Dieu

La Journée du peuple de Dieu, célébrée à Taizé le dimanche 17 août, et marquée par une invitation aux adultes à y participer nombreux pour *montrer que le « concile des jeunes »* n'est pas limité à ces derniers (*le Monde* du 9 août), a réuni cinq mille personnes environ, venues de France, mais aussi d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne.

Après la messe célébrée par Mgr Armand Le Bourgeois, évêque d'Autun, président de la *commission épiscopale pour* l'unité des chrétiens, le Frère Roger Schutz, prieur de Taizé, et les animateurs de l'équipe intercontinentale ont *évoqué* les ouvertures successives du concile dans plusieurs villes d'Amérique et d'Afrique.

Le pasteur Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique *des Eglises,* a *traité* de l'aide apportée par la commission spécialisée aux pays en voie de développement et aux mouvements de libération, dans les anciennes colonies portugaises. Il a souligné le renouveau du mouvement *œcuménique et l'a situé* dans la perspective de la libération de tous les hommes dans la foi au Christ ressuscité.

Les allocutions du cardinal Döpfner, archevêque de Munich, du pasteur Cornelius, président du synode des Eglises évangéliques d'Allemagne fédérale, et du cardinal Marty, archevêque de Paris, *ont évoqué l'avenir du mouvement* œcuménique, le rôle de la communauté de Taizé et du concile des jeunes dans la recherche de l'unité de foi, dans le pluralisme des expressions liturgiques et du renouvellement des structures.

Le cardinal Marty a exhorté les jeunes *« à être vigilants envers l'Eglise »* mais a insisté sur les responsabilités nécessaires dans la vie d'un chrétien aujourd'hui. *« Il faut suer sang et eau pour trouver le Christ et l'annoncer aux autres », a affirmé le cardinal* qui lança en conclusion : *« Et si nous nous convertissions ce soir ? »*

Deux initiatives seront prises dans les mois à venir : des membres du groupe d'animation *vivront trois mois à Nairobi (Kenya)* pour participer à la préparation de l'assemblée générale du concile œcuménique des Eglises, qui aura lieu dans cette ville en novembre. Enfin, les jeunes organiseront des rencontres dans des paroisses et des communautés chrétiennes *en* Europe d'abord, puis dans le monde entier pour y faire connaître le thème du concile des jeunes de Taizé.

SCIENCES

ANNONCÉE PAR QUATRE CHERCHEURS AMÉRICAINS

L'existence du monopôle magnétique demande à être confirmée

Quatre chercheurs américains — Buford Price et Edward Shirk de l'université Berkeley, Weymar Osborne et Lawrence Pinsky de l'université de Houston — viennent d'annoncer qu'ils ont mis en évidence une nouvelle particule qui porte une seule charge magnétique : le monopole magnétique (« le Monde » du 16 août). Cette découverte, si elle est confirmée par d'autres chercheurs, révolutionnerait la physique classique : elle obligerait à revoir complètement une des théories les mieux établies, l'électromagnétisme, dont les applications tant théoriques que pratiques sont innombrables et n'ont jamais été démenties. La découverte de cette nouvelle particule doit donc être accueillie avec circonspection.

Un étudiant de première année d'université qui voudrait expliquer un phénomène par le monopole magnétique serait immanquablement collé à son examen. Ses professeurs ne lui ont-ils pas répété toute l'année que si l'électricité peut se présenter sous forme de particules isolées chargées positivement ou négativement, il n'en est pas de même du magnétisme : les hypothétiques charges magnétiques vont *toujours* par paires, une charge nord accompagne toujours une charge sud pour former un dipôle. Ce qui revient à dire que les charges magnétiques isolées n'existent pas.

Les équations fondamentales de l'électromagnétisme, dites de Maxwell, font en effet intervenir sur ce point un distinction entre électricité et magnétisme alors que par ailleurs elles assignent à *l'électricité et au magnétisme* des rôles très parallèles. C'est ce parallélisme même qui a poussé certains théoriciens comme Dirac à conjecturer l'existence de particules de magnétisme analogues aux particules électriques : les *monopoles magnétiques. Si ces* particules existaient, le parallélisme serait complet, ce qui est particulièrement satisfaisant pour l'esprit ; seulement, aucune expérience n'a jamais montré sur terre l'existence de ces particules...

Est-ce à dire que — parce qu'on n'en a jamais trouvé — il est inutile de les chercher. Certains scientifiques américains ne le croient pas. D'où une quête, qui prend parfois des allures ésotériques *puisque* c'est *dans* l'espace que ces chercheurs vont aujourd'hui le plus souvent à la découverte de leur hypothétique particule. Plusieurs expériences spatiales américaines portaient sur la recherche des monopoles magnétiques. *Jusqu'ici* ans résultat.

C'est encore de l'espace que nous viendrait le monopole magnétique annoncé par les quatre chercheurs américains. Ils ont installé, il y a deux ans, un détecteur de particules sur un ballon. Ce détecteur était destiné à étudier la composante lourde du rayonnement cosmique. En analysant récemment les traces laissées dans le détecteur par le rayonnement qui l'a traversé, les *quatre Américains ont trouvé une* trace qu'ils ne savaient pas expliquer. Après avoir réfléchi, ils sont arrivés à la conclusion qu'il pourrait s'agir d'un monopole magnétique.

Une trace ne fait pas plus une particule qu'une hirondelle le printemps. Même les auteurs de la découverte la mettent donc au conditionnel.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

MÉDECINE

● *Plus de trois cents cas de choléra ont été détectés au Portugal* dans la région de Porto, notamment dans les localités de Gondomar, Gaia et Matosinhos, affirme le journal *Diaro de Noticias* daté du 16 août.

Un centre de coordination pour *enrayer l'épidémie a été installé* au siège de l'inspection de la santé de la région Nord, à Porto.

● *L'application de la loi sur l'avortement.* — A la suite du décret, publié au *Journal officiel* du 14 août, *fixant les conditions* d'autorisation et d'agrément des établissements privés qui pratiquent les interruptions volontaires de grossesse, l'association « Laissez-les vivre » dénonce, dans un communiqué ce *« chef-d'œuvre d'hypocrisie ».* Le texte *« feint d'ignorer que le code de déontologie médicale toujours en vigueur fait du respect de la vie, le premier devoir du médecin.*

» L'ambiguïté du texte du gouvernement permet de supposer que celui-ci cherche à imposer à toutes les cliniques d'accouchement, qui sont déjà régulièrement autorisées, l'obligation de faire, à nouveau, une demande d'agrément, mais une telle exigence autorisera les pires spéculations sur les intentions du pouvoir. » (...)

FEUILLETON

NUMERO 36

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris, automne 1808. — Coup de théâtre : Mlle de La Rigaudie est la mère du beau Solignac ! Trente ans avant, la jeune châtelaine limousine s'était liée avec Sylvain, le fils du fermier.

LES AMOURS DE SYLVAIN ET DE ROSE-EDMÉE

C'ETAIT ainsi que Sylvain Chambaraud avait aperçu Mlle de La Rigaudie, semblable à une apparition, pour la première fois ; ainsi qu'un jour, plus tard, le cheval de la jeune fille s'étant emporté, il avait, lui qui lisait en ce moment *Horace* sous un arbre, jeté son *livre loin de lui, couru vers elle,* saisi le mors du cheval, et de sa main robuste avait contraint l'animal à s'arrêter, tandis que Rose-Edmée, souriante quoique un peu pâle, descendait de sa monture, et, tendant la main au jeune homme : *« Vous m'avez sauvé la vie ! »,* lui avait-elle dit.

Cette main tendue, cette pression des doigts de la jeune fille, avait comme enivré le jeune homme. Quelle émotion inconnue en avait ressentie Sylvain Chambaraud ! Quel souvenir il en avait gardé !

Mlle de La Rigaudie était plutôt active que songeuse. Mais elle ne pouvait *empêcher à son* tour sa pensée de retourner, presque malgré elle, vers ce jeune homme au fier visage, aux yeux francs, à la main loyale, à qui — cette idée même lui plaisait — elle devait son salut. *Elle aussi, isolée, silencieuse,* elle faisait des rêves. Mais tout cela était fugitif, et elle chassait bien vite les projets impossibles.

Cependant la mère de Chambaraud disait à son fils :

— Tu pâlis, tu maigris, les livres te tueront, Sylvain !

Et Plantade murmurait à l'oreille de son maître :

— Prenez garde. Il ne faut pas regarder les montagnes trop hautes ; le vertige vient.

Chambaraud n'avait pas *le* vertige, mais il aimait Mlle de La Rigaudie. Et il n'essayait pas de vaincre le sentiment qui l'envahissait. Non. La folie même de ce songe lui plaisait.

— Elle ne le saura jamais, mon secret ! se disait-il. Donc, qu'importe ! Et moi, je m'enivre de son image et de son souvenir !

* * *

Le seul événement qui pouvait peut-être rapprocher l'un de l'autre cet homme de cette jeune fille, arriva. La main de fer de Boussac fut si écrasante à la fin qu'elle *exaspéra ceux qu'elle* étreignait. Les gens de Solignac s'ameutèrent.

Pendant que Boussac s'enfuyait à travers champs, gagnant vers Limoges où il allait réclamer le secours de la maréchaussée, Mlle de La Rigaudie se trouvait, en réalité, toute seule, en face de la foule. — Les gens du château tremblaient : Mme de La Rigaudie, complètement paralysée, ne pouvait ni tenir tête aux paysans ni même essayer de les calmer.

— Je vous défendrai, ma mère, dit Rose-Edmée, énergique, et, tout en maudissant le misérable qui nous vaut tant de haine, je vais parler, moi, à ceux que sa cruauté a soulevés !

Elle se présenta donc hardiment à cette foule hurlante. Des gens brandissaient des faux, des épieux. Elle ne trembla pas.

Mais, par une de ces méprises farouches, si communes dans ces journées de fièvre, il arriva que *les paysans crurent que Mlle de* La Rigaudie, loin de vouloir les apaiser, venait les braver. Un souffle de colère passa sur ces fronts hâlés, et une flamme mauvaise brilla dans ces yeux stupides. Exaspérés, les révoltés *se précipitèrent sur elle et, dans* leur courroux, quelques-uns poussaient des cris de fauve. Le mot sinistre des heures sombres retentit, jaillissant de la foule comme un éclair livide d'un nuage noir : *« Branchons-la ! »*

Affolés par le misérable inconnu qui avait, le premier, jeté l'atroce cri, des paysans, des *femmes avaient déjà* saisi Mlle de La Rigaudie par les poignets et l'entraînaient lorsque Sylvain Chambaraud accourut, suivi de Plantade, et se jeta parmi les furieux.

Son intervention suffit, non pas à calmer la révolte, mais à sauver la jeune fille. Quel qu'eût été son courage, Rose-Edmée, intrépide devant le danger, faiblit par une réaction toute naturelle, dès qu'elle se vit forcée. Plantade et Chambaraud la portèrent, évanouie, dans *la* ferme qu'ils habitaient.

La tempête, d'ailleurs, se calmait. *Les paysans, répandus* dans le château, se contentaient de piller les caves, sans essayer de se venger sur la châtelaine.

Après s'être assuré que la marquise ne courait aucun danger et l'avoir confiée à la garde de braves gens qu'il connaissait, Chambaraud redescendit chez lui.

La nuit était venue.

Il rencontra en chemin Plantade qui lui donna des nouvelles de Mlle de La Rigaudie. La commotion avait été forte chez la jeune fille et Rose-Edmée avait été obligée de prendre le *lit.*

Chambaraud se sentit le cœur serré. Elle souffrait ! Et il eût donné sa vie pour lui épargner une douleur !

Il ne doutait pas, d'ailleurs, que Mlle de La Rigaudie n'eût été recueillie dans la chambre de sa mère. Il entra, écouta à la porte : aucun bruit.

— Elle dort, fit-il tout bas.

Il s'éloigna sur la pointe du pied.

— *Je passerai la nuit, se dit-il,* dans la chambre de la métayère !

Il savait que la chambre était *vide. Depuis quelques jours,* la métayère était partie pour Sauviat. Chambaraud entra donc assez brusquement dans cette chambre. A vrai dire, il comptait seulement s'y reposer un instant, s'y jeter, tout vêtu sur le lit. La nuit, en *effet,* pouvait être dangereuse encore ou pour Mlle de La Rigaudie ou pour le village.

Mais en *entrant dans* la chambre, à demi éclairée par une chandelle de résine, il aperçut tout à coup, avec une émotion profonde, jeté sur une chaise, une sorte de mantelet de soie.

Il s'approcha du lit ; Mlle de *La Rigaudie, endormie, reposait* là, dans cette chambre. Elle n'avait point voulu accepter l'offre de la paysanne ; pourquoi déranger la mère Chambaraud ? Lasse, écrasée, elle s'était étendue sur le lit et, la fièvre l'accablant, elle avait *bientôt fermé* les yeux. Ses beaux cheveux blonds faisaient à sa *tête* allongée et élégante comme un oreiller soyeux.

Le premier mouvement de Sylvain, en apercevant la jeune fille, fut de s'éloigner, mais ses pieds demeuraient instinctivement collés au sol, comme ses yeux restaient rivés sur ce visage de femme. Il sentait, dans sa poitrine, son cœur battre et bondir. Son sang bouillonnait dans ses artères ; la griserie de l'amour lui montait au cerveau, comme la plus ardente des ivresses.

Il l'aimait depuis si longtemps ! *Il l'avait tant de fois regardée,* de loin, apparition toujours cherchée, toujours fugitive ! Et maintenant elle était là !

C'était une nuit d'été, étouffante, pleine de fièvre. Sur le ciel orageux, les arbres qui se découpaient, *par masses sombres,* avaient de l'électricité à leur cime. Les châtaigniers distillaient dans l'air lourd leur odeur pénétrante.

Sylvain Chambaraud se sentait devenir fou. Et brusquement la jeune fille *se* réveilla. Elle poussa un cri, effrayée, puis elle sourit, comme rassurée, en apercevant Chambaraud et sans bien comprendre comment il se trouvait là. Elle était encore éperdue. Quelle horreur ! Des mains de rustres s'étaient appesanties sur ses épaules. Elle avait entendu des voix qui parlaient de la pendre. Cette vision l'affolait et elle l'oubliait seulement lorsque l'image de son sauveur lui apparaissait, dissipant la horde qui hurlait.

Sylvain avait cru qu'elle allait le chasser. Il se sentit inondé de bonheur quand elle lui parla, au *contraire, quand elle le remercia,* quand elle lui demanda des nouvelles de la marquise. Alors, le cœur pris, la tête en feu, il se rapprocha de la jeune fille et, comme s'il eût parlé dans un rêve, il laissa échapper tous ses *aveux, la confidence de toutes* ses douleurs et de tous ses songes. Il était éloquent, il semblait que sa voix prît tout à coup des notes plus irrésistibles et plus profondes. Elle-même se laissait aller, fermant les yeux, à demi *endormie, comme au fond d'une* barque on se lancerait à la dérive.

— *Demain, demain nous serons* séparés, disait Sylvain, demain il ne restera plus sous ce toit que le souvenir de votre passage et le parfum de vos cheveux, demain tout sera fini, demain vous me ferez peut-être châtier par *les vôtres ! Mais aujourd'hui le* secret de ma vie monte à mes lèvres, et je puis vous dire que je vous aime !

* * *

Jamais Sylvain Chambaraud, devenu vieux et demeuré seul, n'avait, depuis cette heure enivrante et bénie, oublié cette nuit *d'été qui lui semblait* un rêve.

Le lendemain, Mlle de La Rigaudie quittait, pâle, comme égarée, la demeure de Chambaraud. Elle rentra au château et s'enferma sans vouloir répondre aux questions du lieutenant de la maréchaussée, qui faisait comparaître maintenant dans la cour du château les mutins garottés. L'intendant Boussac désignait à l'officier les plus coupables. Le lieutenant général, M. de Roulhac, et M. Briguell, le maire de la cité, consultés par le grand sénéchal de la sénéchaussée du haut pays limousin, avaient été également d'avis qu'on fût très sévère avec les révoltés.

Maître Boussac haïssait particulièrement Sylvain Chambaraud. Il faisait plus, il le jalousait. La haine désarme quelquefois ; l'envie jamais ! Il dénonça Chambaraud comme le principal instigateur des troubles ; des soldats vinrent arrêter Sylvain *chez lui et le conduisirent* au château, les poignets liés.

Au moment où, poussé dans la cour du château, Sylvain allait être interrogé par le lieutenant et tandis que Boussac se frottait déjà les mains en murmurant en patois des *ironies méchantes,* Mlle de La Rigaudie se présenta, la démarche un peu raide mais résolue, et elle vint, d'un seul mot, plaider la cause de Chambaraud :

— M. Chambaraud n'était pour rien dans la révolte, dit-elle. M. Chambaraud a protégé ma mère et il m'a sauvée !

Sa voix était brève et forte. Mais on remarqua que ses yeux ne regardaient pas Chambaraud.

— Votre intendant prétend cependant... commença le lieutenant.

Mlle de La Rigaudie l'interrompit aussitôt.

— Cet homme ment, dit-elle. On délia les mains de Sylvain et on le mit en liberté.

Comme le jeune homme s'éloignait, longeant un couloir qui donnait sur la grande porte du château, *Mlle de La Rigaudie* l'appela. Chambaraud s'arrêta.

Elle leva sur lui ses yeux bleus où Sylvain put lire à la fois de la colère et quelque chose d'étrange qui ressemblait à de la crainte, puis elle dit :

— *Vous m'avez sauvé la vie ;* je vous ai peut-être sauvé de la prison ou de la mort. Vous ne me reverrez jamais, et, si vous êtes un homme d'honneur, vous quitterez ce pays.

— Est-ce une prière ou un ordre ? demanda Chambaraud tremblant.

La fierté de Mlle de La Rigaudie se révolta tout d'abord à cette question de ce demi-paysan, et elle allait répondre : « C'est un ordre ». Mais, par un singulier retour de sentiment, les mots qui tombèrent de ses lèvres furent ceux-ci :

— C'est une prière.

— Eh bien ! dit Chambaraud, je partirai !

(A suivre.)

ATHLÉTISME

Une coupe d'Europe des nations dans la perspective d'une coupe du monde

Nice. — Comme en 1970, la République démocratique allemande a réussi à remporter les Coupes d'Europe masculine et féminine, dont les finales ont eu lieu à Nice les 16 et 17 août. Dans la compétition masculine, la R.D.A. s'est imposée à l'Union soviétique, à la République fédérale allemande, à la Pologne, à la Grande-Bretagne, à la Finlande, à la France et à l'Italie. Son succès féminin a été établi aux dépens de l'Union soviétique, de la République fédérale, de la Pologne, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Grande-Bretagne et de la France. Les athlètes français se sont classés *septièmes et avant-derniers* ; les athlètes françaises ont pris la dernière place.

De notre envoyé spécial

Depuis la création de la Coupe d'Europe, en 1965, la France a toujours obtenu un classement relativement régulier. Avant-dernière en 1965 et 1967, cinquième sur sept en 1970, dernière en 1973, avant-dernière cette année. Même si ces résultats ne témoignent pas d'une situation de premier plan dans l'athlétisme européen, du moins l'équipe française a-t-elle le *mérite d'être* parvenue chaque fois en finale dans la Coupe d'Europe. *Le* fait qu'en 1975 la France n'ait dû sa qualification qu'à sa qualité de pays organisateur vaut peut-être une parenthèse : sûrs de leur présence à Nice, les athlètes n'ont pas eu la même motivation en demi-finale que s'ils avaient dû gagner leur place pour la finale.

La cinquième Coupe d'Europe a remporté un franc succès. C'est même la première fois qu'un stade — même d'une capacité de vingt mille places environ — a fait le plein deux jours de suite pour une compétition d'athlétisme. A cet égard, il semble que *le séjour sur la Côte-d'Azur* de nombreux étrangers en vacances ait contribué à la réussite financière de la Coupe d'Europe. Plus de quarante mille spectateurs ont assisté aux deux réunions, et la recette a approché 600 000 francs.

Le succès aidant, il était logique que la Coupe d'Europe donne l'idée d'organiser, un jour ou l'autre, une Coupe du monde. Dans un sport comme l'athlétisme, où l'élite est répartie sur tous les continents, une telle éventualité était inévitable et au demeurant séduisante, sinon souhaitable. C'est, en tout cas, ce qu'a proposé M. Adrian Paulen, président de l'Association européenne d'athlétisme. Son projet est de faire disputer la première Coupe du monde en 1977, soit l'année suivant les Jeux olympiques de Montréal.

C'est d'ailleurs l'année prochaine au Canada, au congrès de l'International Amateur Athletic Federation (I.A.A.F.) que sera décidé, en fin de compte, s'il est opportun ou non de créer une épreuve aussi ambitieuse. Il semble que les avis soient encore partagés et que beaucoup craignent de voir alourdir le calendrier international.

Le projet de Coupe du monde, tel qu'il a été présenté, réunirait huit nations, ou plutôt huit participants. Trois pays européens — par exemple les trois premiers classés en Coupe d'Europe — deux pays du continent américain et des sélections africaines, asiatiques et océaniennes. M. Paulen a fait état de l'intérêt manifesté par plusieurs villes pour organiser la Coupe du Monde. Dusseldorf, Tokyo, Rome, Helsinki, Los Angeles, Melbourne, Nice, auraient l'intention de faire acte de candidature. La candidature niçoise, si elle était retenue, devrait être assortie d'un engagement selon lequel la capacité du stade d'athlétisme serait augmentée.

Tout laisse cependant à penser que la concurrence de plusieurs villes ayant déjà reçu les Jeux olympiques — *c'est le cas de* Tokyo, Rome, Helsinki, Los Angeles, Melbourne — rendrait difficile *le choix de Nice, du moins* pour la première Coupe du monde. La plupart des athlètes sont, en tout cas, séduits par cette possibilité qui aurait aussi l'avantage de proposer une suite et un enjeu supplémentaire à la Coupe d'Europe.

Moral retrouvé

Pour la finale de la cinquième Coupe d'Europe, l'équipe de France avait, *semble-t-il, retrouvé* son unité et son moral. Elle l'a prouvé par sa combativité, même si une septième place ne traduit pas toujours la somme d'efforts et de détermination qui a prévalu pendant deux jours. Il a été assez dit, récemment, que des divergences existaient dans l'athlétisme national pour ne pas remarquer que l'union a pu se faire à l'occasion de cet événement. A l'ombre de la victoire de Drut sur 110 mètres haies — le seul succès français — et des deuxièmes places de Poaniewa (saut en hauteur), de Nallet (400 mètres haies) et de Valetudie (triple saut), tous se sont battus avec la volonté de se surpasser. Et, de fait, il a manqué peu de chose si l'on regarde bien le classement final, pour que la France ne s'assure une position plus flatteuse.

Le public de l'athlétisme, en général *plus averti que dans* d'autres disciplines, moins chauvin et de toute façon beaucoup plus sain dans ses manifestations de joie, a fait que la Coupe d'Europe a été d'une haute tenue, aussi bien dans les gradins que sur la piste. Dans *le* sport de compétition moderne, où la foule se veut cocardière, hurlante et hostile, une telle fraîcheur était sans doute à signaler. Qui pourrait dire, par exemple, que la gentille colonie britannique de Nice — elle ne s'est pourtant pas privée de donner de la voix — avait le moindre point commun avec les voyous qui ont dévasté le Parc des Princes lors de la finale de la Coupe d'Europe de football ?

FRANÇOIS JANIN.

NATATION

L'U.R.S.S. remporte la Coupe d'Europe

La Coupe d'Europe masculine groupe A disputée ce week-end à Moscou a été remportée par l'U.R.S.S (123 pts) devant la Grande-Bretagne (116 pts). Contre-performances notoires de l'Allemagne de l'Est (3e), de l'Allemagne de l'Ouest (6e ex æquo avec la France) et surtout de la Hongrie qui, ayant dédaigné de se faire représenter par ses deux vedettes Hargitai et Verraszto, termine dernière et se trouve ainsi reléguée au groupe B. En *terminant à 9 points de l'U.R.S.S.*, les nageurs anglais, en revanche, se sont surpassés : à lui seul David Wilkie a gagné trois épreuves : 100 m., 200 m. et 200 m. quatre nages ! Pour les Français, s'il n'y avait eu la deuxième place de Michel Rousseau au 100 m. nage libre (dans l'excellent temps de 52"64) et la troisième place de Bernard Combet au 100 m. brasse (1'6"30), notre équipe aurait brillé par sa médiocrité.

La Coupe d'Europe féminine devait heureusement nous donner d'autres satisfactions. Nos nageuses du groupe B ont en effet enlevé brillamment, à la piscine du Lac à Tours, leur finale avec 96 points devant la Tchécoslovaquie (85 pts), l'Espagne (56 pts), la Suisse (48 pts), la Pologne (47 pts) et la Grèce (18 pts). Excellentes premières places de Guylaine Berger (100 m. et 200 m.), de Sylvie Le Noach *(200 m. dos), Dominique Amiand* (200 m. quatre nages) et de nos ondines réunies dans les relais. L'équipe de France féminine accède ainsi dans le groupe A, dans lequel l'équipe seconde de l'Allemagne de l'Est a encore marqué sa supériorité sur la Hollande et l'U.R.S.S. dans la Coupe d'Europe disputée ces deux derniers jours à Leeds en Grande-Bretagne.

MORT DE VLADIMIR KUTS

On annonce la mort, à Moscou, des suites d'une crise cardiaque, de Vladimir Kutz, double champion olympique du 5 000 et du 10 000 mètres, à Melbourne, en 1956.

**

Né le 1er mai 1927, à Aleksino, Vladimir Kuts avait commencé sa carrière dans la marine soviétique avant de pratiquer la boxe, puis l'aviron. Il ne découvrit l'athlétisme qu'à vingt-quatre ans, commençant alors, sur les talons de Zatopek, le héros grimaçant des Jeux d'Helsinki, une série de performances extraordinaires. La première de celles-ci fut le 5 000 mètres des championnats d'Europe, en août 1954, où, non content de battre Zatopek et Chris Chataway, il pulvérisa le record du monde en 13 min. 56 sec. Après quoi, il ne cessa plus de s'illustrer sur cette distance, ainsi que sur 10 000 mètres, animant la course en tête à la manière de Nurmi, jadis, et pratiquement comme personne, détaché de tous, à la solitude du coureur de fond.

Kuts avait vingt-neuf ans quand il alla triompher à Melbourne. Le premier jour des Jeux olympiques, le 23 novembre 1956, il remporta la médaille d'or du 10 000 mètres devant le Hongrois Kovacs, laissant loin derrière lui le grand Anglais Gordon Pirie et Alain Mimoun, futur vainqueur du Marathon. Cinq jours plus tard, il renouvelait le doublé de Zatopek à Helsinki en enlevant la finale du 5 000 mètres devant Pirie, Ibbotson, Chataway et Schade, qu'il surclassait en les laissant à 11 secondes.

Kuts, en 1957, devait encore porter à 13 min. 35 sec. le record du monde du 5 000 mètres, qui tiendra sept ans.

Retiré des compétitions, marié à une journaliste moscovite, décoré de l'ordre de Lénine, Kuts était devenu entraîneur, et sa petite silhouette blonde s'était considérablement épaissie. Un arrêt du cœur à quarante-huit ans, quand celui-ci a tellement donné, c'est tout de même la mort normale d'un coureur d'exception. — O. M.

AUTOMOBILISME

Première victoire de Brambilla dans un grand prix de formule 1

L'Italien Vittorio Brambilla a remporté, sur March, le XIIIe Grand Prix d'Autriche, et, par la même occasion, son premier grand prix de formule 1. L'épreuve, qui avait attiré quelque deux cent mille spectateurs, a été perturbée par un violent orage en raison duquel le départ a dû être retardé de plus d'une heure et la course interrompue au vingt-huitième tour, alors que les concurrents en avaient normalement cinquante-quatre à parcourir. Vittorio Brambilla n'en a pas moins remporté une victoire méritée par son audace. La « vedette » autrichienne, Niki Lauda, qui se trouvait en sixième position au moment de l'arrêt de la course, conserve la première place au classement provisoire du championnat du monde des conducteurs. Les constructeurs refusant de se rendre au Grand Prix du Canada, il ne reste plus que deux grands prix à disputer (Italie et Etats-Unis). Niki Lauda paraît bien en mesure de rester, pour cette saison, le pilote numéro un.

NIKI N'A PAS GAGNÉ

De notre envoyée spéciale

Zeltweg. — Trempés, crottés jusqu'aux genoux, les quelque deux cent mille spectateurs autrichiens venus à Zeltweg voir courir les bolides de formule 1 sur l'Œsterreiching sont repartis dépités : « leur » Niki n'a pas gagné. Ils la souhaitaient pourtant, cette victoire de Niki Lauda, qui leur aurait donné *une idole de plus à vénérer. Une* idole d'été, après celle de l'hiver, le skieur Franz Klammer.

Une heure avant le départ, la foule pouvait encore espérer — on pariait à sept contre quatre, pour le coureur autrichien, — et croire dans les prévisions de la plupart des journaux locaux : Niki Lauda n'avait-il pas réalisé le meilleur temps aux essais ? La piste de l'Œsterreiching, sèche et brûlante sous le soleil, ne laissait-elle pas entrevoir la perspective d'une course à l'issue heureuse ? Un nouvel épisode allait s'ajouter à la légende naissante de l'« *ange des pistes* ». Mais les hommes proposent *et le ciel dispose* : la forte pluie qui s'abattait sur le circuit au moment du départ de la course modifiait toutes les données et détraquait la « mécanique » Niki Lauda.

Prudent, le favori autrichien a préféré ne pas prendre de risques inutiles, comme ce « fou » de Brambilla, déclaré vainqueur au terme d'une chevauchée absolument démente, interrompue avant l'heure par les organisateurs en raison des circonstances atmosphériques.

Le futur vainqueur quasi certain du championnat du monde des conducteurs est encore insaisissable pour ses compatriotes. Ceux-ci savent surtout de lui qu'il est arrivé aujourd'hui là où il est à la force du poignet. Sa famille, membre de la bourgeoisie aisée viennoise, ne l'a guère encouragé à ses débuts — bien au contraire — à persévérer dans ce métier de « saltimbanque ». Couvert de dettes durant plusieurs années, il n'a rencontré, avant de percer, il y a trois ans, que refus successifs d'aide financière.

Quel est le secret de cet être qui *confie : « Si les gens ne me considèrent pas comme un héros, c'est parce qu'ils pensent qu'un coureur automobile a le regard viril et des muscles. Moi, j'ai plutôt l'air d'un personnage fragile. »* Le fait est que Niki Lauda, fin, mince, a toutes les apparences d'un gringalet.

Derrière cette fragilité se cache en réalité un homme à la volonté de fer. Le jour où Niki Lauda a décidé de devenir coureur automobile, il avait à peine vingt et un ans. Ce jour-là, il prit la résolution de faire le vide en lui-même : lire, aller au théâtre, s'intéresser à quelque chose d'autre que la course automobile, il n'en a plus le temps.

« *Pour développer mon esprit,* dit-il, *il faudrait que je néglige mon métier.* » Il se vante de pouvoir éliminer tout souci superflu et avoue « *un égoïsme incroyable, même brutal* ». A-t-il aboli toute sensibilité en lui ou en est-il simplement dénué ? Lorsqu'on lui reproche son indifférence devant un *camarade accidenté, il répond froidement* que cela le touche, mais qu'il n'en est pas pour autant ému. Car, affirme-t-il, il ne doit pas laisser perturber son équilibre par ce genre de chose.

La peur ? Il la refuse, ou plutôt se targue de ne plus en connaître les secousses depuis longtemps, sinon il ne pourrait être un « *bon coureur* ». Il s'y réfère pourtant en maintes occasions, et la prudence *dont il vient de faire preuve, sur* le circuit trempé de l'Œsterreiching ne s'expliquerait-elle pas aussi par la présence, au fond de lui-même, d'une angoisse compréhensible devant la mort ?

ANITA RIND.

ÉQUITATION

Au championnat d'Europe de saut d'obstacles

Schoekemohle enfin titré

De notre envoyé spécial

Munich. — L'absence, au stade équestre olympique de Munich, des cavaliers britanniques toujours prêts à pousser leur énergie naturelle au paroxysme, tel est le fait saillant du championnat d'Europe de saut d'obstacles, disputé les 15, 16 et 17 août dans un décor rappelant un peu notre Calvados aux abords de Caen : peu d'ombrages, des prés médiocrement vallonnés, mais un charme certain.

Malgré cette regrettable défection, le succès populaire a été immense et stupéfiant aux regards français. Trente mille poitrines, trois jours durant, n'ont cessé d'orchestrer de « la » retentissants les exploits des champions, visiteurs étrangers compris. Sur le plan sportif, la discussion n'en demeure pas moins ouverte.

Depuis quelques années, en effet, 1967, pour être précis, le championnat d'Europe, couru traditionnellement tous les deux ans, se réduit à une très chaude explication entre l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne, l'amateur soucieux d'enrichir ou de vérifier ses connaissances s'en frottant d'avance les mains. Deux techniques très différentes sont alors en présence : l'allemande, révélant le travail de la machine animale sur des cercles étroits *en manège ou en carrière*, des lignes constamment brisées ; l'anglaise, demandant à l'extérieur la flexibilité des articulations et des ressorts. Au total, même résultat : côté chevaux, *des encolures en place*, des chanfreins en avant de la verticale, une obéissance sans faille aux aides, la majorité des sujets, notons-le en passant, traités en filet avec martingale à anneaux.

« Business »

Quel que soit le théâtre des opérations entre les deux « *grands* » *de l'équitation européenne*, la lutte commence par une fine escrime, elle finit au sabre. L'édition 1975 nous aura donc privés d'un spectacle qui, par son intensité, frise parfois le drame, le nombre des nations engagées ne changeant rien au scénario. Comment expliquer le forfait britannique, qui nous aura empêché de marquer d'une pierre blanche la finale du 17 août ? Il paraît que les grands sires de ces messieurs boitent pour la plupart très bas, les vaillants pêchent par la tenue pour avoir un peu trop forcé sur les grosses « allumettes ». Telle est du moins l'explication la plus répandue, mais un familier des grandes écuries britanniques nous a confié, dans un sourire dont l'ambiguïté en disait long : « *Les raisons qui ont consigné les Anglais chez eux tiennent en un mot : business.* »

Mieux vaut regarder la piste où sept nations ont galopé : République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Espagne, Suisse et France.

En consacrant la victoire du crack allemand Alwin Schoekemöhle en selle sur le bai hanovrien de huit ans *Warwick*, le championnat d'Europe a fait œuvre de justice. Voilà des années que ce cavalier de trente-cinq ans, chef de file outre-Rhin de sa génération, pose sa candidature au titre, mais il trouve toujours pour le stopper un solide Anglais, l'un de ces infatigables *gratteurs* comme la « *perfide Albion* » a l'opportunité et le bonheur d'en produire. Nos cavaliers ne pouvant prétendre au succès, nulle performance n'aura été plus sensible *à leur cœur*, *Schoekemöhle* n'étant pas économe de ses conseils et de ses lumières auprès des nôtres, singulièrement des jeunes.

Durant la « période allemande » de son équitation, Janou Lefebvre elle-même eut recours à son ministère ; il n'en fallut pas davantage pour que la rumeur aux cent bouches convie imprudemment le monde à leurs noces.

Un Italien hors de cause

Un tracé splendide, d'une loyauté à toute épreuve, telle est apparue la pelouse hérissée de dix-huit obstacles nécessitant vingt et un efforts compte *tenu du double et du triple.* Le matériel est léger, les barres basculent sitôt effleurées, l'ère des obstacles massifs, trapus, du style Aix-la-Chapelle, est bien révolue, d'où un nombre considérable de fautes. Très vite, la lutte s'est circonscrite entre les Allemands de choc, Steenken et Schoekemöhle d'une part, et l'Italien Vittorio Orlandi, souverain de bout en bout dans l'épreuve de maniabilité qu'il devait terminer seul sans pénalité.

Par la suite, une aventure de potache et d'école buissonnière — le grand artiste transalpin s'étant trompé de parcours — devait l'éliminer sans rémission. Le Belge Van Paesschen, à peine sorti de l'adolescence, en profitait pour se glisser à la troisième place du classement général. On avait une petite heure nourri de gros espoirs avec le Français Gilles Bertran de Balando, montant le gris *Béarn*. La deuxième manche devait lui être fatale. Excellent comportement du champion de France Marcel Rozier, quatrième à l'alignement de parade. Triste dénouement pour Hubert Parot, son cheval, le pur-sang *Rivage ayant heurté* violemment du postérieur gauche le deuxième obstacle du triple, accident qui devait nécessiter son transport dans une clinique vétérinaire de la ville.

ROLAND MERLIN.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

COUPE D'EUROPE DES NATIONS MESSIEURS

100 mètres. — 1. Borzov (U.R.S.S.), 10 sec. 40 ; 2. Mennes (It.), 10 sec. 40 ; 3. Thieme (R.D.A.), 10 sec. 53 ; 4. Echevin (Fr.), 10 sec. 58...

200 mètres. — 1. Mennea (It.), 20 sec. 42 ; 2. Borzov (U.R.S.S.), 20 sec. 61 ; 3. Rajamaki (Fin.), 20 sec. 97 ; 4. Sainte-Rose, (Fr.), 21 sec. 02...

400 mètres. — 1. Jenkins (G.-B.), 45 sec. 52 ; 2. Kukkoaho (Fin.); 45 sec. 56 ; 3. Peltrzyk (Pol.), 45 sec. 67 ; ... 6. Demarthon (Fr.), 46 sec. 77...

800 mètres. — 1. Ovett (G.-B.), 1 min. 46 sec. 6 ; 2. Fromm (R.D.A.), 1 min. 47 sec. 4 ; 3. Ponomarev (U.R.S.S.), 1 min. 47 sec. 6 ; — 6. Sanchez (Fr.), 1 min. 48 sec. 4...

1 500 mètres. — 1. Wessinghage (R.F.A.), 3 min. 39 sec. 1 ; 2. Malinowski (Pol.), *3 min. 39 sec. 8* ; 3. Clement (G.-B.), 3 min. 40 sec. 1 ; — 7. Gonzalez (Fr.), 3 min. 45 sec...

5 000 mètres. — 1. Foster (G.-B.), 13 min. 36 sec. 2 ; 2. Sellik (U.R.S.S.), 13 min. 42 sec. 8 ; 3. Kuschmann (R.D.A.), 13 min. 44 sec. 8 ; — 6. Gomez (Fr.), 13 min. 50 sec. 2...

10 000 mètres. — 1. Lieteritz (R.D.A.), 28 min. 37 sec. 2 ; 2. Black (G.-B.), 28 min. 42 sec. 2 ; 3. Cindolo (It.), 28 min. 48 sec. ; — 5. Tijou (Fr.), 28 min. 56 sec. 6...

110 mètres haies. — 1. Drut (Fr.), 13 sec. 57 ; 2. Munkelt (R.D.A.), 13 sec. 78 ; 3. Miasnikov (U.R.S.S.), 13 min. 88...

400 mètres haies. — 1. Pascoe (G.-B.), 49 sec. ; 2. Nallet (Fr.), 49 sec. 38 ; 3. Hewelt (Pol.), 50 sec. 59...

3 000 mètres steeple. — 1. Karst (R.F.A.), 8 min. 16 sec. 4 ; 2. Baumgartl (R.D.A.), 8 min. 17 sec. 6 ; 3. Malinowski (Pol.), 8 min. 18 sec. 6 ; — 7. Villain (Fr.), 8 min. 42 sec. 8.

Hauteur. — 1. Griegoriev (U.R.S.S.), 2,24 m ; 2. Poaniewa (Fr.), 2,22 m ; 3. Bell Schmidt (R.D.A.), 2,20 m...

Longueur. — 1. Cybulski (Pol.), 8,15 m ; 2. Podlouzny (U.R.S.S.), 7,92 m ; 3. Rieger (R.D.A.), 7,70 m ; — 6. Bonheme (Fr.), 7,51 m...

Perche. — 1. Kozarkiewicz (Pol.), 5,45 m ; 2. Kaliomaki (Fin.), 5,40 m ; 3. Isakov (U.R.S.S.), 5.40 m ; 4. Abada Fr.), 5.35 m.

Triple saut. — 1. Saneev (U.R.S.S.), 16,97 m ; 2. Valetudie (Fr.), 16,70 m ; 3. Sontag (Pol.), 16,32 m.

Poids. — 1. Capes (G.-B.), 20,73 m ; 2. Rothenburg (R.D.A.), 20,33 m ; 3. Volkin (U.R.S.S.), 19.47 m ; — 6. Brouzet (Fr.), 18,89 m.

Disque. — 1. Schmidt (R.D.A.), 63,16 m ; 2. Kahma (Fin.), 62,70 m ; 3. Neu Hein-Direck (R.F.A.), 62,20 m ; — 8. Chabrier (Fr.), 55,82 m.

Javelot. — 1. Grebnev Nikolai (U.R.S.S.), 84,30 m ; 2. Bielczyk Pietr (Pol.), 82 m ; 3. Hovinen Sepo (Fin.), 81,02 m ; — 8. Leroy Serge (Fr.), 74,68 m.

Marteau. — 1. Riehm (R.F.A.), 77,50 m ; 2. Dmitrenko (U.R.S.S.), 77,22 m ; 3. Sochse Jochen (R.D.A.), 76,04 m ; — 6. Accambray (Fr.), 69 m.

4×100 mètres. — 1. R.D.A., 38 sec. 98 ; 2. U.R.S.S., 39 sec. ; 3. Italie, 39 sec. 32 ; — 6. France, 39 sec. 84.

Relais 4×400 mètres. — 1. Grande-Bretagne, 3 min. 2 sec. 9 ; 2. Allemagne de l'Ouest, 3 min. 3 sec. 4 ; 3. Finlande, 3 min. 4 sec. 1 ; 4. France, 3 min. 6 sec. 3.

Classement final. — 1. R.D.A., 112 pts ; 2. U.R.S.S., 109 ; 3. Pologne, 101 ; 4. Grande-Bretagne, 83 (6 v.) ; 5. Allemagne de l'Ouest, 83 (3 v.) ; 6. Finlande, 83 (0 v.) ; 7. France, 80 ; 8. Italie, 68.

DAMES

100 mètres. — 1. Stecher (R.D.A.), 11 sec. 29 ; 2. Lynch (G.-B.), 11 sec. 37 ; 3. Szewinska (Pol.), 11 sec. 41 ; — 6. Telliez (Fr.), 11 sec. 63.

400 mètres. — 1. Szewinska (Pol.), 50 sec. 50 ; 2. Streidt (R. D. A.), 50 sec. 61 ; 3. Murray (G.-B.), 51 sec. 30 ; — 7. Darbonville (Fr.), 54 sec. 14.

800 mètres. — 1. Suman (Roum.), 2 min. 0 sec. 6 ; 2. Klapezynski (R. D. A.), 2 min. 0 sec. 7 ; 3. Tomova (Bulg.), 2 min. 1 sec. 1 ; — 6. Dubois (Fr.), 2 min. 2 sec. 4.

Disque. — 1. Melnik (U. R. S. S.), 66 m 54 ; 2. Hinzmann (R. D. A.), *64 m 72 ; 3. Menis Roum.), 63 m 60* ; — 8. Jarry (Fr.), 52 m 30.

Javelot. — 1. Fuchs (R. D. A.), 64 m 80 ; 2. Babich (U. R. S. S.), 61 m 88 ; 3. Mollova (Bulg.), 58 m 36 ; — 8. Bocle (Fr.), 47 m 64.

4 × 100 mètres. — 1. R. D. A., 42 sec. 81 ; 2. U.R.S.S., 43 sec. 10 ; *3. R. F. A., 43 sec. 58 ; ... 6. France,* 44 sec. 87.

200 mètres. — 1. Stecher (R. D. A.), 22 sec. 63 ; 2. Szewinska (Pol.), 22 sec. 84 ; 3. Richter (R. F. A.), 23 sec. 28 ; — 6. Tailliez (Fr.), 23 sec. 74.

1 500 mètres. — 1. Stotzer (R.D.A.), *4 min. 8 sec.* ; 2. Andrei (Roum.), 4 min. 8 sec. 4 ; 3. Kazankina (U. R. S. S.), 4 min. 8 sec. 9 ; — 8. Dubois (Fr.), 4 min. 16 sec.

100 mètres haies. — 1. Ehrhardt (R. D. A.), 12 sec. 83 ; 2. Rabsztyn (Pol.), 12 sec. 85 ; 3. Lebedieva (U. R. S. S.), 12 sec. 93 ; ...5. Prévost (Fr.), 13 sec. 50.

Hauteur. — 1. Ackermann (R.D.A.), 1 m 94 ; 2. Meyfarth (R. F. A.), 1 m 92 ; 3. Ioan (Roum.), 1 m 88 ; 4. Debourse (Fr.), 1 m 82.

Longueur. — 1. Alfeieva (U.R.S.S.), 6 m 76 ; 2. Striezel (R. F. A.), 6 m 56 ; 3. Curtel (Fr.), 6 m 36.

Poids. — 1. Adam (R. D. A.), 21 m 32 ; 2. Kravchevskaia (U.R.S.S.), 20 m 53 ; 3. Hristova (Bulg.), 20 m 24 ; ... 7. Bertimon (Fr.), 15 m 57.

4 × 400 mètres. — 1. R.D.A., 3 min. 24 sec. ; 2. Grande-Bretagne, 3 min. 26 sec. 6 ; 3. U. R. S. S., 3 min. 27 sec. ; ... 8. France, 3 min. 35 sec. 8.

Classement final. — 1. R. D. A., 97 pts ; 2. U. R. S. S., 77 ; 3. R. F. A., 64 ; 4. Pologne, 57 ; 5. Roumanie, 52 ; 6. Bulgarie, 47 ; 7. Grande-Bretagne, 39 ; 8. France, 35.

Automobilisme

GRAND PRIX D'AUTRICHE

1. Brambilla (March), vingt-neuf tours, 57 min. 59 sec. 69/100 ; 2. Hunt (Hesketh), 58 min. 23 sec. 72/100 ; 3. Pryce (Shadow), 58 min. 31 sec. 54/100 ; 4. Mass (McLaren), 59 min. 9 sec. 35/100 ; 5. Peterson (J. P. S.), 59 min. 20 sec. 20/100 ; 6. Lauda (Ferrari), *59 min. 26 sec. 97/100* ; 7. Regazzoni (Ferrari), 59 min. 35 sec. 76/100 ; 8. (à un tour) Scheckter (Tyrrell) ; 9. Fittipaldi (McLaren) ; 10. Watson (Surtees) ; 11. Depailler (Tyrrell) ; 12. Amon (Ensign) ; 13. Lunger (Hesketh) ; 14. Reutemann (Brabham) ; 15. Brise (Lola Hill) ; 16. (à deux tours) Stommelen (Lola Hill) ; 17. (à trois tours) Lella Lombardi (March) ; 18. (à quatre tours) Wunderink (Ensign).

CLASSEMENT PROVISOIRE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

1. Nikki Lauda (Autr.), 51,5 points ; 2. Carlos Reutemann (Arg.), 34 ; 3. Emerson Fittipaldi (Brésil), 33 ; 4. James Hunt (G.-B.), 28 ; 5. Carlos Pace (Brésil), 24 ; 6. Jodie Schekter (Afr. du Sud), 19 ; 7. ex aequo Clay Regazzoni (Suisse) et Jochen Mass (R.F.), 16 ; 9. Patrick Depailler (Fr.), 12 ; 10. Tom Pryce (G.-B.), 7 ; etc.

Hippisme

Le grand handicap de Deauville, disputé dimanche 17 août et servant de support au pari tiercé, a été remporté par Vagabonda, *suivi de* Trépan *et de* Barbotine. *La combinaison gagnante est 6-8-13.*

Motocyclisme

GRAND PRIX DE PESARO (Italie)

350 cm3. — 1. Johnny Ceccoto (Yamaha), 80 km à 141,093 km-h. de moyenne.

250 cm3. — 1. Ceccoto (Yamaha), 70 km à 136,002 km-h. de moyenne.

VINGT-QUATRE HEURES DE FRANCORCHAMPS (Belgique)

1 000 cm3. — 1. Roger Ruiz - Christien Huguet (Japauto), 3 812,4 km à 158,850 km-h. de moyenne.



JEUNESSE

La tournée d'un inspecteur de centres de vacances

SURVEILLER, MAIS SURTOUT CONSEILLER

De notre envoyé spécial

Vannes. — Pour M. Le Graët, directeur mais aussi inspecteur de la jeunesse et des sports du département du Morbihan, août n'est pas le mois du farniente. Le contrôle des activités des clubs de plage, des écoles de voile, la surveillance attentive des sessions « Connaissance de la France » et les tentatives d'animation de toutes sortes suffiraient à lui ménager une activité estivale bien remplie.

Mais tout cela n'est rien comparé aux quelque quatre cent soixante-dix séjours de vacances d'enfants et d'adolescents dont il doit surveiller la bonne marche pendant les mois de juillet et d'août. Les colonies de vacances (une centaine), les centre d'adolescents (plus de cent soixante), les camps de scoutisme (plus de cent) et quatre-vingts centres aérés (aujourd'hui rebaptisés centres de loisirs sans hébergement) : voilà le domaine dont il a *la charge*.

Voir tous ces centres de vacances ? Il n'en est pas question. Il faut bien que l'adjoint de M. Le Graët prenne ses vacances après avoir assuré cette tâche pendant le mois de juillet. Le département comptait jadis un troisième inspecteur de la jeunesse et des sports. Mais il a été appelé à d'autres fonctions il y a trois ans et aucun successeur n'est encore venu le remplacer.

C'est donc un homme seul qui assume en ce mois d'août la double mission de veiller à l'application de la législation à juste titre pointilleuse en matière de centres de vacances pour enfants et de mettre au point ou de susciter l'orientation pédagogique dans ces séjours.

Si l'on ajoute à toutes ces contraintes l'obligation de rendre visite aux centres dont le directeur ou l'un de ses adjoints est un stagiaire, on constate que la chance ou le risque de voir l'inspecteur est *assez mince pour la plupart* des camps et colonies. Trois ou quatre ans s'écoulent parfois entre deux visites de l'inspecteur.

Ce mois d'août M. Le Graët le consacre donc à ses devoirs ordinaires et extraordinaires : le matin à son bureau, il expédie les affaires courantes et tous les après-midi il parcourt en tous sens les routes de son département. Cette activité de routier n'est pas négligeable ; il sait qu'il faut ruser, éviter les flux de vacanciers, s'interdire certains parcours les jours de critérium cycliste ou de fête foraine s'il veut respecter son programme du mois : la visite d'une quarantaine de centres.

« Le renfort de collègues d'autres départements moins riches en séjours d'été serait une bonne chose », a-t-il suggéré plusieurs fois. Cet avis a été jugé judicieux mais l'absence de crédits en rend la réalisation difficile.

L'inspecteur n'est pas un gendarme ou un limier. Le conseiller pédagogique qu'il veut être avant tout a donc de quoi sourire devant la déférence un peu fébrile ou le *sourire crispé de certains directeurs* lorsqu'il « débarque » — toujours inopinément — dans leur domaine. Rien de plus radical pour dissiper cette impression initiale que d'entrer aussitôt dans le vif du sujet : *« Allons faire un tour au réfectoire. Les cuisines ont été transformées, me semble-t-il. Est-ce qu'on ne pourrait pas songer à aménager de petites unités dans ce grand réfectoire ? »* Un coup d'œil sur les menus de la semaine et *dans le congélateur pour* voir si l'économe ne cède pas trop à la facilité et l'on passe à autre chose : infirmerie, dortoirs, bloc sanitaire.

Une piste rapide

La visite est rapide, car l'inspecteur, *loin d'être négligent, connaît* chaque recoin de cette colonie et des cent dix autres locaux implantés dans son département. Il remarque et apprécie du premier *coup d'œil les aménagements qu'il* avait suggérés lors de sa précédente visite ou que des gestionnaires soigneux réalisent plus ou moins rapidement dans des locaux qui, *souvent*, datent *sérieusement*. Jouant en général le conseiller en architecture bénévole, l'inspecteur se fait plus ferme lorsque les conditions d'hygiène ou de sécurité *ne sont pas respectées : « Trois lits de moins par dortoir ne ferait pas de mal. Je vois que l'accès à cet escalier de secours n'est guère plus facile qu'il y a deux ans. »*

Une fois sûr que le cadre matériel est satisfaisant pour la sécurité et aussi favorable que possible à l'épanouissement des enfants, c'est de l'encadrement que s'occupe l'inspecteur. *La paperasserie administrative* peut avoir du bon puisqu'en examinant et en visant le certificat de non opposition qui autorise l'implantation du séjour, les carnets du directeur et des animateurs (c'est ainsi que l'on appelle désormais les anciens « moniteurs »), il est facile d'engager le dialogue sur l5organisation et les finalités des activités. Sans grands mots chacun fait part de ses certitudes ou de ses doutes. *« Est-ce que je dois tout axer sur la voile ? ou donner plus d'importance à la découverte du milieu ? »*

Ecoutant, approuvant, nuançant, suggérant, rectifiant, c'est au cours de cet échange de vues à bâtons rompus que l'inspecteur remet à jour son opinion sur le centre visité et *pose les jalons de cette sorte « d'art de vivre en colonie de vacances »* que son expérience lui fait paraître souhaitable et réalisable.

Mais il se garde bien des vues trop générales. Ce qui est vérité sous le toit solide d'une colonie de vacances n'est-il pas erreur sous la toile des tentes d'un camp d'adolescents de quatorze à dix-huit ans ? *« Pas de problème ? »* Non, si l'on en croit Marie-Claire, directrice heureuse d'un camp d'une quarantaine d'adolescentes. *« Bien sûr, ce serait mieux si le camp était mixte et si on ne dépendait pas pour les installations en dur de la « colo » voisine. Mais enfin... »*

Autre son de cloche chez Dominique, chargé de faire « tourner » *un camp de cent soixante-dix* adolescents difficiles où les cas sociaux ne manquent pas : *« C'est trop beau pour eux »*, dit-il à propos des installations modernes et fonctionnelles dont-ils disposent.

Mixité ? Dirigisme ou libéralisme ? Les débats prennent un tour plus vif lorsqu'il s'agit des camps d'adolescents. L'inquiétude, la colère ou les doléances des directeurs et des animateurs sont souvent assénées à l'inspecteur, qui doit tour à tour se faire juge de paix, sociologue, voire un peu « sexologue », pour suggérer à chacun la voie à suivre.

Maîtriser les petits psychodrames qui éclatent parfois à l'occasion de l'inspection sans pour autant oublier de jeter un coup d'œil sur le livre de comptes de l'intendant (*« comment faites-vous pour obtenir un prix de journée de loin inférieur à la moyenne ? »* et sur le cahier des soins journaliers de l'infirmerie, de vérifier les effectifs, l'encadrement, les conditions de sécurité, telle est la gageure qu'il faut à chaque fois tenir.

Voilà pour la routine. Si un accident survient ou une fugue (d'enfant ou d'animateur), si quelque propriétaire de résidence secondaire se plaint parce qu'il se découvre soudain le voisin de cent cinquante « petits monstres » qui troublent sa sieste, c'est encore à l'inspecteur qu'on fera appel. Il ne reste donc à M. Le Graët que les fins de semaine pour souffler un peu ? Oui, à condition qu'il ne soit pas accaparé par l'inauguration d'un nouveau terrain de sport, comme ce fut le cas le 15 août.

MICHEL KAJMAN.

JUSTICE

LE RAPPORT SUR L'AFFAIRE PORTAL EST REMIS AU GARDE DES SCEAUX

La commission d'enquête spéciale chargée, le 22 février dernier, d'examiner l'ensemble des éléments des diverses procédures de l'affaire Portal vient de remettre son rapport à M. Jean Lecanuet, garde des sceaux.

Dans un communiqué, la chancellerie, qui annonce la publication de ce rapport pour ce lundi 18 août, estime que les conclusions de la commission *« confortent le gouvernement dans sa volonté de promouvoir une réforme profonde de la saisie immobilière »*. Elle indique aussi qu'elle recherche *« dans quelle mesure il est possible de donner une solution satisfaisante aux questions posées par les actes de notoriété et les ordonnances d'envoi en possession des successions »*.

LES PARENTS DE JEAN-CLAUDE SAINT-AUBIN DEMANDENT L'INTERVENTION DE M. LECANUET

Par l'intermédiaire de M. Léon Héritier, maire de Fréjus, M. et Mme Saint-Aubin ont remis à M. Michel Poniatowski, qui inaugurait, vendredi 15 août à Saint-Raphaël, le mémorial à la gloire de l'armée d'Afrique, une lettre dans laquelle ils demandent au ministre de l'intérieur d'attirer l'attention de M. Jean Lecanuet, ministre de la *justice*, afin de *« faire la lumière sur toutes les causes mystérieuses »* de l'accident mortel dont leur fils, Jean-Claude, vingt-deux ans, et sa fiancée, Dominique Kaydasch, dix-huit ans, ont été victimes, le 5 juillet 1964, sur la R.N. 7, près de Puget-sur-Argens (Var).

M. et Mme Saint-Aubin soutiennent depuis onze ans que la voiture de leur fils, heurtée par un camion militaire, a pu être confondue avec celle d'activistes de l'O.A.S. Dans cette affaire, un non-lieu a été récemment rendu en faveur d'un officier de gendarmerie inculpé de faux témoignage (*le Monde* du 14 août).

● *Le dernier des cent quatre inculpés* dans les affaires des deux tiercés truqués — le prix Bride-Abattue couru en décembre 1973 à Auteuil et le prix de Talhouet-Roy, disputé également à Auteuil, en novembre 1969 — a été remis en liberté, jeudi 14 août, par *M. Jean Michaud*, le magistrat chargé de ces deux dossiers qui sont actuellement joints : il s'agit d'un gérant de bar de Toulon, M. Jean-Louis Fargette, arrêté le 7 juillet dernier.

FAITS DIVERS

Dans la Manche

UN ENFANT SUCCOMBE AUX SÉVICES QUE LUI FAISAIT SUBIR SON COUSIN

Un enfant âgé de treize ans, Patrice André, est mort, dimanche 17 août, à Ecoquenéauville (Manche), des suites des sévices que lui faisait subir son cousin, Christian Jouvin, trente et un ans, ouvrier agricole, chez qui il passait ses vacances.

Depuis quinze jours, Patrice était séquestré et torturé par Christian Jouvin qui lui reprochait de lui avoir dérobé 150 F.

Le corps de l'enfant, découvert par les gendarmes, portait la trace de nombreux coups, et des marques relevées sur les chevilles et les poignets prouvent qu'il fut attaché pour êtr frappé.

Christian Jouvin devait être déféré ce lundi au parquet de Cherbourg tandis que son épouse a été laissée en liberté, car elle élève quatre enfants en bas âge.

A Paris

HOLD-UP AU PLAZA-ATHÉNÉE

Une agression a été commise par quatre gangsters, ce lundi 18 août vers 5 heures du matin, à l'hôtel Plaza-Athénée, 25, avenue Montaigne, à Paris (8e).

Masqués et armés de pistolets, les malfaiteurs ont menacé les quatre employés de service et les ont contraints à descendre dans la salle des coffres où les bandits se sont emparés de l'argent, des devises étrangères et des bijoux qui s'y trouvaient, avant de s'enfuir en voiture.

Il n'est pas possible pour l'instant d'évaluer la valeur du butin emporté par les malfaiteurs car tous les clients de l'hôtel qui avaient demandé à disposer d'un coffre-fort n'ont pu encore être informés de l'agression.

● *Trois jeunes Français ont été arrêtés*, samedi 16 août, à Ljubljana (Yougoslavie), après un hold-up dans une banque. Ils ont êti appréhendés alors qu'ils s'enfuyaient en moto avec 19 000 dinars (4 800 francs) volés.

Il s'agit de Patrick Lamouret, vingt ans, de son frère Guy-Pierre, dix-neuf ans, et d'un jeune homme âgé de dix-sept ans. — (A.F.P., A.P.)

Dans un bar du Val-d'Oise

UN POLICIER D'ORIGINE ANTILLAISE EST GRAVEMENT BLESSÉ PAR QUATRE CONSOMMATEURS

Quatre hommes ont grièvement blessé, pendant la nuit du 15 au 16 août, à coups de matraque et nerf de bœuf, et de débris de verre, un gardien de la paix, M. Jean-Baptiste Jean-Gilles, vingt-quatre ans, d'origine antillaise, qui se trouvait, en dehors de son service, dans le bar-discothèque « La grange cachée », à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). Les agresseurs, Patrick Litvenko, vingt-deux ans, démonstrateur, Claude Beve, trente-quatre ans, gérant de l'établissement, Daniel Demote, trente-trois ans, loueur de chevaux, et Cyrille Wassong, vingt ans, barman, inculpés de coups et blessures volontaires et de port d'armes prohibées, ont été écroués à la maison d'arrêt de Pontoise.

Selon les consommateurs, M. Jean-Gilles, qui est gardien de la paix dans le sixième arrondissement, à Paris, aurait exhibé plusieurs fois son pistolet de service armé et menacé un client de le « descendre ». Au contraire, les trois personnes qui accompagnaient M. Jean-Gilles, toutes d'origine antillaise, affirment qu'il ne portait pas d'arme, et qu'elles ont vu plusieurs personnes frapper leur compagnon avant de s'enfuir. Les trois hommes soutiennent, en outre, que l'affaire s'est déroulée dans un climat de « racisme anti-flic et de racisme tout court ».

A Cormeilles-en-Parisis

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE APRÈS LA MORT D'UNE FILLETTE DANS UN SUPER-MARCHÉ

Une enquête judiciaire, ouverte après la mort d'une fillette âgée de trois ans, n'a pu encore déterminer dans quelles circonstances exactes cette fillette, Sophie Goddefroy, a péri, jeudi en fin de matinée, électrocutée, alors qu'elle se trouvait à côté d'appareils électriques pour enfants, dans un supermarché Unimag, 22, avenue Foch, à Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise).

Un expert a été désigné par le tribunal de Pontoise pour examiner les appareils en cause : un cheval à bascule et une motocyclette, entre lesquels Sophie s'est soudain effondrée. Une cliente est alors intervenue, et a conduit la fillette dans une pharmacie voisine, où les pompiers ont tenté en vain de la ranimer. Des médecins n'ont pu que confirmer la mort par électrocution.

● *Aux Etats-Unis*, de violents incendies ont ravagé dimanche 17 août, aux abords de Philadelphie, deux raffineries de la compagnie Gulf Oil. Sept personnes sont portées disparues, sept autres ont été hospitalisées. Ces deux sinistres, qui se sont déclarés à quelques heures d'intervalle, seraient d'origine accidentelle. — (A.F.P.)

● *Peinture contre nudistes en Corse.* — Plusieurs jeunes gens appartenant à une « association de lutte contre la pollution des plages par l'exhibitionnisme » ont recouvert de peinture, samedi 16 août, deux nudistes qui prenaient le soleil sur la plage de Pianotoli-Caldarello, au sud de la Corse. Après une course poursuite mouvementée sur la plage, les jeunes gens avaient réussi à cerner deux membres d'un groupe de nudistes et les avaient copieusement enduits de peinture de couleur.

CORRESPONDANCE

« Un individu louche »

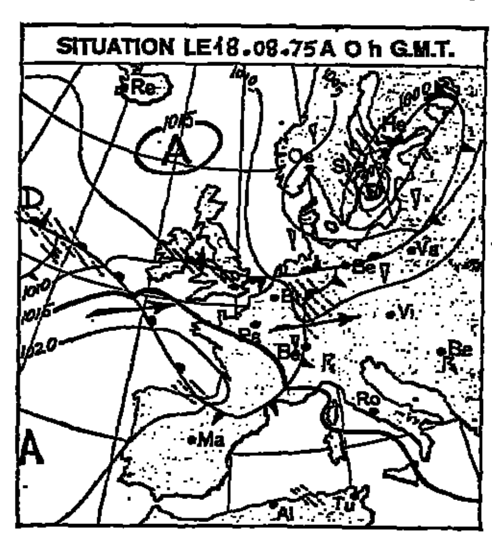
Un militant du Syndicat national des chercheurs scientifiques (section de Strasbourg-ville), nous a adressé le témoignage suivant :

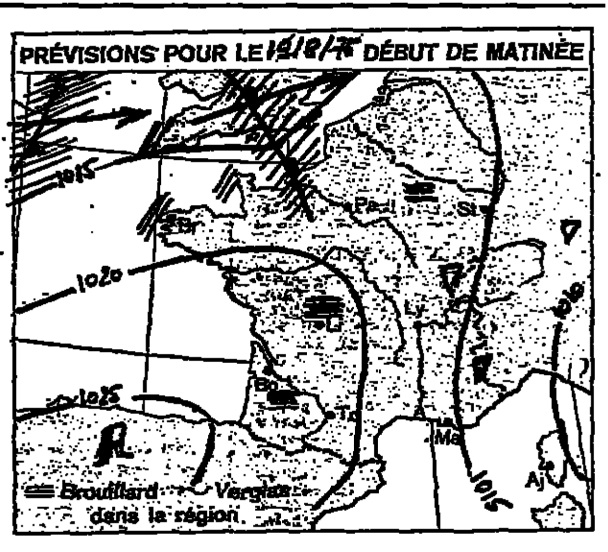
Dans la nuit du 5 au 6 août, M. G. Sirockin, citoyen britannique, quitte l'appartement d'amis chez lesquels il a passé la soirée. Dans la cour de l'immeuble, deux individus l'agressent et le rouent de coups de matraque. A la suite des appels à l'aide de M. Sirockin, son ami, infirme, tente d'intervenir, mais se fait brutalement repousser. Les agresseurs sont, en fait, deux agents de police qui conduisent M. Sirockin au commissariat central de Strasbourg, d'où, après quelque temps, celui-ci est libéré après un contrôle d'identité. D'après le commissaire de service, l'histoire est banale : des agents ont interpelle un individu louche en état d'ivresse dans une voiture. La réalité : la voiture est un vélo (qui, de plus est, a été saisi !). L'ivresse ? Pourquoi ne pas avoir effectué d'alcootest ? De constat d'infraction ? Point. Quant à l'individu louche, M. Sirockin est un microbiologiste de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

Une version aussi délibérément fausse et ridicule d'une histoire, hélas ! quelconque de nos jours, témoigne malheureusement du mépris dans lequel les autorités policières tiennent les citoyens et leurs organisations politiques et syndicales.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 août à 0 heure et le mardi 19 août à 24 heures :

A l'arrière des perturbations orageuses qui ont traversé la France, une hausse du champ de pression se produira sur notre pays.

La perturbation suivante, située à l'ouest de l'Irlande, aura une trajectoire plus septentrionale. Il en résultera une amélioration temporaire sur la France.

Mardi, seule la bordure méridionale de la nouvelle perturbation *apportera des nuages assez abondants* du nord de la Loire à la frontière belge, avec quelques faibles pluies isolées près des côtes et dans le l'intérieur de la France, après la dissipation des brumes o des brouillards matinaux, ceux-ci étant France, après la dissipation des brumes ou des brouillards matinaux, surtout localisés de la Champagne au Bassin aquitain, le temps sera ensoleillé avec des nuages passagers. Ces derniers, temporairement plus développés sur le Jura et le nord *des Alpes, pourront y donner quelques* rares averses résiduelles.

Les vents s'orienteront au sud-ouest, en Bretagne et en Manche, et seront encore assez forts, de secteur nord, sur les régions méditerranéennes ; ailleurs, ils seront faibles.

Les températures maximales de la journée de mardi seront en hausse.

Lundi 18 août, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 014,1 millibars, soit 760,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 août ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18) : Ajaccio, 28 et 19 degrés ; Biarritz, 27 et 19 ; Bordeaux, 24 et 13 ; Caen, 23 et 16 ; Cherbourg, 19 et 16 ; Clermont-Ferrand, 23 et 15 ; Dijon, 23 et 16 ; Grenoble, 28 et 16 ; Lille, 22 et 14 ; Lyon, 28 et 15 ; Marseille, 31 et 21 ; Nancy, 23 et 16 ; Nantes, 24 et 17 ; Nice, 27 et 20 ; Paris-Le Bourget, 24 et 16 ; Perpignan, 31 et 22 ; Strasbourg, 24 et 17 ; Tours, *27 et 18 ; Toulouse, 30 et 14 ; Pointe-à-Pitre*, 25 et 22 ; Boulogne, 18 et 15 ; Deauville, 21 et 16 ; Royan-La Coubre, 22 et 17 ; Sète, 31 et 20 ; Cannes, 27 et 20 ; Saint-Raphaël, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 22 et 11 degrés ; Athènes, 30 et 21 ; Bonn, 21 et 15 ; Bruxelles, 22 et 13 ; Le Caire, 33 et 25 ; Iles Canaries, 27 et 22 ; Copenhague, 20 et 11 ; Genève, 23 et 16 ; Lisbonne, 28 et 18 ; Londres, 24 et 15 ; Madrid, 34 et 16 ; Moscou, 23 et 15 ; New-York, 29 et 20 ; Palma-de-Majorque, 31 et 20 ; Rome, 28 et 20 ; Stockholm, 20 et 10 ; Alger, 30 et 19 ; Tunis, 32 et 23 ; Casablanca, 26 et 18 ; Barcelone, 29 et 22 ; Dakar, 29 et 27 ; Eilath, 38 et 28.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des *16 et 17 août 1975* :

UN DECRET

● Relatif à la composition du Comite national des prix.

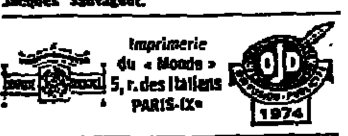
UN ARRETE

● Relatif aux modalités des concours organisés en vue de l'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de pharmacien résident.

UNE *CIRCULAIRE*

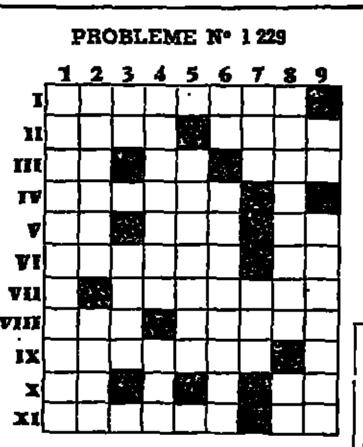
● Relative à la consultation de la mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 229



HORIZONTALEMENT

I. L'objet théorique d'un noble amour. — II. Il a eu des idées lumineuses ; Agent de publicité. III. Pronom ; Plus en place (épelé) ; Abréviation. — IV. Esclaves noirs. — V. Coin chaud dans la région des côtes (épelé) ; Lettres d'introduction ; Abréviation. — VI. A le geste auguste ; Fin de participe. — VII. Courantes. — VIII. Ne vagit point en son jeune âge ; Signe conventionnel. — IX. Sont bien armés pour défendre leur fragile parure. — X. Ne saurait clore une phrase ; Nous ignorons totalement son âge. — XI. Très approchables ; Possessif.

VERTICALEMENT

1. Leurs ouvrages sont feuilletés avec plaisir. — 2. Partie d'une chambre qui était utilisée comme salon ; Marque sa préférence. — 3. Points cardinaux ; Petites prisons. — 4. Plus très nets ; Atome. — 5. Etat d'une chose fort mince. — 6. Durée d'une révolution astrale ; Iras éventuellement te promener. — 7. Fin de participe ; Sont cossus. — 8. Etablie en présence d'un officier ; Peut calmer très provisoirement l'impatience d'un roquet exigeant. — 9. Refus d'insulaires ; Ne sera pas content.

Solution du problème n° 1 228

Horizontalement

I. Heure ; Ios. — II. Ignorance. — III. Elision. — IV. Rit ; Or. — V. Sénateur. — VI. Besace ; Rá. — VII. Lés. — VIII. No ; Se ; Ad. — IX. Démission. — X. Etau ; Id. — XI. Sa ; Misère.

Verticalement

1. Hier ; Bandes. — 2. Eglise ; Oeta. — 3. Unités ; Ma. — 4. Ros ; Na ! ; Slum. — 5. Ericacées. — 6. Aorte ; Sis. — 7. Inn ; Laide. — 8. Oc ; Urédo. — 9. Sémeras ; Née.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

LA XIIe FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

LA douzième Foire internationale d'Alger (F.I.A.) va ouvrir ses portes le 25 août sur son emplacement habituel, aux Pins-Maritimes, à 25 kilomètres environ à l'est d'Alger. Cette manifestation, qui se classe au sixième rang dans le monde dans sa catégorie, a pris au fil des années une importance qui dépasse largement le cadre économique. Elle occupe dans le bassin méditerranéen et dans le monde arabe une place de tout premier plan.

« Baromètre du progrès », « Vitrine de l'Algérie », « Jalon dans la marche au développement économique », « Miroir des trois révolutions algériennes » *(industrielle, agricole, culturelle), les expressions qui sont employées à son propos illustrent bien le rôle politique que les dirigeants algériens lui attribuent. Si la Foire a pour but premier de faciliter et de développer les échanges commerciaux tant extérieurs qu'intérieurs, elle répond aussi à d'autres ambitions. Elle occupe une place de choix dans la panoplie dont s'est doté le régime en vue de réaliser d'ici à 1980 le « décollage économique » du pays dans une perspective socialiste.*

Cette volonté n'est pas nouvelle, mais elle n'a cessé de se préciser et de croître. Depuis 1964, date de sa création, la Foire internationale d'Alger a connu un développement constant. Ses débuts furent modestes et elle ne couvrit à l'origine qu'une trentaine d'hectares, à proximité de l'aéroport de Dar-El-Beida. Elle devait être ensuite transférée sur son emplacement actuel où elle occupe plus de 200 hectares. Cette année encore, un nouveau parc d'exposition de 30 000 m2 est venu s'ajouter aux anciens. Il est entièrement consacré au matériel agricole et de travaux publics. Les autres installations ont fait l'objet d'importants agrandissements.

En 1964, treize pays étrangers avaient fait le déplacement d'Alger. Ils sont cinquante-trois cette année. Parmi les nouveaux venus figurent des Etats qui viennent d'accéder à l'indépendance comme le Mozambique, les Comores, les îles du Cap-Vert dont les mouvements de libération avaient assisté aux foires précédentes. La participation africaine s'est encore renforcée : la Somalie, le Tchad, le Dahomey, le Zaïre, sont présents. D'autres ont suivi leur exemple comme le sultanat d'Oman, les Emirats arabes unis, le Mexique.

Bien des raisons expliquent ce succès. Elles sont économiques et politiques : l'Algérie est entrée dans la deuxième année de réalisation de son second plan quadriennal qui va de 1974 à 1977. Les investissements réalisés durant cette période doivent atteindre au maximum 85 milliards de dinars et au maximum 110 milliards (130 milliards de francs). Voilà de quoi susciter l'intérêt des pays industrialisés et l'on comprend que la France, qui multiplie les efforts en direction du tiers-monde, ait décidé cette année de doubler la superficie de son pavillon (lire page 10). Il y a plus. L'Algérie fait figure de champion des pays en voie de développement. Cela explique la présence d'un nombre croissant de pays africains et arabes et n'est pas sans influence sur le niveau et la qualité de la participation de certaines grandes puissances. Le fait n'est pas nouveau. La Foire de 1964 avait été marquée par la concurrence que s'étaient livrée la Chine et l'Union soviétique. Pour plaider leur cause, les pays exposants doivent cependant compter avant tout sur la solidité et la fiabilité des matériels qu'ils présentent plus que sur des arguments d'ordre idéologique. La réputation des Algériens en ce domaine n'est plus à faire et la Foire n'est pas pour eux une simple manifestation de prestige. Des affaires s'y traitent, portant sur des sommes importantes. Les produits de consommation sont quasiment exclus au profit des biens d'équipement, des machines, des véhicules, de l'outillage. Pour les responsables algériens, c'est une occasion de découvrir les matériels les mieux adaptés à leurs besoins, de les comparer, de les tester, tout en gardant sans cesse à l'esprit la nécessité de trouver des débouchés aux produits nationaux.

Car l'Algérie fabrique aussi, et de plus en plus. La Foire, c'est son second rôle, constitue l'endroit idéal pour faire connaître ces productions. Toutes les sociétés nationales y ont leur stand, et chaque année voit apparaître de nouvelles réalisations dues aux progrès de l'industrialisation : objets en plastique, porcelaine, profilés et tubes d'acier, meubles, conserves alimentaires... Le but, dans tous les domaines, est de produire assez pour répondre aux besoins locaux et éviter de dépenser des devises pour acquérir des biens de consommation. Mais dans certains secteurs, l'Algérie a maintenant l'ambition légitime d'exporter autre chose que des matières premières.

Cette présentation des progrès accomplis, des efforts faits pour changer les structures économiques et sociales et pour réaliser une société plus juste ne vise pas seulement les visiteurs étrangers. La Foire constitue la plus importante manifestation populaire d'Algérie. Elle reçoit près de 3 millions de visiteurs venus de tous les coins du pays. Rares sont les Algérois qui n'y passent pas au moins un après-midi ou une soirée. Tout est fait d'ailleurs pour les attirer et notamment la mise en place d'une animation culturelle de qualité. Pour les dirigeants il y a là un moyen privilégié de faire progresser dans la conscience des visiteurs les options du régime. La Foire avait été placée en 1974 sous le signe du vingtième anniversaire de l'insurrection. Elle occupe cette année une place de choix dans la célébration du dixième anniversaire du « redressement révolutionnaire » qui conduisit au pouvoir le président Boumediène.

DANIEL JUNQUA.

Un outil au service de l'industrialisation

« *LA Foire internationale d'Alger se classe parmi les cinq ou six manifestations analogues les plus importantes du monde, par la superficie, le nombre des participants et le volume des affaires traitées* », aime à rappeler M. Norbert Ségard, en soulignant l'intérêt qu'elle présente pour les industriels français. Prêchant l'exemple, le ministre français du commerce extérieur visitera, comme l'an dernier, le pavillon français, dont la superficie a doublé. Il convient aussi de signaler que, d'une façon générale, 99 % du matériel exposé est vendu sur place, et que les commandes passées aux exposants peuvent atteindre des sommes considérables. Ainsi, en 1974, le stand suédois avait enregistré, dès le troisième jour, une commande de machines-outils de deux millions de dollars.

Modernité et efficacité

Faisant écho à M. Ségard, M. Mohamed Farrah, directeur de l'ONAFEX (*Office national des foires et de l'expansion commerciale*), se félicite que les participants étrangers et français, en particulier, ont maintenant bien compris les besoins d'une Algérie tendue vers l'industrialisation. Originaire du Sud-Algérien, dont il a conservé le sens de la tradition et de l'hospitalité, M. Ferrah a ajouté à ces qualités celles de la modernité et de l'efficacité. Il a ainsi réussi à faire de la F.I.A. un instrument à plusieurs facettes. Le temps paraît loin où la Foire, de faible superficie, faisait ses premières armes non loin de l'aéroport de Dar-el-Beida (Maison-Blanche). Depuis, elle s'est installée aux Pins-Maritimes, dans un site superbe, face à la mer. Tandis que, d'année en année, les pavillons s'étendent en nombre et en surface, les structures d'accueil — restaurants, snacks, rôtisseries, garderies d'enfants, aires de jeux — ont été améliorées pour répondre aux demandes de quelque deux millions de visiteurs.

Un rôle militant...

A l'origine, la Foire se limitait à exposer les réalisations nationales. Avec le temps, elle est devenue, comme ses sœurs européennes, un événement économique de premier plan. Mais elle joue en outre de multiples rôles. « *Et d'abord, un rôle militant,* nous dit M. Ferrah, *en ce sens qu'elle est un outil idéal pour la politique d'industrialisation de l'Algérie car nous donnons la priorité aux besoins du pays en équipement.* » Etayant son propos, il poursuit : « *Je me souviens de la déception éprouvée, il y a quelques années, par la reine du Népal lorsqu'elle avait découvert qu'il n'y avait pas de parfums au pavillon français mais surtout des machines et du matériel lourd.* »

La F.I.A., explique-t-il encore, est un phénomène sociologique qui n'a cessé de prendre de l'ampleur. Vitrine de l'Algérie en développement, elle est également un musée vivant du monde extérieur. Elle favorise ainsi la confrontation non seulement entre les produits algériens mais encore entre les productions du tiers-monde et celles des pays industrialisés. Le grand public y découvre les potentialités du pays, tout en s'informant de ce qui se passe dans le monde. La F.I.A. n'est pas seulement un baromètre : c'est un aiguillon dans la mesure où elle incite les sociétés nationales algériennes à améliorer leurs produits, à accroître leur productivité et à serrer leurs prix.

... et pédagogique

Son rôle pédagogique est également essentiel, comme en témoigne, entre autres, le vaste et beau pavillon de l'agriculture et de la révolution agraire — véritable exposition dans l'exposition — qui s'efforce de sensibiliser le public à un certain nombre de problèmes. Ici, des maquettes montrent les effets de l'érosion et de la désertification; là, elles expliquent *les moyens d'y remédier par le* reboisement, « devoir national ». La comparaison des deux paysages est particulièrement éloquente...

La F.I.A. est, enfin, une manifestation politique par les contacts qu'elle permet d'établir avec les ministres ou les hauts fonctionnaires des pays participants, qui profitent de l'occasion pour se rendre en Algérie. C'est ainsi, par exemple, qu'est née l'idée de jumeler les foires d'Alger et de Dakar. Cette initiative sans précédent ne constitue par une simple manifestation d'amitié entre deux Etats ; elle répond à un dessein plus vaste : multiplier les contacts et les communications dans tous les domaines pour donner des assises concrètes à la coopération inter-africaine et arabo-africaine. C'est le même esprit qui a présidé, l'an dernier, à l'organisation, dans le cadre de la F.I.A., du premier « séminaire des directeurs de pavillons africains aux foires et expositions internationales ».

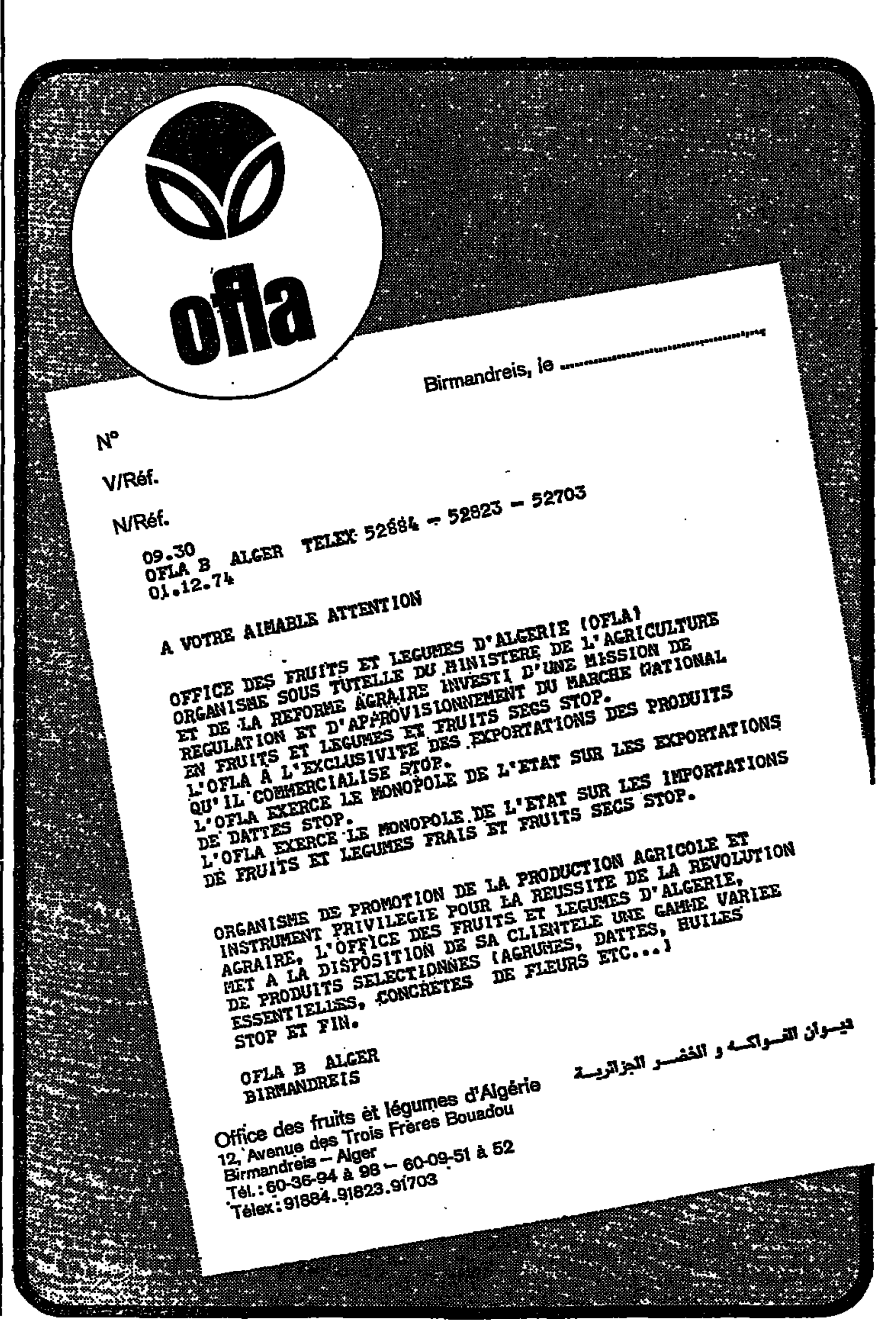
Un forum culturel

Son objectif, précise M. Farrah, qui a présidé les travaux, était d'augmenter le nombre de foires du continent et d'améliorer leur fonctionnement, car, dans les pays du tiers-monde, elles constituent de précieux instruments de développement et de coopération. De même, cette année, sera mise à profit pour préparer la deuxième foire panafricaine — la première ayant eu lieu en 1972 à Nairobi, — qui se tiendra en 1976 à Alger avec, espère-t-on, une participation record.

PAUL BALTA.

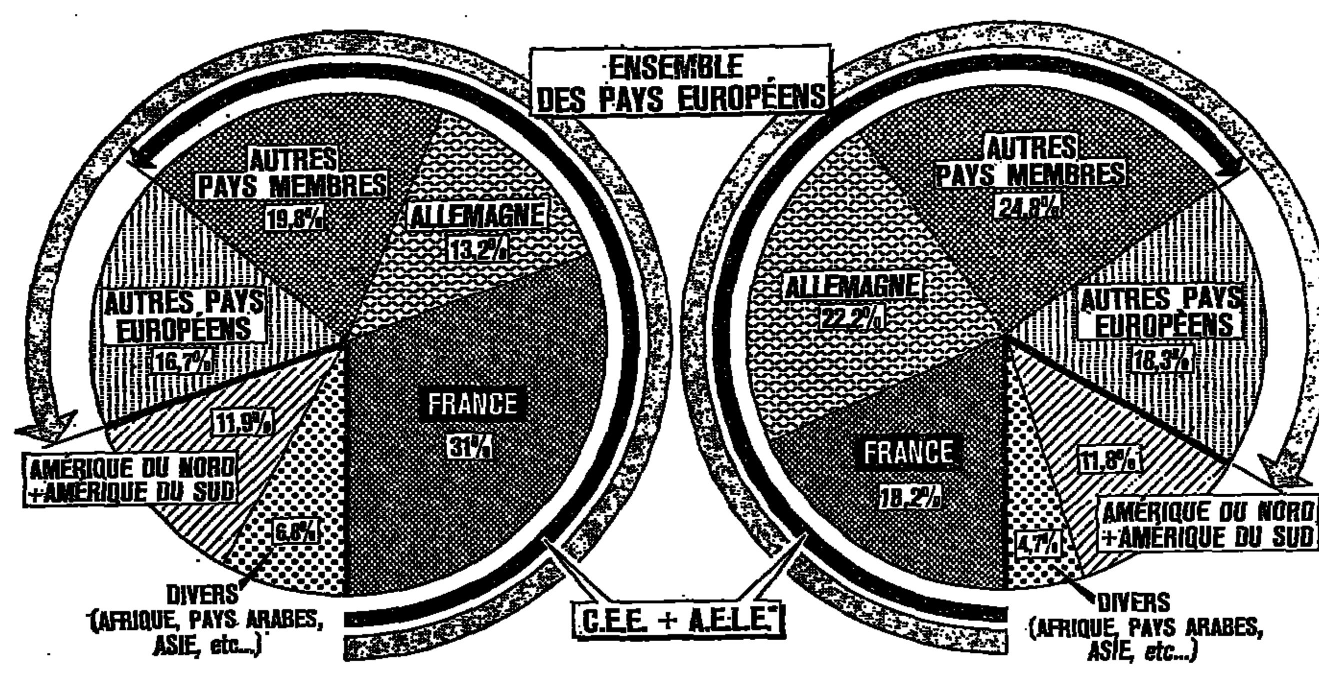
(Suite page 14.)

LIRE





L'EUROPE RESTE LE PARTENAIRE PRINCIPAL DE L'ALGÉRIE



IMPORTATIONS (1974) **EXPORTATIONS (1974)**

(*) *Association économique de libre-échange*
Source : Ministère algérien du commerce (1974)

LE volume total du commerce extérieur algérien a presque triplé en quatre ans, de 1970 à 1974, passant de 11,185 milliards de dinars à 31 milliards de dinars (1). Cet accroissement est encore plus spectaculaire si l'on prend comme référence le chiffre de 1965, qui était de 6,460 milliards de dinars. Ce chiffre, si élevé soit-il, est en retrait par rapport aux prévisions faites. Le décalage est sans aucun doute imputable au retard intervenu dans le lancement effectif du second plan quadriennal. L'importation de biens d'équipement n'a été cependant que différée et, en ce domaine au moins, il n'est pas impossible que les responsables algériens rattrapent le retard pris. Ils espèrent atteindre l'objectif fixé pour 1975, qui prévoit pour le volume total des échanges le chiffre de 44,5 milliards de dinars dont 20 milliards d'exportations. C'est ce dernier but qui sera sans doute le plus difficile à atteindre.

Le commerce extérieur algérien présente trois traits principaux : les importations se caractérisent par la prédominance des biens d'équipement ; les exportations sont dominées par la vente des hydrocarbure. ; la plus grande partie des échanges se font encore avec les pays de la Communauté économique européenne, la France venant en tête suivie de l'Allemagne fédérale. La volonté des dirigeants de diversifier les partenaires porte cependant lentement ses fruits. L'Algérie réalise prés de 15 % de ses échanges avec les pays socialistes d'Europe et d'Asie, et 10,5 % avec l'Amérique du Nord. Elle entretient au total des relations commerciales avec plus d'une centaine de pays.

(1) Chiffre provisoire communiqué par les douanes algériennes.

UNE PARTICIPATION RECORD

JAMAIS la France n'a eu une participation aussi importante dans une foire internationale C'est une sorte de record que les dirigeants du Comité français des manifestations économiques à l'étranger (1) sont en train de battre. La superficie des installations qui accueilleront dans quelques jours les industriels français qui ont décidé de se rendre à Alger a été doublée : elle passe de 7 000 mètres carrés à 14 000. La décision de consentir l'effort financier nécessaire à l'extension du pavillon a été prise en juin seulement, sous la pression des entreprises françaises. A côté de l'ancien bâtiment de 2 300 mètres carrés édifié en 1970 s'élève désormais une autre construction, qui couvre 3 000 mètres carrés. Son montage constitue un petit exploit. La canicule qu'a connue la France au mois d'août n'a pas épargné l'Algérie et les ouvriers ont dû manipuler des tubes et des tôles brûlantes pour assembler ce hall d'exposition entièrement métallique.

L'accélération des échanges économiques entre Paris et Alger, entraînée par la mise en œuvre du nouveau plan quadriennal algérien, la « normalisation » des relations politiques illustrée par la visite de M. Giscard d'Estaing en avril dernier, expliquent l'engouement des industriels français pour un pays qu'ils ont longtemps négligé : la France participe de façon régulière à la Foire seulement depuis 1970 et si, en 1972, à la suite de la crise pétrolière entre les deux pays, un courant d'échanges d'une certaine importance a pu être maintenu, c'est surtout grâce aux efforts de la Fédération française des industries mécaniques auprès de ses adhérents. En 1975, cet organisme a été rejoint par la Fédération nationale des industries électriques et électroniques, qui, pour la première fois, prend en charge un stand d'exposition collectif présentant les réalisations françaises dans cette branche industrielle.

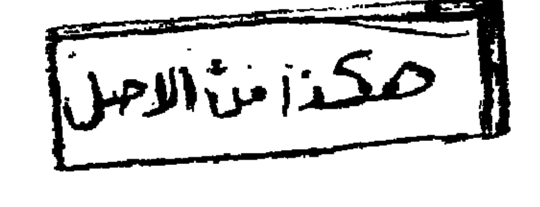
Au total, 194 firmes seront à Alger dans les 140 stands organisés. 30 % d'entre elles participent pour la première fois à cette manifestation. 179 secteurs professionnels sont ainsi présentés. Les industries mécaniques et de transformation des métaux se taillent une fois encore la part du lion. Un effort particulier a été fait en direction du matériel agricole pour répondre aux besoins des coopératives nées de la révolution agraire. Les quelque mille six cents tonnes de matériel ainsi exposées coûtent approximativement 35 millions de francs. Parmi les firmes, on relève les noms d'Alsthom, Citroën, C.G.E., Creusot-Loire, Fives Cail-Babcock, Jeumont, Schneider, Peugeot, Poclain, Pont-à-Mousson, Renault, Rhône-Poulenc, Saviem, Thomson - C. S. F., Ugine-Kuhlmann... Les banques ne dédaignent pas non plus le marché algérien. A la B.N.P., depuis toujours présente à la Foire, au Crédit lyonnais, déjà exposant en 1974, est venue se joindre la Société générale.

En dépit des agrandissements réalisés par l'Allemagne fédérale, le pavillon français restera donc cette année, et de très loin, le plus important. Malgré cela, d'autres firmes françaises qui n'ont pu y trouver place exposent dans les halls réservés, par secteurs, et non plus par pays, aux industries étrangères.

Cet effort pour être présents sur un marché en plein développement est résolument appuyé par les pouvoirs publics. C'est d'ailleurs sous la présidence de M. Norbert Ségard, ministre du commerce extérieur, que se déroulera, le 4 septembre, la journée française de la Foire. — D. J.

(1) Comité français des manifestations économiques à l'étranger, 10, av. d'Iena, 75783 Paris, Cedex 16.





Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Un débat sur les propositions de relance du P.C.F.

A la suite de la publication dans « le Monde » *daté 10-11 août* d'un article de G. Mathieu commentant les propositions de M. Georges Marchais pour la relance économique, M. Paul Boccara, rédacteur en chef d' « Economie et Politique » et membre du comité central du P.C.F., nous a fait parvenir l'article qu'on lira ci-dessous. Initialement destiné à paraître en Libre Opinion, il est publié dans « le Monde de l'économie » en accord avec l'auteur, en même temps qu'une étude dans laquelle G. Mathieu revient sur le même sujet.

LES SINGULIERS SILENCES DU PROGRAMME DU 8 AOUT

La situation de l'économie française est présentement trop délicate pour autoriser les simplismes ou les mouvements d'humeur. A force d'avoir attendu pour s'attaquer à l'inflation puis à la récession, le pouvoir a mis le malade dans un état tel que les médecines, mal adaptées, pourraient se révéler impuissantes ou nocives. Il faut redoubler de doigté dans le choix et le dosage des potions.

De ce point de vue, l'article de M. Paul Boccara (ci-contre) ne manque pas d'intérêt. Jugeant que les propositions récentes du parti communiste pour relancer l'activité ont été mal comprises, le chef de file des économistes du P.C.F. les rappelle, les commente et s'en prend à ceux qui n'y ont pas vu le remède parfait aux maux du pays.

Le rappel qu'il fait des fautes gouvernementales des dernières années n'appelle guère de commentaires; nous avons noté ici même à plusieurs reprises (1) les erreurs de navigation du pilote giscardien, qui, tardant à sentir le vent ou hésitant sur le cap à prendre, n'opérait pas au bon moment les manœuvres appropriées, ou ne les faisait qu'à demi, laissant les passagers souffrir de la tempête conjoncturelle. De même, il n'est pas utile de souligner combien urge une relance sélective de la consommation, venant compléter celle d'un certain nombre d'investissements publics; cela a été répété depuis plus d'un an dans ces colonnes, sans écho *malheureusement* — jusqu'à ces dernières semaines — du côté du pouvoir.

En revanche, sur trois questions essentielles, le propos de M. Boccara mérite réflexion : est-il inutile, comme le pense apparemment M. Marchais, de prévoir le financement des « objectifs de lutte » proposés par le P.C.F. pour remédier à la crise ? Est-il évident que ces objectifs sont parfaitement compatibles avec la logique du programme commun de la gauche ? En quoi répondent-ils aux problèmes posés par la recherche d'une « autre croissance » pour une « autre société » ?

Beaucoup plus de 100 milliards...

Que le financement des propositions avancées le 8 août par M. Marchais (*le Monde* du 9) ne soit pas assuré ne souffre guère contestation. Sans reprendre par le menu les six pages d'objectifs énoncés par le secrétaire général du P.C.F., on peut noter que leur coût dépasserait la centaine de milliards de francs actuels, probablement même de beaucoup : le doublement de la retraite minimale des personnes âgées coûterait au moins 12 milliards par an, celui des allocations familiales 30 milliards (30 seulement s'il ne concerne pas toutes les prestations mais les seules allocations), la prime de vie chère aux enfants d'âge scolaire et aux vieillards 2 à 3 milliards. Cela fait déjà 35 à 45 milliards.

La hausse suggérée de 30 % de SMIC serait bien plus onéreuse. Sur la base du précédent de 1968 — le salaire minimum avait à l'époque été relevé de 35 % et cela s'était traduit par une élévation de 16 % des gains ouvriers dans l'année et d'environ 10 % des autres salaires (2) — on peut s'attendre que la majoration proposée par M. Marchais entraîne, par « effet d'accordéon », une majoration moyenne de l'ensemble des salaires de quelque 12 à 15 % ; soit 65 à 80 milliards. Le texte présenté par le secrétaire général du P.C.F. parle d'ailleurs bien d'un « *relèvement général des salaires* ».

Enfin, les nationalisations proposées le 8 août par M. Marchais — « système bancaire et financier », C.F.P., Dassault, Citroën, C.II. - Honeywell-Bull — entraîneraient une indemnisation des actionnaires de plusieurs dizaines de milliards, dont on ne sait sur combien d'années le P.C.F. envisagerait de l'étaler. A ce total, *qui dépasse largement les 100 milliards*, s'ajouteraient, pour appliquer le catalogue du secrétaire général du P.C.F., des sommes beaucoup plus difficiles à évaluer, vu l'imprécision des formules employées. Mais qui seraient sans doute également considérables, puisqu'elles viseraient à « *réaliser un développement important des équipements sociaux collectifs : P.T.T., santé, éducation, logement, transport en commun* », à accorder une aide exceptionnelle aux H.L.M., à « *permettre l'embauche, notamment de nombreux jeunes, dans l'administration, les entreprises publiques* » et une dizaine de grands secteurs industriels, à aider financièrement les P.M.E., à maintenir l'emploi, à avancer l'âge de la retraite...

... sans ressources équivalentes

Toutes ces mesures assureraient, à n'en pas douter, une vigoureuse reprise de l'activité économique et un redressement spectaculaire de l'emploi. Comment les financer ? Ce qu'a proposé M. Marchais le 8 août est sans commune mesure avec les sommes à dégager. Pour deux raisons :

1) Les ressources de l'Etat devraient, selon lui, être amputées de quelque 10 milliards, par suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité (*environ 6 milliards par an*) et par remboursement aux collectivités locales de la T.V.A. prélevée sur leurs dépenses (3 à 4 milliards).

2) En contrepartie, le secrétaire général du P.C.F. propose simplement une taxe sur les super-profits tirés de l'inflation par les grandes firmes et la suppression des « *cadeaux fiscaux consentis aux trusts* ». Le vague de cette dernière formule vise probablement l'amortissement dégressif, l'avoir fiscal, le prélèvement libératoire, le régime fiscal des dirigeants de firmes et des provisions, divers abattements autorisés pour le calcul de l'impôt sur les sociétés... La disparition de ces avantages fiscaux dégagerait au mieux 15 à 20 milliards.

Quant aux super-profits tirés de l'inflation pour les grandes sociétés, qui ont été réels ces dernières années, le problème est de savoir si aujourd'hui, dans l'état de leur trésorerie, les firmes en question pourraient faire face à leur taxation. La crise avait déjà, si l'on en croit les statistiques officielles ou privées (3), ralenti en 1974 la progression des profits des entreprises, vu la nécessité où elles se sont trouvées de financer des stocks croissants; or depuis le début de l'année, le nombre des faillites ou liquidations s'est accru du quart (« *le Monde* » du 15 août) et le nombre des entreprises s'estimant en difficultés financières a progressé de 15 %.

On voit mal, dans ces conditions, comment « faire payer » *immédiatement toutes* les grandes entreprises pour leurs super-profits passés ; surtout si on leur impose, comme l'a demandé M. Marchais le 8 août, le blocage de leurs prix, le maintien de leur personnel, l'embauche d'un certain nombre de jeunes, et une réduction des avantages fiscaux antérieurs. Certaines pourraient sans doute supporter cette médecine ; mais, de très loin, pas toutes. Et, comme M. Marchais ne veut pas de fermetures d'entreprises, il faudrait accepter de longs délais de paiement — portant peut-être sur plusieurs années — qui réduiraient d'autant les sommes dégagées rapidement pour financer le programme de relance.

C'est la constatation de cet énorme décalage entre les dépenses prévues et les recettes envisagées qui fait peser *un doute sérieux* sur la crédibilité des propositions du secrétaire général du P.C.F. Lèvera-t-on l'objection en disant qu'en 1968 aussi de nombreuses dépenses non gagées avaient été entreprises, à la suite du « constat » de Grenelle, et que le pays s'en était bien trouvé ?

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 12, 1re colonne.)

(1) *Et récemment encore dans le Monde* du 31 juillet.

(2) *Economie et Statistique* (INSEE), n° 20, p. 118.

(3) *Comptes de la nation pour 1974*, pages 101 à 111 ; *Bilan 74-75 de sept cents sociétés françaises* (*Nouveau Journal* du 12 juillet 1975).

Des aveux de M. Giscard d'Estaing aux objectifs du parti communiste

par PAUL BOCCARA

MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Fourcade rivalisent pour expliquer que la situation économique va en s'améliorant, qu'il n'y aura pas de grave problème d'emploi, que le P.C.F. a un comportement irresponsable en attisant l'inquiétude sur l'emploi, en préconisant une relance de la consommation, en insistant sur les nationalisations.

Le 30 juin, le président de la République invitait les Français à partir en vacances sans inquiétude. Le 29 juillet, il déclare : « *L'évolution des faits (...) a été différente de ce qui avait été prévu. (...) Pour la rentrée (...) cela peut se traduire par une augmentation du chiffre actuel des chômeurs* ». Il proclame la nécessité d'un « *changement de cap* », de « *structures différentes* ». Il reprend ainsi les expressions du programme du P.C.F. d'octobre 1971, intitulé « *Changer de cap* » et se référant au début de la crise de structure de notre société. Dans les milieux officiels, on évoque en outre la nécessité d'une relance de la consommation.

Ne pourrait-on, dès lors, reconnaître que « *la vie a montré de quel côté sont le sérieux, la compétence, le souci des intérêts populaires et nationaux, et de quel côté la boursouflure, la poudre aux yeux, la volonté farouche de service des intérêts égoïstes de classe* », comme le souligne Georges Marchais dans sa conférence de presse du 8 août (*le Monde* du 9 août), présentant les propositions du P.C.F. pour lutter contre la crise et faire face à ses graves conséquences sociales ? Et, en effet, le retentissement de ces propositions dans toute la presse est considérable.

Toutefois, le débat idéologique devient d'autant plus âpre que les faits accusent plus cruellement le pouvoir. Ainsi, dans *le Monde* du 2 août, M. Barrillon reconnaît la gravité des aveux d'« *un pouvoir qui se déjuge* ». Mais il ajoute que si M. Giscard d'Estaing, proclamant la nécessité de « *structures nouvelles* », a pu être considéré comme un Tartarin du « *changement* », la suggestion de M. Mitterrand de changer d'équipe et de majorité, en se référant au programme commun, serait une autre « *tartarinade* ». Et pourquoi ? Parce que l'union de la gauche serait sujette à caution du fait de l'attitude des communistes. En réalité, l'attitude du P.C.F. est la meilleure garantie contre les tentations de « *tartarinade* » de gauche. Les critiques des communistes aux socialistes, à l'automne, portaient *précisément contre toute conciliation* avec la thèse giscardienne de l'austérité et de la limitation de la consommation des travailleurs pour sortir de la crise, sur la nécessité d'une rupture démocratique résolue avec la domination des monopoles. L'union est un combat pour l'entente dans l'action sur les solutions réelles de la crise de la société, pour élever la conscience des travailleurs et développer les luttes.

C'est ainsi que les mesures proposées par Georges Marchais, le 8 août, aux forces populaires sont essentiellement des objectifs de lutte.

Les prévisions de chômage accru à la rentrée étant bien connues depuis des mois, c'est, outre la pression de la République fédérale allemande songeant à ses propres débouchés, en grande partie l'inquiétude devant la montée des luttes contre le chômage et la crise qui explique le revirement « *en paroles* » du pouvoir. Cependant, les mesures qu'il prépare renforceront, en fait, le soutien au gâchis des grands groupes multinationaux, sans résoudre fondamentalement nos difficultés, par de nouvelles faveurs aux groupes monopolistes et des commandes publiques, tandis que les miettes sociales seront épongées par l'inflation.

Au contraire, les propositions faites par le P.C.F. le 8 août rompent avec l'orientation du pouvoir. Elles s'articulent autour de deux idées : d'une part, proposer des mesures très concrètes de sauvegarde effective de l'emploi et des conditions de vie des travailleurs ; d'autre part, en indiquant les moyens immédiats de réalisation effective de ces mesures, y compris au niveau structurel, aller en direction d'un changement d'ensemble et durable, en direction du programme commun.

Elles comprennent : des mesures garantissant le niveau de vie des travailleurs et des familles touchés de plein fouet par la crise et une relance effective de toute la consommation populaire et sociale, permettant la relance de l'activité ; plusieurs *séries de mesures concernant directement* le maintien de l'emploi et son développement ; des propositions sur la croissance stable des échanges extérieurs ; des mesures contre l'inflation, au niveau des prix et de la fiscalité notamment ; une action contre le gâchis des profits et l'accumulation des grands groupes et de premières mesures de nationalisations urgentes (nationalisation du crédit et de quelques groupes industriels) allant en direction de celles, plus systématiques, du programme commun.

Le gaspillage monopoliste

Cependant, le contre-feu de l'article sur les « *deux Tartarins* » est repris, au plan économique, par M. Mathieu dans son article : « *Le P.C.F. et la crise économique : les comptes de M. Marchais* » (*le Monde* daté 10-11 août). On y lit : « *Il ne suffit pas de répéter que M. Giscard d'Estaing s'est trompé ou plutôt, selon M. Marchais, a trompé, pour convaincre les Français de la crédibilité d'une solution de rechange.* »

Fort bien. Mais alors, pourquoi M. Mathieu *se dérobe-t-il devant la confrontation que* nous proposons entre les solutions du P.C.F. (depuis « *Changer de cap* » jusqu'aux propositions récentes), la problématique qui guide l'action du pouvoir (dans l'intérêt des puissances d'argent) et l'analyse en profondeur de l'évolution économique en France et dans le monde capitaliste ? Alors qu'il réclame des chiffres, pourquoi ne dit-il pas un mot des études statistiques récentes de l'I.N.S.E.E. auxquelles nous nous référons, comme l'importante « *Fresque historique de l'appareil productif* » français d'octobre 1974 ?

(Lire la suite page 12, 1re colonne.)

BULLETIN

Gagner de l'argent et perdre le sommeil

« Compte tenu des circonstances, j'estime que le système monétaire international a très bien fonctionné ces deux dernières années », a *déclaré en substance le 14 août le nouveau sous-secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. Edwin Yeo. Ces propos feront certainement dresser les cheveux sur la tête de ceux qui ne conservent de cette période, marquée par le flottement du dollar, que le souvenir des variations de cours extrêmement importantes de la devise américaine.*

Pourtant, la déclaration de M. Yeo n'est pas si paradoxale qu'il y paraît, dans la mesure où les fluctuations du dollar, pour importantes et inquiétantes qu'elles aient pu être, n'ont jamais provoqué de crise comparable à celle que l'on connaissait lorsque les parités monétaires étaient fixes. Cela tient bien sûr à la généralisation des changes flottants, par nature plus souples, donc mieux adaptés à des périodes de crise ; mais aussi à la modification du comportement de ce que l'on appelle couramment « la spéculation ».

« Le flottement du dollar qui va entraîner des écarts de cours considérables est un beau cadeau fait aux spéculateurs », *n'avaient pas craint d'affirmer certains en mars 1973, lorsque les banques centrales européennes décidèrent de ne plus soutenir la devise américaine. De fait, certains spécialistes le crurent qui se lancèrent avec ardeur à l'assaut de ce nouvel Eldorado. Ils déchantèrent rapidement, en découvrant que si les possibilités de gains étaient multipliées... les risques l'étaient également. Il ne suffisait plus, pour gagner de l'argent, d'apporter des devises aux banques centrales en attendant une modification des parités, comme cela s'était produit si souvent dans la dernière décennie. Le flottement étant « impur » (les instituts d'émission se réservant en effet la possibilité d'intervenir) le jeu devenait plus dangereux, en raison des brusques retournements de tendance qui pouvaient en résulter. Quelques « accidents » bancaires spectaculaires achevèrent de convaincre « la spéculation » de la nécessité de rectifier ses habitudes.*

Au fil des mois, on vit donc les engagements purement spéculatifs diminuer de volume, tandis que les opérateurs, renonçant à « tenir » longtemps des positions, apprenaient à prendre rapidement leur bénéfice avant de replacer leur mise ailleurs. Certaines banques, petites et moyennes, décidèrent même de se retirer purement et simplement du marché.

Aussi paradoxal que cela paraisse, il est probable que l'instauration des changes flottants a finalement entraîné un ralentissement de la spéculation. Affirmer pour autant que des cambistes particulièrement adroits n'ont pas su profiter du champ qui leur était offert serait mentir. Certains ont gagné de l'argent, beaucoup d'argent... mais ils y ont perdu le sommeil.

PRIORITÉ AUX MÉTHODES SPONTANÉES DE DÉVELOPPEMENT

Le pari de la Chine

Les autorités chinoises sont plus que jamais résolues à utiliser, pour le développement du pays, des méthodes fondées sur la participation *spontanée des citoyens. Cela conduit* parfois à des conséquences étonnantes, dont a pu se rendre compte M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, lors de son récent séjour en Chine, où il a été reçu notamment par MM. Hua Kuo-feng, membre du bureau politique du P.C., vice-premier ministre et ministre de la sécurité publique, Chiao Kuan-hua, ministre des affaires étrangères, et *par son homologue chinois, M. Chung Fu-hsiang*. Outre Pékin, la délégation française, qu'accompagnait Alain Jacob, a visité Nankin, Changhaï, Kueilin et Canton. *Notre envoyé spécial analyse ici quelques-unes des méthodes employées par les Chinois pour gagner leur pari économique.*

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Pékin. — Intervenant après la visite en France du premier vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, le voyage de M. Achille-Fould prenait un caractère politique dont témoignent les fonctions, sans rapport directs avec les postes et les télécommunications, des personnalités qu'il a rencontrées. Le précédent du séjour à Paris de M. Teng Hsiao-ping a d'ailleurs été évoqué à chaque étape, des conversations de Pékin aux toasts d'adieu de Canton, en passant par un jardin d'enfants de Changhaï dont les jeunes pensionnaires avaient parfaitement appris leur leçon.

S'il se voulait de part et d'autre « politique », le voyage du secrétaire d'Etat conservait néanmoins un caractère technique, *ne serait-ce qu'en raison des ambitions* que la France et l'industrie française des télécommunications peuvent nourrir à l'égard de l'immense marché chinois. Technique *et politique se rejoignent d'ailleurs* tout naturellement dans la mesure où les décisions de la Chine concernant son équipement et son développement relèvent de choix fixés par les plus hautes instances.

Les interlocuteurs de M. Achille-Fould, dans leur analyse de la situation, ont fait ressortir deux points. *Primo* : nous sommes *un pays sous-développé*, nous avons un grand retard par rapport à des pays comme la France ; *secundo* : nos objectifs sont ceux qui ont été fixés en janvier par M. Chou En-laï devant l'Assemblée nationale ; il s'agit d'édifier, d'ici à 1980, un système industriel et économique indépendant et relativement cohérent et de parvenir à la fin du siècle à une économie nationale figurant *aux premiers rangs du monde* (*le Monde* du 22 janvier 1975).

Pour qui vient de visiter la Chine, cette double affirmation équivaut à un pari sur un mode de développement totalement original et, il faut l'avouer, assez déroutant. La Chine a décidé d'accroître ses échanges extérieurs, voilà qui ressort à l'évidence des statistiques publiées depuis cinq ans. Mais rien n'indique pour autant que le gouvernement de Pékin s'oriente vers une politique de « coopération » en vertu de laquelle il s'appuierait, comme d'autres régimes socialistes, sur les techniques et les capitaux occidentaux pour accélérer le *développement économique*. Dans le domaine des postes et télécommunications aucun engagement n'est pris, si ce n'est celui d'organiser, au cours des prochains mois, *la visite en Chine d'une délégation* d'experts français chargés d'étudier les domaines dans lesquels les deux pays pourraient accroître leurs échanges. Il n'est question, à proprement parler, que de commerce. On voit à Pékin des équipements en provenance du Japon, de Suisse, des Etats-Unis, d'Allemagne fédérale, de Grande-Bretagne. La France, considérée comme « *pays ami* », a quelque raison de souhaiter être aussi présente — même si elle se heurte à forte concurrence.

Du point de vue chinois, l'essentiel n'est pas là. D'usine en usine, l'administration centrale en direction régionale ou locale, sont repris sans cesse des principes connus : « *Indépendance, autonomie* », « *Compter sur ses propres forces* ». « *Travailler dur* », ajoutent quelques responsables. Sur le terrain, que signifient ces formules ?

(Lire la suite page 12.)

LES SINGULIERS SILENCES

(Suite de la page 11.)

L'argument vaut pour les responsables des finances publiques, qui n'ont depuis cessé de spéculer sur les dividendes fiscaux de l'inflation, ou pour les dirigeants des entreprises privées, qui ont, grâce à la relance de la consommation et au crédit à gogo alors consenti par le système bancaire, réalisé des profits maximaux en 1969 ; mais le laxisme tous azimuts manifesté à l'époque a plus que *doublé en deux ans le rythme de l'inflation* en France et l'a même presque quadruplé pour les produits qui intéressent le plus les familles populaires (4). C'est d'ailleurs depuis ce moment que le pays connaît des taux d'inflation croissants. Les dirigeants de la gauche (politique ou syndicale) ont trop dénoncé les dégâts de ce laisser-aller monétaire pour ne pas chercher à s'entourer des garanties qui permettraient la relance sans inflation.

Ce qui conduit à la seconde question : celle de la compatibilité entre les propositions de M. Marchais et le programme commun de la gauche. Le secrétaire général du P.C.F. a, certes, précisé *qu'il faisait ses suggestions « en attendant la mise en œuvre de l'ensemble des mesures préconisées dans* ce *programme »* ; M. Boccara écrit de même que les réformes avancées vont *« en direction »* du programme commun.

Quelle compatibilité avec le programme commun ?

Pourtant, les auteurs du programme commun avaient beaucoup insisté, en présentant ce document, sur le fait qu'il *« ne prévoit rien qui ne puisse être financé » (l'Humanité* du 23 janvier 1973). *« Son coût a été soigneusement évalué et les ressources nécessaires prévues »*, affirmait lui-même M. Marchais en octobre 1972. Dans nos colonnes, l'un des meilleurs économistes du P.C.F., M. Philippe Herzog, soulignait de son côté, avant les dernières élections législatives, que *« l'on ne pouvait prendre* (les communistes) *en défaut sur ce terrain »*, car ils jugeaient *« importantes et nécessaires les évaluations chiffrées »* (*le Monde* du 9 février 1973).

Un gros effort de propagande avait d'ailleurs été fait sur ce thème. Tout le monde n'avait certes pas été convaincu : bien des chiffres avaient été contestés par le patronat, l'U.D.R. ou les « giscardiens » ; des oublis avaient été dénoncés. En tout cas, l'orientation était claire. Tel n'est plus le cas aujourd'hui.

Est-il dès lors correct d'assimiler les deux démarches ou même d'affirmer que l'une va bien *« dans la direction »* de *l'autre ? La réponse suggérée parfois* est qu'il ne faut pas confondre *« objectifs de lutte »* et *« programme de gouvernement »*. Les premiers pourraient ne viser qu'à stimuler l'ardeur revendicative, cependant que le second traduirait une *certaine* cohérence. Peut-être des syndicalistes qui ne soutiennent pas le programme commun développent-ils parfois cette thèse, en avançant que l'important est surtout d'exacerber les « contradictions du capitalisme » sans tenir aucun compte des compatibilités financières des revendications. Mais cette attitude « gauchiste » peut-elle être celle des défenseurs — et *a fortiori* des auteurs — du programme commun, pour qui toute la stratégie des luttes doit aboutir à réaliser ce programme, en commençant par convaincre l'opinion de son sérieux et de son réalisme ?

D'autant qu'un des atouts majeurs du P.C.F., dans sa campagne d'explications de 1972-1973, était l'affirmation que de nouvelles ressources résulteraient de la croissance de 8 % par an qu'assurerait le programme commun, une fois le *« gâchis »* capitaliste éliminé *(l'Humanité* du 3 janvier 1973). Maintenant que M. Marchais abandonne cette perspective de 8 % — que M. Mitterrand n'avait jamais voulu prendre à son compte, — il lui faut dire non seulement comment financer ce qu'il avait promis de couvrir ainsi, mais aussi comment un taux de croissance plus bas (*« sûrement pas zéro »*, a précisé le secrétaire général du P.C.F.) engendrera un autre mode d'expansion, un autre type de société.

L'« autre croissance »

Il ne suffit pas, comme paraît le suggérer M. Boccara, de se référer aux études de l'I.N.S.E.E. sur *« l'analyse en profondeur de l'évolution en France et dans le monde capitaliste »* pour trouver la *solution. Ces enquêtes* (5) *sont*, au demeurant, singulièrement plus nuancées que le catéchisme marxiste traditionnel.

Aussi intéressantes soient-elles pour appréhender le profond des choses économiques, derrière l'écume des apparences, de telles études ne dispensent en *tout cas pas de réfléchir aux objectifs* et aux moyens que l'on veut assigner à la « nouvelle croissance ». Si l'on ne se contente pas de faire *plus* que le pouvoir capitaliste, il faut préciser comment l'on envisage d'assurer une croissance *autre*. Par exemple, quelles consommations collectives souhaite-t-on privilégier par rapport aux consommations individuelles et comment ? Quels équipements sociaux par rapport à quels investissements privés ? *Quels secteurs* industriels par rapport à quels autres (ce qui ne peut manquer de poser des problèmes aux travailleurs de l'armement, de l'aéronautique, de l'automobile) ? Quelle nouvelle répartition des revenus et du temps d'activité ? Quelle aide au tiers-monde, payée par qui ?

M. Giscard d'Estaing, en se prononçant pour une « autre croissance », a pris le risque de devoir répondre à ces questions et d'assumer les choix politiques que cela implique. L'opposition, qui *réclame depuis toujours une « autre* société », devrait se trouver plus à l'aise dans cet exercice. Elle a jusqu'ici été discrète sur le sujet. L'heure n'est-elle pas venue pour elle de s'exprimer clairement, en cette année de ratés spectaculaires de la société de consommation ?

GILBERT MATHIEU.

(4) Entre 1967 et 1969, le rythme général de la hausse des prix de détail est passé de 2,7 % à 6,5 % ; celui des aliments et boissons est passé de 1,7 à 6,3 % ; celui des produits manufacturés de 1,6 à 5,7 %.

(5) *En particulier la synthèse d'une dizaine* d'études lourdes de l'INSEE, présentée sous forme de trois articles dans *Economie et statistiques*, n° 60.

DES AVEUX DE M. GISCARD D'ESTAING

(Suite de la page 11.)

Ces études révèlent la gravité de la détérioration, dans les années 1960, du rapport du capital fixe au produit qui en résulte. Elles confirment le g a s p i l l a g e *cumulé des investissements par les trusts*, leur accélération de l'inflation pour accroître leurs profits et relever leur taux de profit malgré l'augmentation graduelle du capital accumulé par unité de produit. Elles montrent que, contrairement aux allégations du pouvoir (et aux idées reçues de droite ou de gauche sur la « société de consommation »), ce n'est pas l'excès de consommation qui est cause de l'accélération de l'inflation et de la crise de structure. Au *contraire, devant la croissance accélérée du produit en prix, le pouvoir d'achat de* tous les travailleurs est atteint et la *consommation devient trop insuffisante*. D'où la surproduction et le chômage d'une ampleur nouvelle, ainsi que l'impossibilité d'en sortir de *façon durable* dans le système, d'autant plus que le gaspillage des investissements renforce la limitation des débouchés du côté des investissements. La hausse des matières (qui ont baissé depuis un an) a été déterminée par l'inflation d'ensemble et l'organisation monétaire internationale n'est qu'une condition permissive de cette inflation accélérée.

Déjà l'entre-deux-guerres avait connu une situation analogue. Mais, désormais, on commence à atteindre les limites du gaspillage monopoliste des ressources naturelles et des hommes. Les bouleversements technologiques en cours nécessitent de rompre avec la domination sur la société de l'accumulation des groupes privés multinationaux et de commencer à faire prédominer les dépenses pour les hommes. Ces dépenses (*de conditions* de vie et de *travail, de formation, de recherche*) ne sont pas seulement des coûts. Elles sont source d'économie *d'investissements* et *de productivité d'un* type nouveau. Elles sont aussi source de production nouvelle quand il s'agit de mettre des chômeurs au travail.

Cette conception inspire *Changer de cap. Elle* anime *aussi le programme* commun, préconisant un autre type de croissance fondé sur le véritable changement de structures que constitue tout particulièrement l'extension des nationalisations. C'est, *en défendant les intérêts des travailleurs* et de la nation, dans cette direction que s'orientent les objectifs de lutte proposés le 8 août.

Tout en approuvant la relance de la *consommation, M. Mathieu considère* toujours la consommation uniquement comme un coût. Il fait la sourde oreille devant *nos explications sur la création de ressources par la relance de la consommation*, permettant d'utiliser les capacités inemployées. Il ne considère les nationalisations que nous proposons que sous l'angle du coût des indemnisations. Il ne souffle mot de la taxation nouvelle des grands groupes capitalistes que nous proposons, alors qu'il note les suppressions de T.V.A. réclamées pour montrer la gravité du défaut de ressources.

En outre il accuse le P.C.F. de régression par rapport à 1973. Alors, selon lui, *nous visions du moins à « convaincre l'opinion du sérieux du projet » en chiffrant* le coût des dépenses, des recettes et le taux de croissance. Il ne veut pas comprendre ce qui déjà a été précisé, à savoir que, dans la campagne des législatives de 1973, nous avons présenté un plan de gouvernement pour l'application immédiate du programme commun. Tandis que, le 8 août 1975, il s'agit de présenter des objectifs de lutte pour faire reculer le pouvoir, garantir les intérêts des travailleurs, faire grandir la conscience des changements systématiques nécessaires : l'application ultérieure du programme *commun. Cela pose, le processus de chiffrement* est permanent chez nous.

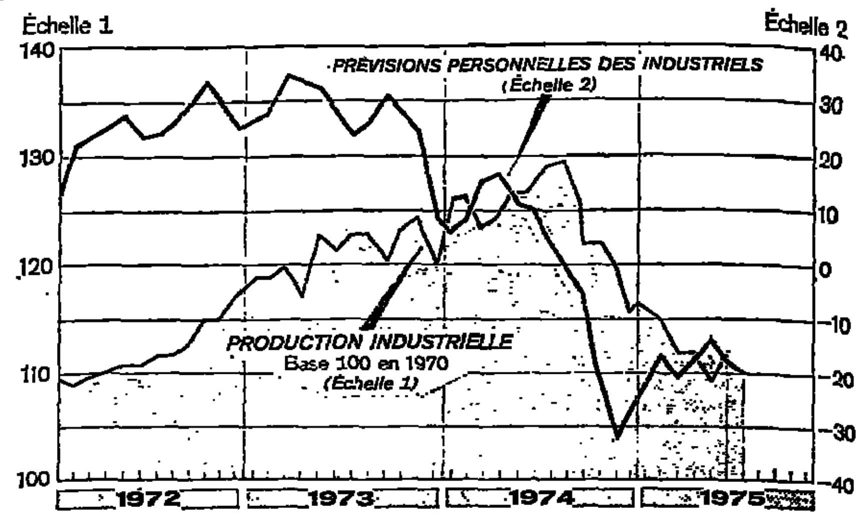
Avant de rejeter d'un mot (*« magique ! »*) *nos explications sur le changement de « problématique »* pour nous renvoyer à la *« méthode »* socialiste, M. Mathieu devrait réfléchir au fait qu'à la tribune même du récent colloque socialiste sur la crise un économiste du P.S., et non des moindres, s'est référé à notre analyse novatrice comme à la véritable analyse scientifique marxiste de notre économie en crise.

Tels sont les faits. Si certains commentateurs se refusent toujours à admettre non *seulement le sérieux mais la profonde* cohérence et l'originalité de la démarche du P.C.F. concernant l'issue de la crise *actuelle de société, dans un pays très* développé comme la France, on peut penser que beaucoup de travailleurs manuels et intellectuels préféreront écouter les *leçons des faits* et participer aux luttes *qui se développent avec audace.*

PAUL BOCCARA.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

LE FOND DE LA CRISE ?



Le fond de la récession industrielle en France est-il atteint ? C'est la question que tout le monde se pose après la publication de l'indice du mois de juin (112 contre 109 en mai). Cette remontée est trop faible et l'indice insuffisamment fiable pour que l'on puisse conclure avec certitude que la « reprise technique » (destinée à reconstituer les stocks) tant attendue est arrivée. La production d'automobiles a, du reste, joué un rôle important dans la remontée de l'indice. En sera-t-il de même après les vacances ? De toute façon, même si *le fond de la crise était atteint*, la reprise arriverait trop tard et le retard accumulé serait trop important pour que la moyenne de l'année 1975 ne se situe pas sensiblement au-dessous de la moyenne de 1974. Autrement dit, *à moins d'une reprise foudroyante dans les prochains mois*, tout à fait improbable, la croissance de la production industrielle sera « négative » en 1975.

LIVRES

Les mathématiques au service du calcul des prix dans les pays de l'Est

M. MAHMOUD ABDEL FADIL a soutenu *cette année, à l'université* de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), une thèse sur la *« Planification des prix en économie socialiste »* (1), dont la valeur scientifique s'accompagne de la révélation d'un fait politique important : l'action persévérante des mathématiciens de l'Est a mis à la disposition de l'économie de ces pays un outil dont on ne saurait sous-estimer l'importance et dont l'auteur décrit le maniement.

Une notion économique, rappelle-t-il, ne prend corps que si elle est chiffrée et que si ce chiffre peut être utilisé par l'ordinateur. Cela n'était évidemment pas concevable lorsque n'existaient ni ordinateurs, ni mathématiques économiques.

Lénine avait dit que le socialisme c'était *« les Soviets plus l'électrification »*, Oscar *Lang explique maintenant que le socialisme*, c'est la substitution au marchandage direct entre individus ou entre groupes de pression du marchandage calculé sur machine d'après des formules mathématiques figurant une certaine politique. De fait, des formules avaient été préparées par des mathématiciens, que l'on considérait comme *« gens de l'Ouest », ce qui avait créé à l'Est une* certaine phobie contre la méthode. La situation a apparemment changé : l'Est possède des mathématiciens de tout premier ordre, qui se sont intéressés par déformation professionnelle aux travaux de mathématiques économiques et y ont apporté d'importantes contributions, en dépit du reproche qui leur en était fait.

Au départ, la tare congénitale des mathématiques économiques de l'Ouest était la recherche de l'optimisation du profit considéré comme le moteur de tout progrès ; optimisation devenant synonyme d'exploita*tion maximum. Le développement de la théo*rie de l'optimisation fit bientôt apparaître que l'optimum se fractionnait en optima « locaux » et que le critère que l'on cherchait à satisfaire au mieux devenait en fait toute une « famille » de critères. L'analyse des systèmes, popularisée par Mesarovicz, vint porter un coup fatal aux critiques contre la méthode, puisqu'elle montra que toute opération mathématique était une opération d'optimisation cachée.

Cette structure de la réalité est si complexe que seule une représentation mathématique peut espérer la maîtriser en tant que *« représentation et volonté »*. Or un optimum économique est un optimum de valeur et une valeur est le produit d'une quantité par un prix. Multiplicité d'optima est donc multiplicité de prix ou multiplicité *de monnaies*. C'est pourquoi M. Mahmoud Abdel Fadil parle des prix des différents biens, mais aussi des *« différents prix d'un même bien »*.

Selon lui, il existe au moins cinq sortes de prix. Certains ont été surpris de la nature de certains de ces prix, dits duaux, destinés à rester dans l'« ombre » et à *intervenir dans la formation des prix « pilotes »* qui entraîneront les autres. Cette technique, déjà opératoire à l'Est, est en *voie de le devenir encore davantage*. Ce souci d'efficacité économique peut engager les pays communistes dans la voie d'une certaine optimisation de leur développement.

J.-A. VILLE,
professeur à Paris-VI.

(1) Mahmoud Abdel Fadil : *« la Planification des prix en économie socialiste »*. Publications de l'université de Paris-Panthéon Sorbonne : série Sciences économiques. Presses universitaires de France.

LA PREMIÈRE AGENCE MONDIALE DE PUBLICITÉ RESTE JAPONAISE

PARMI les dix plus grandes agences mondiales de publicité, neuf sont américaines, mais le premier rang reste tenu par une agence japonaise. La première agence française, Eurocom Group (anciennement Groupe Havas-Conseil), n'arrive qu'au dix-septième rang, avec un chiffre d'affaires de 232,8 millions de dollars. La revue américaine spécialisée Advertising Age, *qui donne ces chiffres, a recensé en 1974, dans soixante-sept pays, sept cent quarante agences de publicité, totalisant un chiffre d'affaires de 9,2 milliards de dollars (contre 8,7 milliards en 1973). Cette augmentation apparente de 5,7 % traduit en fait, vu l'inflation, une baisse de l'activité du secteur publicitaire.*

Agences	Chiffre d'aff. en 1974 (*)	Différence par rapport à 1973 (en %)
Dentsu Advertising (Japon)	907,7	— 1,6
J. Walter Thompson (E.-U.)	867,5	+ 3,5
Young and Rubicam International (E.-U.)	750,5	+ 15,5
McCann - Erickson (E.-U.)	703,3	+ 2,9
Leo Burnett (E.-U.).	577,7	+ 12,7
Ted Bates (E.-U.).	565,8	+ 13,3
Batten, Barton, Durstine and Osborn (E.-U.)	525,5	+ 13
Ogilvy and Mather International (E.-U.)	523,7	+ 6,8
Grey Advertising (E.-U.)	391	+ 8,0
Doyle Dane Bernbach (E.-U.)	355,1	+ 6,3

(*) En millions de dollars.

Le pari de la Chine

(Suite de la page 11.)

*Les représentants des comités révolu*tionnaires et les administrateurs sont les premiers à dénoncer les difficultés rencontrées. *« Notre usine a des défauts de qualité de production comme de gestion. Nous étudions actuellement la théorie de la dictature du prolétariat et nous espérons améliorer l'état de notre province, qui demeure arriérée. Nous vous serons reconnaissants de nous communiquer vos observations »*, dit-on, par exemple, à Nankin. *L'œuvre accomplie est pourtant considérable*. Il ne s'agit pas seulement de réalisations spectaculaires comme le pont sur *le Yang-tseu, jeté comme un défi aux Sovié*tiques, accusés d'avoir déserté le chantier au moment le plus critique. Plus significatives *sont les petites* usines nées de rien, ou presque, et d'où, à force d'héroïsme, d'invention et de débrouillardise, sortent des équipements de base qui doivent aider à l'élévation du niveau de vie du peuple chinois.

On part de loin. La province de Nankin, le Kiangsou, compte, pour cinquante millions d'habitants, trois cents mille téléphones. La ville de Canton — deux millions d'habitants — en a environ trente mille. A Changhaï, dans un quartier d'habitations ouvrières, il existe une cabine publique pour vingt immeubles (de trois à quatre étages chacun). Personne — et surtout pas les Chinois — ne nie le sous-équipement, même si, d'une part, le niveau technique du matériel utilisé est dans l'ensemble « à jour » et si, d'autre part, on a en Chine une conception beaucoup plus collective qu'individualiste de l'usage du téléphone. Aussi ne raisonne-t-on pas en termes de « foyers » équipés, mais de brigades ou *d'équipes de production* — les cellules des communes populaires dans les campagnes. Toujours dans le Kiang-sou, les dirigeants annoncent avec fierté que 90 % des brigades et 70 % des équipes disposent du téléphone. Par rapport à l'époque précédant la libé*ration de 1949, c'est une révolution*, qui ouvre des horizons nouveaux à une population rurale qui était reliée au reste du monde grâce à la carriole... et à la marche à pied.

« La force des masses est irrésistible »

Ce premier seuil ayant été atteint, comment le dépasser ? Le mot d'ordre *« compter sur ses propres forces »* met en œuvre une énorme énergie — à preuve ces hommes et ces femmes de Kueilin, qui tirent *sous un soleil de plomb des charrettes* chargées de 250 kilos et plus de fer ou de parpaings. Elle étonne aussi, la petite usine *de Nankin, qui a entrepris de fabriquer* des triporteurs à moteur pour la distribution du courrier : ne prétend-elle pas faire elle-même *toutes* les pièces de ces engins, moteurs compris ?

Allons plus loin. A Changhaï, nous avons visité une usine de commutateurs. Dans l'atelier où sont fabriqués les composants des *relais destinés à des centraux* de cent à dix mille voies, une centaine d'ouvriers et ouvrières accomplissent méthodiquement, sans anxiété apparente — les primes de rendement n'existent plus — une série de *tâches mécaniques* dont l'automatisation est à peu près complètement réalisée dans les usines correspondantes en Occident. L'un des ouvriers a lui-même perfectionné son *équipement, le métal servant* à la soudure avançant de lui-même face aux lamelles de cuivre des relais. Au poste voisin, toutefois, la même opération nécessite une manœuvre manuelle supplémentaire.

— Estimez-vous possible de mécaniser, d'automatiser plus complètement les tâches réalisées dans cet atelier ? demandons-nous au *représentant du comité révolutionnaire* de l'usine.

— *Oui, en mobilisant les masses.*

— Pensez-vous qu'un bureau de recherches sur les moyens d'améliorer la productivité permettrait d'aller plus vite ?

— *Nous pensons qu'il faut d'abord compter sur chaque ouvrier, dans chaque atelier.*

— Pourquoi ?

— *Parce que la force des masses est irrésistible et que nul ne sait mieux qu'elles ce qui doit être fait.* »

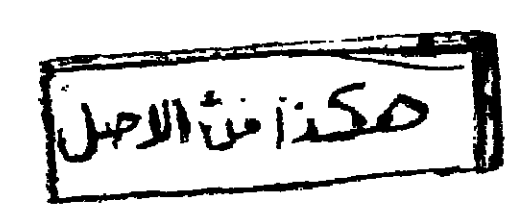
L'option, ici, est *évidemment* politique. Voilà qui est plus clair *encore* lorsque le visiteur regarde, à Changhaï également, les très jeunes élèves d'un jardin d'enfants *« apprendre à aimer le travail manuel »* en mettant en boîte de petites ampoules pour lampes de poche fabriquées par leurs mères dans un atelier voisin. Cet atelier a été installé pour les ménagères du quartier afin qu'elles ne restent pas étrangères aux *tâches collectives de production*.

Si l'enseignement de Mao Tsé-toung est fréquemment cité, cela n'a rien, dans ces conditions, d'artificiel. Peut-être une interprétation approximative mais réaliste du mot d'ordre *« mobiliser les masses »* consisterait-elle à dire qu'il ne sert à rien d'essayer de faire bouger la Chine contre son gré, d'introduire de force, ou précipitamment, sur la recommandation de techniciens ou d'ingénieurs spécialisés — chinois ou étrangers — des méthodes de production mal comprises ou mal acceptées par ceux qui sont invités à les appliquer. Conception humaniste de la production et qui, mieux qu'ailleurs sans aucun doute, laisse au travailleur la maîtrise de son travail. Rien ne permet de douter — qu'il tire sa lourde charrette, forge des carters de moteurs ou *soude des pièces de relais — qu'il agisse* de son propre gré, avec cette « spontanéité » qui, de longue date, est la clé du *fonctionnement de la société chinoise et* donne à chacun le sentiment de n'agir, dans l'intérêt commun, qu'à son propre rythme.

La notion de productivité prend dans ces conditions un sens nouveau, *fort éloigné de* celui qui est donné en U.R.S.S. et dans les pays capitalistes. Est-elle conciliable avec les objectifs économiques et les échéances que s'est fixés le gouvernement ? En d'autres termes, peut-elle fournir la base d'un développement rapide ? Le pari est d'autant plus audacieux que le recours à l'aide étrangère, fût-elle amie, est considérée comme accessoire. Le peuple chinois est invité, suivant la pensée de son président, *à être non seulement le garant* de sa propre indépendance, mais encore le principal moteur de la croissance.

ALAIN JACOB.





LES RELATIONS COMMERCIALES FRANCO-ALGÉRIENNES CONNAISSENT UNE VIVE REPRISE DEPUIS 1974

LA France et l'Algérie entretiennent des relations commerciales depuis des siècles, mais c'est le « *traité de paix entre ceux d'Alger et les sujets du roi pour le commerce* » conclu le 19 septembre 1628 qui fut le premier à officialiser explicitement ces relations. Sans jamais cesser, le commerce entre les deux pays connut au fil des ans des hauts et des bas, et prit, avec la conquête de l'Algérie, *et notamment à partir du Second* Empire, un caractère de plus en plus marqué d'échanges de type colonial : importations en Algérie de produits finis, de biens de consommation et, pour *une bien moindre part* (jamais plus de 20 %), de biens d'équipement ; exportations vers la France essentiellement agricoles (agrumes, vins, tabac, primeurs), de produits *bruts* et de *matières* premières non traitées (cuirs, peaux, liège, minerais).

En volume, ces relations commerciales étaient extrêmement capricieuses parce que étroitement soumises au contexte international par le truchement de la France (exemple des deux guerres mondiales) et subordonnées, en ce qui concerne les exportations agricoles algériennes, aux aléas climatiques. Sur le plan financier, elles furent rarement favorables à l'Algérie puisque, comme le fait remarquer J.-F. Riva Roveda (1), pendant toute cette période, « *la balance commerciale de l'Algérie a été presque constamment déficitaire* », le solde des échanges commerciaux n'étant excédentaire en faveur de l'Algérie que dix-sept fois en près de cent trente ans.

La dépendance d'avec la France ne fit que s'accroître de façon considérable à partir des années 50 et pendant toute la période du conflit. La presence d'un fort contingent de troupes *françaises provoqua une* augmentation sensible des importations de biens de consommation (qui ont constamment représenté entre 55 et 60 % des importations totales *de l'Algérie avant l'indépendance*), tandis que le Plan de Constantine suscitait parallèlement un net accroissement des importations de biens d'équipement. Une *modification notable dans la structure des exportations* algériennes intervint toutefois dans les années précédant l'indépendance avec l'apparition des hydrocarbures. Passant de 800 000 tonnes exportées en 1959 à 15,1 millions de tonnes en 1961, ils représentaient dès cette année plus de 45 % des exportations totales de l'Algérie. La France en absorbait la quasi-totalité en 1960 (92 %) et plus des trois quarts en 1961 (78 %). En bref, sur le point d'accéder à l'indépendance, l'Algerie était pour la metropole, en 1960, son deuxième client et son troisième fournisseur et effectuait avec elle à peu près 80 % de ses echanges commerciaux.

La fin de la « chasse gardée »

C'est dire qu'au moment de l'indépendance ces échanges furent *profondément perturbés : au bouleversement* économique provoqué par les hostilités s'ajoutèrent l'attentisme des milieux d'affaires, qui se traduisit par une chute des investissements et des transactions, la mauvaise récolte de 1961 puis la desorganisation complète de nombreux secteurs de l'économie par suite du départ en masse des Européens. La charte de Tripoli établie en juin 1962 par les membres du Conseil national de la révolution algérienne avait bien prévu *une nationalisation du commerce extérieur* qui visait, entre autres, à « *assurer des échanges équilibrés, fondés sur l'égalité et l'avantage réciproques* », à « *développer les échanges avec les pays qui offrent des prix constants, un marché à long terme et des biens d'équipement a meilleur compte* », à « *nationaliser en priorité les branches essentielles du commerce extérieur et du commerce en gros* » et à « *créer des sociétés d'Etat par produits ou groupes de produits* », le chaos économique qui s'établit en 1962-1963 et la force et la complexité des liens qui unissaient les deux pays ne permirent pas d'appliquer immédiatement toutes ces mesures.

Cependant, dès cette époque, les dirigeants algériens s'attelèrent avec opiniâtreté à la nationalisation : des terres de colonisation d'abord, des entreprises de divers secteurs moyens de l'économie ensuite, pour continuer *par celles de l'industrie minière* et de la distribution *des produits* pétroliers, et pour finir, en 1971, par *celle des hydrocarbures. Parallèlement, le gouvernement* algérien entamait une politique de diversification de son commerce *extérieur* qui se traduisit pour l'essentiel par une diminution des échanges avec la France tandis qu'augmentaient ceux avec les pays de la Communauté économique *européenne au profit* desquels s'établissait un transfert partiel et qu'apparaissaient des échanges avec des pays qui n'avaient eu jusque-là aucune relation com*merciale avec l'Algérie (pays de* l'Est, Chine, Cuba).

Cette évolution ne se fit évidemment pas sans à-coups avec l'ancienne *métropole, qui restait* néanmoins le premier partenaire commercial de l'Algérie. Tandis qu'un certain nombre d'industriels et d'exportateurs français, habitués à l'idée que le Maghreb en général — et l'Algérie en particulier — constituait une « *chasse gardée* », ne se souciaient guère d'efforts pour améliorer *leurs produits ou pour répondre* matériellement aux exigences nouvelles d'un pays en pleine mutation, diverses crises secouèrent les relations commerciales franco-algériennes. Après *les nationalisations*, les principales furent la crise du vin (1967), les mesures de rétorsion prises l'année suivante par l'Algérie par le biais, notamment, du contingentement de certaines importations (textiles, bonneterie) dans lesquelles la part de la France était prépondérante, enfin la crise pétrolière de 1971. Aux problèmes des « produits » s'est ajouté celui de l'élément humain : les émigrés algériens en France — objets de « ratonnades » ou de campagnes de presse hostiles dans le pays « d'accueil » mais dont les transferts améliorent considérablement la balance des paiements de leur pays natal.

Au fil des treize années écoulées depuis l'indépendance, les échanges franco-algériens ont donc considérablement évolué, parfois en dents de scie, tant quantitativement que qualitativement, mais ont enregistré une vive reprise à partir de 1974, comme le montrent les tableaux suivants :

Exportations françaises à destination de l'Algérie
Valeur FOB en millions de FF (2)

1969	1970	1971	1972	1973	1974
2 356	3 124,1	2 771,3	2 383,4	3 339	6 195,8

Exportations algériennes à destination de la France
Valeur CAF en millions de FF (2)

1969	1970	1971	1972	1973	1974
3 074	3 538,9	1 293,6	1 702,1	2 116,6	4 610,4

Les structures de ces échanges demandent à être éclairées : ces dernières années, la France a exporté pour l'essentiel : 1) des produits, agricoles et alimentaires, avec une forte proportion de pro*duits laitiers ; 2) des produits des* industries chimiques et parachimiques, dont environ la moitié sont constitués de produits pharmaceutiques, d'hygiène et de santé ; 3) *des produits textiles en faible* proportion (moins de 5 % du total des exportations) ; 4), et surtout, des produits des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et sidérurgiques, qui représentent constamment plus de 60 % du total des exportations françaises à destination de l'Algérie.

Le recul du vin

De leur côté, au fil des ans, les exportations algériennes à destination de la France ont vu leur composition se modifier considérablement : les produits agricoles (primeurs, agrumes) ont enregistré un net recul à la fois en raison de la baisse de production, d'une demande croissante sur le marché intérieur et d'une moindre qualité, alors que la concurrence est très vive (*agrumes du Maroc, d'Espagne*, de Tunisie). Le vin, lui, a subi un recul vertigineux en raison de la surproduction française et des problèmes posés à l'intérieur de la Communauté avec les vins italiens. Si l'on excepte 1970 et 1973, où la France a absorbé respectivement 6,5 millions d'hectolitres et 2,4 millions d'hectolitres de vins algériens, les autres années les contingents *importés ont été insignifiants* : 74 000 hectolitres en 1971, 343 600 hectolitres en 1972, 730 000 hectolitres en 1974. Il est peu probable qu'une amélioration ait lieu en 1975 *en raison des difficultés que connaît* le gouvernement français avec les viticulteurs du Midi. Parallèlement à ce recul des exportations d'origine agricole, celles d'hydrocarbures ont *pris une part prépondérante* : 26,9 millions de tonnes de pétrole brut en 1970, puis 8,9 en 1971 (année de la nationalisation), 11,1 en 1972, 11,5 en 1973, 9,4 en 1974. Malgré *la baisse, les 9,4 millions de tonnes* exportées à destination de la France ont représenté, avec 36,3 millions de francs de minerais, 83 500 tonnes de produits pétroliers raffinés *et 1 755 millions de mètres cubes de gaz naturel liquéfié*, 93,3 % des exportations totales de l'Algérie vers la France en 1974.

La baisse des importations françaises de pétrole algérien au premier trimestre 1975 a fait pousser un cri d'alarme à Alger, qui craint de voir sa balance commerciale avec la France fortement déficitaire pour 1975. Les compagnies pétrolières se défendent en faisant remarquer qu'elles ont enlevé et *réglé les quota prévus*, mais que, pour diverses raisons commerciales, elles n'ont pas acheminé tout ce pétrole en France. Alger, qui a conclu avec les industriels français *des contrats pour un montant de* 4 milliards de francs en 1974, souhaiterait en tout état de cause que le gouvernement français considère l'ensemble des relations commer*ciales entre les deux pays et* accroisse ses achats d'hydrocarbures et de minerais.

CLAUDINE RULLEAU.

(1) *Le Commerce extérieur de l'Algérie*, thèse de géographie économique ; Alger-Strasbourg, avril 1972.

(2) Sources : douanes françaises.

Un outil au service de l'industrialisation

(Suite de la page 9.)

Lieu de rencontres où professionnels, techniciens, utilisateurs et fournisseurs échangent des informations et tirent des enseignements, la F.I.A. est, pour le grand public, un « forum culturel », selon l'expression de M. Farrah. Acteur et metteur en scène dans sa jeunesse — il a monté une pièce au Théâtre Hébertot et fait jouer *Montserrat*, d'Emmanuel Roblès, dans une période difficile, — il offre tous les soirs au visiteur des spectacles de ballets, de troupes folkloriques venues de nombreux pays, etc.

« *Je voudrais*, dit-il en conclusion, *rendre ici un hommage particulier au poète Jean Sénac, assassiné il y a deux ans, dont l'apport à l'animation culturelle de la Foire a été capital. Il avait notamment organisé des récitals de poésie. C'était une gageure. Mais le public qui se pressait sur la grande place des nations apportait la preuve qu'il avait gagné son pari.* »

PAUL BALTA.

DES MESURES RADICALES POUR DÉGAGER LES PORTS

PENDANT des années, la distraction favorite des Algérois habitant sur les hauteurs consistait à compter quotidiennement les cargos en rade, auxquels il arrivait d'attendre une semaine et plus pour décharger. Le soir, tous ces bateaux illuminés — il y en avait parfois une cinquantaine — offraient un magnifique spectacle dont le principal inconvénient était de revenir cher à l'état : 10 000 dinars (*) en devises par jour et par bâtiment, sans parler des denrées périssables qui, souvent, s'avariaient, des produits pharmaceutiques qui manquaient sur le marché, et du matériel industriel qui finissait par se détériorer sur les quais.

L'engorgement du port d'Alger — aujourd'hui résolu — était devenu une affaire nationale. Demeuré pratiquement étale depuis l'Indépendance, le rythme des échanges s'était brusquement intensifié avec le développement économique, notamment lorsque la nationalisation des hydrocarbures et le premier plan quadriennal ont commencé à porter leurs fruits, en 1972. Les investissements prévus par le deuxième plan 1974-1977 étant quatre fois supérieurs à ceux du premier — 110 milliards de dinars, — les importations n'ont cessé d'augmenter et le port d'étouffer.

Devant ce phénomène, les autorités s'étaient attaquées aux effets : périodiquement, les marchandises en souffrance étaient évacuées d'office pour dégager les quais encombrés mais, trois mois après, les embouteillages recommençaient. Une première mesure importante fut prise fin 1972 lorsque les formalités douanières furent simplifiées pour permettre l'enlèvement des cargaisons en vingt-quatre heures. Mais on constata alors que les sociétés nationales, grosses importatrices, manquaient d'aires de stockage et avaient tendance à utiliser le port comme entrepôt. En outre, les moyens de transport étaient insuffisants et les coordinations laissaient à désirer. Résultat, dix bateaux seulement, au lieu de cinquante-six, pouvaient être accueillis et déchargés en même temps, tandis que les armateurs menaçaient de bouder Alger.

Au début de l'année, dans le cadre de la lutte contre le gaspillage, les autorités ont pris le taureau par les cornes : un comité de désengorgement, présidé par M. Salah Bey, secrétaire général du ministère d'Etat chargé des transports, a été chargé de trouver des solutions radicales et définitives. Dans un premier temps, le comité a combattu l'asphyxie : jour et nuit, quelque cinq mille manutentionnaires et plus de six cents camions ont évacué 190 000 tonnes de marchandises vers l'ancienne foire de Dar-el-Beida (Maison - Blanche), transformée en entrepôt. Dans le même temps, la presse déclenchait une campagne d'information et d'explication d'un style nouveau. Au lieu de s'en tenir à des généralités, elle entrait dans les détails et n'hésitait pas à stigmatiser les sociétés coupables de négligence. Le premier objectif a été atteint : il n'y a plus de bateaux en rade.

Trois séries de mesures ont également été prises, mais leurs



résultats ne se feront sentir qu'à moyen terme. En premier lieu, une réforme totale de la réglementation permettra d'accélérer les formalités portuaires. Deuxièmement, un important matériel moderne de manutention doit être acquis à la suite des études faites par quatre experts internationaux. Enfin, un vaste programme d'agrandissement et de spécialisation des ports est mis au point. Ainsi, Djidjelli se consacrera aux fers et aux métaux, Skikda et Arzew drainent les hydrocarbures. Les ports d'Annaba, d'Oran et d'Alger seront réaménagés, un nouveau port étant prévu pour l'Algérois, tandis que les infrastructures de Bejaïa et de Mostaganem seront agrandies.

Quant aux spécialistes du plan, ils prévoient, plus systématiquement que par le passé, des aires de stockage à côté des nouvelles usines. — P. B.

(*) Un dinar : 1,20 F.

Le développement de la flotte maritime et de la flotte aérienne répond à la volonté de diversifier les échanges

S'IL est vrai que l'Algérie a hérité, en accédant à l'indépendance, d'un réseau ferroviaire dense, quoique partiellement inadapté, l'« héritage » n'était pas aussi riche dans les domaines du transport maritime et aérien : ces deux activités étaient pratiquement monopolisées par les compagnies françaises qui imposaient la loi du pavillon.

Voulant diversifier ses courants commerciaux, le jeune Etat s'est trouvé devant la nécessité de se doter d'une flotte aérienne et d'une flotte maritime, considérées l'une et l'autre comme partie intégrante du processus de « valorisation des richesses nationales ». Ces deux flottes se classent aujourd'hui parmi les premières d'Afrique et du tiers-monde, la C.N.A.N. (Compagnie nationale algérienne de navigation) faisant en outre figure de pionnier à l'échelle internationale dans le transport du gaz naturel liquéfié (G.N.L.). Ces acquits *dans des domaines réputés difficiles* à maîtriser sont le résultat d'un investissement coûteux et d'une audacieuse politique de formation de cadres.

Air Algérie est actuellement la seule compagnie aérienne d'Afrique nationalisée à 100 %. L'Etat algérien, qui n'y détenait que 51 % du capital en 1962, a progressivement acquis les 49 % restants, l'opération s'étant achevée lorsqu'il a racheté, le 15 décembre 1972, les 17,74 % de parts encore possédées par Air France. Alors qu'au début le trafic était essentiellement orienté vers la France, Air Algérie a considérablement diversifié son réseau en direction de l'Europe, de l'Afrique et du Proche-Orient. Simultanément, la compagnie intensifiait ses relations avec les métropoles régionales françaises où se trouvent de fortes concentrations d'émigrés algériens. Elle assure actuellement quelque cent vingt vols hebdomadaires, totalisant 60 000 kilomètres, et dessert vingt-deux capitales d'Europe, d'Afrique, du Proche-Orient et d'Asie.

Le trafic passagers est ainsi passé de 25 000 en 1964 à 1 200 000 en 1974, excédant largement les prévisions initiales, après avoir atteint 459 000 en 1969, 500 000 en 1970 et franchi le cap de 1 million en 1973. Avec les appareils dont elle dispose actuellement, la compagnie a pratiquement doublé le nombre de sièges-kilomètres offerts (S. K. O.) tandis que le tonnage kilométrique transporté *(T.K.T.) progressait entre 1970 et* 1973 au taux moyen de 37 %, passant de 3,1 à 10 millions de tonnes.

La flotte s'est enrichie et diversifiée *en conséquence : en 1965*, Air Algérie ne disposait que de quatre Caravelle, de dix DC 4 et de trois DC 3. A la fin du troisième trimestre 1975, elle comptera notamment douze Boeing *(737 et 727), quatre Convair, cinq* Nord 262 et trois Caravelle. La reconversion s'est faite rapidement puisque, dès 1968, les DC 3 et DC 4 étaient remplacés par des Convair à turbopropulseurs sur *les lignes intérieures tandis que* les « jets » étaient retenus pour les lignes internationales. En 1972, Air Algérie était la première compagnie du monde à acquérir un Boeing 737-200 « advanced », et parmi les toutes premières à se doter de Boeing 727. Elle a également pris des options sur l'Airbus, déjà utilisé avec succès par Air France entre Paris, Marseille et Alger. Rappelons que la compagnie française a signalé dès 1974 que le trafic entre la France et l'Algérie est le plus fort de tous les trafics moyen courrier en kilomètres-passagers et vient devant Paris-Londres, Paris-Francfort, Paris-Rome et Paris-Madrid. (*Le Monde* du 4 juillet 1974.)

Le personnel d'Air Algérie — qui atteindra quatre mille employés en 1977 — est presque entièrement national, et compte plusieurs commandants de bord algériens.

La trajectoire de la Compagnie nationale algérienne de navigation est un peu semblable, à cette différence près que le trafic maritime est plus complexe et subit des contraintes plus graves de la part des armateurs étrangers. Créée en 1963, la C.N.A.N. a cherché dès le départ à assurer, sinon en volume, du moins par le nombre des navires affrétés, la moitié du trafic entre l'Algérie et ses clients. Les multiples accords maritimes signés au cours des dernières années ont tous été élaborés à partir de cette clause par laquelle le pays affirme sa volonté d'indépendance nationale.

Pour faire face à cette ambition, la compagnie s'est lancée dans une politique d'équipement adaptée à la nature du commerce extérieur. C'est ainsi que la part des méthaniers se développe en fonction de l'accroissement des exportations de gaz naturel liquéfié, prévues dans la « *décennie du gaz* », vers les Etats-Unis et l'Europe. En 1980, elle aura mis en service dix méthaniers dont quatre ont été commandés pour 1978 aux chantiers navals français. Le *Hassi R'Mel*, premier de la série, assure d'ailleurs depuis 1972 la liaison entre Skikda et Fos-sur-Mer.

En juin 1974, la CNAN possédait trente-trois navires jaugeant quelque 300 000 tonnes; elle avait également affrêté des navires étrangers pour assurer le transport de la part qui lui revient dans le trafic maritime avec les clients du pays. Le pavillon algérien était ainsi présent sur une douzaine de lignes régulières vers l'Europe, l'Atlantique, l'Afrique et le Proche-Orient, et le volume des marchandises transportées est passé de 92 000 tonnes en 1965 à 1 028 000 tonnes en 1974.

Activité récente, le trafic passagers est en plein développement. En 1974, la compagnie a assuré le transport de 143 526 passagers et de 38 377 véhicules à bord des deux ferry-boats, *El Djazaïr* et le *Tassili*, tandis qu'un troisième, le *Tipaza*, lancé en juillet, assure la liaison Tunis-Marseille pour le compte de la Cotunav (Compagnie tunisienne de navigation).

Aujourd'hui, tant la CNAN qu'Air Algérie estiment que les difficultés qu'elles ont rencontrées pour s'implanter sont désormais derrière elles. De même qu'il a voulu, grâce aux moyens de transport, à la télévision et au téléphone, faire sortir de leur isolement les coins les plus reculés d'Algérie, l'Etat, en créant et en renforçant le potentiel de ces deux compagnies, a moins cherché à réaliser une opération de prestige qu'à se doter de deux instruments essentiels à sa politique extérieure. Celle-ci vise, entre autres, à intensifier les rapports inter-africains et inter-arabes dans tous les domaines. Or, soulignent les dirigeants algériens, la coopération politique, économique et culturelle passe par l'accroissement des échanges des personnes et des biens, échanges qui dépendent eux-mêmes des moyens de communication.

HASSEN ZENATI.

L'« Annuaire des exportateurs »

UN GUIDE PRATIQUE ET UTILE

PRECIS, pratique, utile, l'*Annuaire des exportateurs algériens*, dont la deuxième édition vient de paraître, est un fort ouvrage rédigé en français, en anglais et en arabe. Elaboré par les services du ministère du commerce, il est appelé, encore plus que le précédent, puisqu'il a été remanié et enrichi, à rendre de précieux services aux institutions économiques et financières et aux milieux d'affaires.

Une présentation générale de l'Algérie permet de passer en revue les différents secteurs de la production avant de faire le bilan des échanges depuis 1963. Un chapitre est également consacré à expliquer l'organisation du système de commercialisation et celle de service comme l'ONAFEX, les chambres de commerce et d'industrie ainsi qu'à analyser les structures bancaires du pays.

Recueil de la législation en vigueur, l'annuaire comporte le code des investissements, la réglementation du commerce extérieur et le code des marchés publics. Il fournit des précisions sur le régime douanier et le contrôle des changes.

La partie centrale, « Qui exporte quoi », donne la fiche signalétique de plus de cent cinquante entreprises d'exportation publiques et privées et la liste des produits exportables avec leur définition douanière. L'ouvrage se termine par un chapitre « *adresses utiles* », dans lequel on trouve la liste des ambassades accréditées en Algérie, celle des représentations diplomatiques et commerciales algériennes à l'étranger, les adresses des ministères et celles d'organismes divers et des principaux hôtels. — P. B.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

TROIS PRIORITÉS AU BUDGET 1976 DE LA DATAR

• La rénovation rurale
• La décentralisation administrative
• L'Aquitaine et la Corse

Les responsables de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) viennent de mettre au point leur projet de budget pour l'année 1976. Ils se sont fixé trois objectifs prioritaires : la rénovation rurale, la décentralisation administrative, l'aménagement touristique de la Corse et de la côte Aquitaine.

Notons qu'une des préoccupations de la DATAR a été de renforcer les moyens d'action du tout jeune Conservatoire de l'espace littoral et des espaces lacustres.

Le sujet est à la mode, et les turbulences qui auront sévi durant cet été 1975 autour des vacances des Français et de leur concentration dans le temps et l'espace côtier, auront rendu plus sensible encore cet épineux et délicat sujet de la préservation et des mesures à prendre, en général, pour que les rivages cessent de subir l'anarchique matraquage urbanistique qui, d'année en année, s'intensifie.

Il était intéressant de savoir si le Conservatoire de l'espace littoral et des espaces lacustres allait bénéficier de crédits qui le fassent émerger des vœux pieux proprement dits et le mettent *avec efficacité sur les rails*. Il semble qu'on ait voulu ici signaler sa « majorité » en lui attribuant une dotation propre qui, si elle est encore limitée, se veut d'importance relative, et, en tout cas, *suffisamment élevée pour donner* un certain souffle à cet organisme d'avenir. Le chiffre prévu sur le budget 1976 est de 12 millions de francs, mais rien n'interdit de penser que si le besoin s'en faisait *sentir de nouveaux crédits ne* soient « dérivés » de certaines actions foncières vers le Conservatoire du littoral.

Il faut remarquer au demeurant que les crédits attribués par le ministère de l'équipement aux grandes actions industrielles, comme celle de Fos, par exemple, sont en diminution sur le budget précédent puisqu'ils passent de 196 à 160 millions de francs. Ne sont pas comptés dans cette somme les crédits en provenance du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.

Tout frais sorti des cartons de la DATAR — les décrets ne sont pas encore parus, — le conservatoire aura donc les premiers moyens d'une « politique d'intervention », même s'il doit faire encore longtemps pâle figure devant son « homologue » britannique, le National Trust, propriétaire de plus de 600 kilomètres de côtes...

Mais ce dernier-né, sur le destin duquel on a voulu se pencher avec attention, ne doit pas faire oublier les trois grandes priorités de ce budget 1976 : la rénovation rurale ; la décentralisation administrative ; l'aménagement de la côte Aquitaine et celle de la *Corse*.

Le voyage de province

En adressant à la fin du mois de juillet une lettre au premier ministre, dans laquelle il exposait dans quel sens il souhaitait que soient définies les grandes orientations de la politique de l'aménagement du territoire, le président de la République soulignait notamment :

« *Cette politique doit concourir à l'accomplissement de trois finalités principales. D'abord, permettre d'éviter les migrations qui accentueraient encore les disparités entre les régions industrialisées et celles qui le sont moins, et, en particulier, de réduire le déséquilibre entre l'est et l'ouest du pays ; assurer aux villes moyennes et petites un plus grand dynamisme dans leur développement, et réduire la congestion et la tension des conditions de vie dans les grandes zones urbaines ; enfin, stabiliser la démographie des zones rurales les plus touchées par la diminution de la population agricole.* »

Arrêtées *largement* avant *la* lettre du 24 juillet, certaines priorités du budget 1976 arrivent comme une confirmation du souhait de M. Giscard d'Estaing, lui-même dans la ligne politique *tracée à partir de 1967 par* Georges Pompidou. Sur le plan administratif, cette volonté de venir en aide aux départements les plus pauvres, s'est déjà traduite par la création d'un poste de *commissaire à l'aménagement du* Massif Central, travaillant en collaboration avec un commissaire à l'industrialisation : structures plus adaptées et plus efficaces. Le Massif Central, mais *aussi l'Ouest, ainsi que la moyenne* montagne bénéficieront des crédits dégagés au titre de la rénovation rurale.

Le budget du programme général de cette rénovation rurale ne *sera arrêté* qu'à *la fin de l'année* par le gouvernement ; on ne connait pas encore avec précision le montant global de ce chiffre ni quelle sera la part du fonds du ministère de l'agriculture. Celle *de la DATAR* passe de 51 à 55 millions.

Dans une conjoncture économique difficile, la décentralisation industrielle coûte cher. En revanche, une forme de décentralisation qui, *elle*, est moins « onéreuse » à mener à bien est la décentralisation administrative. Rien de très spectaculaire n'a été entreprise en 1975, malgré les souhaits. Il semble que l'année 1976 verra se réaliser un certain nombre de grands « déménagements », s'il faut en croire les chiffres avancés, en augmentation de 25 %, et pour un budget de 57 millions de francs.

Enfin, toujours au chapitre des préoccupations rapprochées, l'aménagement touristique de la côte Aquitaine et celui de la Corse seront, dans le partage des crédits pour l'année qui vient, des objectifs tout particulièrement visés. La Corse, dont on connait les soucis récents du gouvernement pour la faire sortir de son splendide isolement, se verra attribuer des crédits : 28,8 millions (contre 23 millions en 1975) supérieurs à ceux de l'année précédente. Les crédits de la mission *interministérielle de l'Aquitaine* seront, eux aussi, en forte progression, 59 millions contre 40,45 l'année dernière, répondant en cela aux décisions gouvernementales prises en décembre 1974 qui *approuvaient un programme d'action*.

Dans les « restes » de la DATAR, les primes de développement régional, qui, en 1974, représentaient 400 millions de francs, et, *en 1975, 450 millions, seront, pour* 1976, en progression de 12 %. Il est à penser qu'elles seront dépensées de manière plus rigoureuse et s'appliqueront plus particulièrement aux entreprises qui opteront *pour le voyage de province. En* fait, aucun chiffre précis ne peut être ici avancé, le budget définitif des primes ne dépendant pas seulement des ressources proprement nationales, mais devant tenir *comptes d'aides financières dispensées* par l'intermédiaire du Fonds européen de développement régional. La surprime de 5 %, dirigée cette année sur des implantations industrielles, notamment de l'Ouest, avait été prise sur les 240 millions de francs accordés en 1975 par ce Fonds européen.

Pour ce qui concerne l'aménagement du Languedoc-Roussillon, il recevra une dotation encore importante, mais qui, cependant, exprimera une décroissance : 53 millions contre 61 millions en 1975. Les ressources du FIAT (Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire), elles, seront reconduites (286,5 millions en 1975), mais bénéficieront d'une rallonge de 166 millions en provenance de Bruxelles.

Enfin, les crédits des études de missions régionales (crédits d'études qui viennent en aide aux préfets de régions et à la mission régionale) devraient être en progression sensible pour 1976. Et, là encore, il sera intéressant de savoir si le gouvernement est disposé à faire un effort pour concrétiser ce qui n'est jamais que l'un des résultats de la loi du 5 juillet 1972 sur la réforme régionale.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

ENVIRONNEMENT

FÊTES ANTINUCLÉAIRES EN GIRONDE ET DANS LE MORBIHAN

Plusieurs « *fêtes antinucléaires* » ont marqué le long week-end du 15 août. A Braud-et-Saint-Louis, en Gironde, un millier de personnes ont manifesté, le dimanche 17 août, contre l'installation d'une centrale nucléaire. Ils étaient porteurs de banderoles sur lesquelles on pouvait lire notamment : « *La terre aux paysans !* « *Nous garderons le Larzac et Braud-et-Saint-Louis !* » Ils ont aidé un agriculteur menacé d'expropriation à niveler un terrain sur lequel il envisage de construire une dépendance.

Un millier de personnes ont d'autre part assisté à la fête antinucléaire organisée le dimanche 17 août par le comité régional d'information nucléaire sur la plage de Kerhilio, à Erdeven dans le Morbihan. Des débats ont eu lieu sur la question de l'immersion des déchets radioactifs. « *Il importe de sauver la mer à tout prix, en particulier en évitant l'implantation d'une centrale à Erdeven* », ont dit plusieurs orateurs ».

Faits et projets

Circulation

● LES MORTS DE JUILLET. — Augmentation de 6,1 % des tués sur les routes en juillet 1975 par rapport à juillet 1974, vient d'annoncer le Comité de la sécurité routière. Le bilan des sept premiers mois de l'année étant comparable à celui de 1974, il semble que le brusque accroissement du mois de juillet soit dû à l'afflux exceptionnel des départs en vacances.

Environnement

● CHRYSLER A L'INDEX EN CALIFORNIE. — Parce qu'ils ne respectent pas les normes anti-pollution, sept modèles de Chrysler ne pourront plus être vendus en Californie à partir de ce lundi 18 août. Cette décision vient d'être annoncée par M. Tom Quinn, président du bureau de la qualité de l'air de Californie. L'interdit concerne sept des modèles de voitures sortis des chaînes Chrysler en 1975 et dotés du plus gros moteur fabriqué par la compagnie.

Transports

● CONCOURS POUR UN TRAMWAY. — Le secrétariat d'Etat annonce le lancement d'un concours international portant sur un projet de véhicule de transport collectif de voyageurs et de sa voie de support.

Les intéressés pourront obtenir un dossier du concours en s'adressant (du 18 août au 28 novembre 1975) à la Direction des transports terrestres, 24, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

L'U.R.S.S. ACCROIT SA FLOTTE MARCHANDE

Selon la revue maritime britannique « Fairplay », l'U.R.S.S. avait sous commande, fin mars dernier, deux cent trois cargos de « marchandises sèches », d'un tonnage global de 1 224 861 tonnes de port en lourd, porte-conteneurs non compris. Ce total en construction était le plus élevé du monde.

L'U. R. S. S. vient également en tête des pays faisant construire des porte-conteneurs. Fin mars, elle avait sous commande *trente de ces navires, d'un tonnage* global de 471 300 tonnes. L'U. R. S. S., souligne « Fairplay », compte déjà quarante-sept porte-conteneurs en service, mais il s'agit de petits bâtiments de faible tonnage, dont la capacité globale est d'environ douze mille cinq cents cadres.

Outre le développement des lignes qu'elle exploite déjà entre ses ports et ceux du Sud-Est asiatique, du Japon et de la côte orientale de l'Amérique du Nord, « Fairplay » prête à l'U. R. S. S. l'intention d'assurer, grâce à ces conteneurs, une liaison entre l'Extrême-Orient et l'Europe via le chemin de fer transsibérien. — (A. F. P.)

RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

L'EFFET DON CAMILLO

Les effets produits par les images, les graphismes et les sons, les dits et les non-dits, sont nombreux au petit écran, sur les ondes. Le Portugal aidant, ils étaient principalement d'ordre idéologique, ce week-end.

Première question : qui l'emporte, le reportage ou le commentaire, celui-ci tantôt écrit, tantôt parlé ? L'illustration de cette interrogation se trouve dans les journaux d'Antenne 2. Samedi soir, Alvaro Cunhal répond aux envoyés spéciaux d'Antenne 2 : « Oui, le P.C.P. a pu commettre des erreurs. » *Aucun commentaire. (En revanche, les jours précédents, les éditorialistes de la chaîne alimentaient leurs chroniques avec les divergences d'analyse des partis de la gauche française sur la tactique du P.C.P.) Dimanche soir, compte rendu du meeting d'Alvaro Cunhal interrompu dans le nord du Portugal par des contre-manifestants : derrière Léon Zitrone, la diapositive des titres indique :* « Portugal : affrontements P.C.-P.S. » *Il ne sera plus jamais question du parti de M. Soares au cours du reportage. Alors, faux titre ? Ou refus d'informer ? N'empêche que le titre — et on le retiendra puisque, on le sait :* « C'est vrai, je l'ai lu », *— ce titre restera gravé quelque part dans la conscience du téléspectateur :* « Affrontements P.C.-P.S. » *Beau travail. Efficace, même s'il manque d'originalité.*

Deuxième question : qui a choisi de mettre Don Camillo Monseigneur au programme de TF 1, comme film du dimanche soir ? A l'heure de la plus grande audience (d'autant qu'en face, Antenne 2 s'attardait sur une Coupe d'Europe d'athlétisme qui ne devait pas passionner les foules ; sondage s.v.p.). C'est vraiment une idée géniale. L'Eglise contre le P.C. Don Camillo retournant dans son village pour combattre l'affreux Peppone : Gino Cervi à qui on a fait la tête de Staline. Réalisé au début des années 60, ce « Don Camillo » illustre la « détente » : Eisenhower et Khrouchtchev se sont serré la main, mais les deux vieux ennemis et complices, Peppone et don Camillo, sont revenus au village — et le sud de l'Italie vaut bien le nord du Portugal — pour montrer comment ils comprennent le mot « détente ».

Don Camillo ne reculera devant aucune astuce bassement matérialiste pour faire triompher le parti de Dieu — un véritable agent électoral de la démocratie chrétienne, ce monsignore ! Peppone, comme toujours, est dépeint sous les traits d'une brute au grand cœur. Toutefois, la vision du monde à travers les héros de Guareschi est double : d'une part, elle permet de démonter, par le biais de la logique de don Camillo, les mécanismes d'un certain anticommunisme chrétien ; d'autre part, la complicité objective des deux protagonistes préfigure certainement l'état d'esprit qui conduira au « compromis historique » (ainsi, la Maison des Pauvres sera partagée entre ceux de la paroisse et ceux du parti). Voilà un film qui aurait mérité un « dossier de l'écran » : si partisan soit-il, il pose les termes de l'alternative politique avec le langage du « vécu » quotidien.

Troisième question : pourquoi Jacques Bertin a-t-il perdu une heure ? Antenne 2 lui avait confié carte blanche pour ses variétés du samedi soir. Bertin est un poète et un militant : n'avait-il d'autre propos à tenir que de brocarder le show-business ? Celui-ci n'en a cure, et le téléspectateur non plus. Dans notre société où rêver est difficile, les vedettes de la chanson ont remplacé les princesses à la une de la presse à sensation ; le phénomène dépasse largement l'Olympia et l'industrie phonographique. En échange, Bertin chantait Lip, pleurait le Chili. Ce qui faisait un peu ancien combattant (même si les « Gueules cassées » ont des chants plus martiaux).

Bertin devrait s'inspirer de don Camillo et de Peppone. Trouver le langage du quotidien.

MARTIN EVEN.

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LUNDI 18 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30 (R.), Film : « le Sicilien », de P. Chevalier (1958). Avec F. Raynaud, P. Roberts, J.-M. Amato, M. Bozzufi, R. Devos, E. Gabrielli.

Un modéliste lyonnais, venu à Paris pour se lancer dans la haute couture, est pris, par erreur, pour le tueur qu'attendaient des gangsters.

21 h. 55 (R.), Les conteurs : Trégor à deux visages (Angela Duval) ; 22 h. 35, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Opéra : « Andrea del Sarto », de D. Lesur, d'après A. de Musset. Avec G. Bacquier, G. Serkoyan, J.-L. Elie, A. Esposito.

A Florence, en 1531, le peintre Andrea del Sarto découvre l'amour caché de sa femme. Cet opéra est une production du Théâtre des Arts de Rouen.

23 h. 40, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 25 (R.), Prestige du cinéma : « la Bande à Bonnot », de Ph. Fourastié (1968), avec B. Cremer, J. Brel, J.-P. Kalfon, A. Girardot, P. Aubier.

En 1911, des ouvriers anarchistes se groupent autour de Bonnot, se livrent à des attaques à main armée, en voiture, et deviennent des tueurs.

21 h. 50, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Problèmes d'hier et d'aujourd'hui, par S. Delve : « La faillite familiale », de P. Sabatier ; 21 h., Concert par l'Orchestre de chambre et la maîtrise de Radio-France, direction J. Jouineau : « Septuor pour trois voix de femmes et quatuor à cordes » et « Le miroir de Jésus » (Caplet) ; 22 h. 30, (R.), Mémoires improvisés de Paul Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy. L'Orchestre national au Festival de Londres (1969) : « Béatrice et Benedict », ouverture (Berlioz), « Symphonie fantastique » (Berlioz), direction J. Martinon ; au Théâtre des Champs-Elysées : « Troisième Symphonie » (Prokofiev), direction C. Abbado ; 23 h. 15 (S.), Indéterminées, par M. Victor ; 24 h., Faisceaux, par A. Almuro.

MARDI 19 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Les animaux du monde (la faune du Sahel) ; 21 h., Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45, *Les grands mystères de la musique* : « Un amour de Chopin ? Delphine Potocka », par Bernard Gavoty ; 22 h. 45, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : « Zoulou », de C. Enfield (1964), avec St. Baker, J. Hawkins, U. Jacobsson, J. Booth, M. Caine.

La révolte des Zoulous, au Natal, en 1879. Quatre mille guerriers attaquent une petite garnison britannique, qui résiste héroïquement

Débat : « Quand les Noirs et les Blancs se disputaient l'Afrique du Sud ».

Avec la participation de MM. Jacques Leguebe, auteur de « l'Afrique du Sud et le destin de l'Occident » ; Desmond Colborne, directeur de la Fondation sud-africaine à Paris ; Dominique Zahan, ethnologue et professeur à Paris-V ; de Mme Arietta Sebese, anthropologue.

23 h. 30, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ; 20 h. 25 (R.), Westerns, films policiers, aventures : « la Louve solitaire », d'E. Logereau (1967), avec D. Gaubert, M. Duchaussoy, J. Guiomar.

Cambrioleuse et acrobate en maillot et cagoule noirs, la « louve solitaire » est obligée de travailler pour un policier de la brigade des stupéfiants.

22 h. 5, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., (R.), Dialogues, par Roger Pillaudin : « Marxisme et christianisme aujourd'hui », avec J. Cardonnel et M. Verret ; 21 h. 20, Festival de Prague, orchestre philharmonique et chœur de Brno : Symphonie pour orchestre, chœur et récitant (Karel Horky) ; Sinfonietta (Janacek) ; Incantation, Concerto pour orchestre (Martinu) ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de Paul Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Festival estival de Paris (en direct de la Sainte-Chapelle) : « Early music consort de Londres », voix et instruments anciens ; 24 h. (S.), Apollon contre Dyonisos, par P. Lattes.

SPECTACLES

théâtres

Les salles ouvertes

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : la Libellule.
Troglodyte, 22 h. : les Retrouvailles de l'imaginaire.

Le music-hall

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser.
Taverne de l'Olympia, 21 h. 30 : Lève-toi et viens.

Festival estival

Bateaux-Mouches, 18 h. : F. Hardy et E. de Villèle.
Jardin d'acclimatation, 15 h. 30 : Clowns musicaux.
Jardins du Palais-Royal, 20 h. 45 : Artisanat vivant.
Musée Guimet, 18 h. 30 : Films.
Faculté de droit, 20 h. 30 : Yuval Trio (Schubert, Dvorak).
Palais de Chaillot, 18 h. 30 : M.-T. Ghirardi, guitare.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : les Nibelungen, de F. Lang ; *18 h. 30 : la Ligne générale, de S. M. Eisenstein* ; 20 h. 30 : la Splendeur des Amberson, d'O. Welles ; 22 h. 30 : Rashomon, d'A. Kurosawa ; 0 h. 30 : le Testament d'Orphée, de J. Cocteau.

Les exclusivités

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
*L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-*Entrepôt, 14e (783-67-42). Ven., L.
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
CAPONE (A., v.f.) : La Rotonde, 6e (633-08-22)
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE DEMON AUX TRIPES (**) (It., v.f.) : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), *Clichy-Pathé, 18e* (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42), J.
EXHIBITION (**) (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), Miramar, 14e (326-41-02), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Napoléon, 17e (380-41-46), Marotte, 2e (231-41-39), Helder, 9e (770-11-24), Ermitage, 8e (359-15-71).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 18 août

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

FRENCH CONNECTION II (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), *Paramount-Maillot*, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-84), Lux-Bastille, 12e (343-79-17).

LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) ; Studio Médicis (5e) (633-25-97)

LA GRANDE CASSE (A., v.o.) : Ambassade (8e) (359-19-08) ; v.f. : Berlitz (2e) (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Clichy-Pathé (18e) (522-37-41) ; Gaumont-Sud (14e) (331-51-16) ; Murat (16e) (288-99-75).

L'INDE FANTOME (Fr.), première partie : Olympic (14e) (783-67-42) ; deuxième partie : Olympic-Entrepôt.

INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38) ; le Seine (5e) (325-92-46).

LENNY (A., v.o.) : P.L.M.-Saint-Jacques (14e) (589-68-42) ; Gaumont-Champs-Elysées (8e) (359-04-67) ; Hautefeuille (6e) (633-79-38).

LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38).

OPERATION LADY MARLENE (Fr.) : Murat (16e) (288-99-75) ; Fauvette (13e) (331-56-86) ; Clichy-Palace (17e) (287-77-29) ; Bretagne (6e) (222-57-97) ; Mistral (14e) (734-20-70) ; Normandie (8e) (359-41-18) ; Rex (2e) (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08) ; Magic-Convention (15e) (828-20-64).

PAS DE PROBLEME (Fr.) : Mercury (8e) (225-75-90) ; Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Gaumont-Convention (15e) (343-04-67) ; Lumière (9e) (770-84-64) ; Clichy-Pathé (18e) (522-37-41) ; Le Paris (8e) (359-53-99) ; Cluny-Palace (5e) (033-07-76).

PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Bretagne (6e) (222-57-97) ; Normandie (8e) (359-41-18).

PROFESSION : REPORTER (It.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Michel (5e) (326-79-17), v.f. : Impérial (2e) (742-72-52).

QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain (6e) (633-10-82) ; Marignan (8e) (359-92-82).

LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande (5e) (033-72-71) ; Elysées-Point-Show (8e) (225-67-29)

LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic (14e) (783-67-42), *sauf mardi.*

THE GROOVE TUBE (A.) (X) (v.o.) : Biarritz (8e) (359-42-33) ; Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02) ; Studio J.-Cocteau (5e) (033-47-62).

TITI SUPERSTAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), de 14 h. à 17 h. 20 ; Gaumont-Rive-Gauche (6e) (548-26-36), matinée.

TOMMY (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) ; Paramount-Opéra *(9e) (073-34-37) ; Studio Alpha (5e)* (033-39-47).

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Germain-Village (5e) (633-87-59), v.f. : Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), en soirée : Mayfair (16e) (525-27-06).

VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts (6e) *(326-48-18).*

VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt (14e) (783-67-42), mar. et dim.

VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain (6e) (633-10-82).

Les films nouveaux

LE BAGARREUR, film américain de Walter Hill, avec C. *Bronson et J. Coburn.* V.O. : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Caravelle, 18e (387-50-70), Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).

LE RETOUR DU DRAGON, film américain de Norman Foster, avec Bruce Lee. V.F. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Marignan, 8e (359-92-82), Wepler, 18e (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont-Convention, 15e *(828-42-27)*, Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Fauvette, 13e (331-56-86).

QUI ETES-VOUS, INSPECTEUR CHANDLER ? film français de Michele Lupo, avec Claudio Brook. George-V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

POPULATION ZERO, film américain de M. Campus, avec Oliver Reed et Géraldine Chaplin. V.O. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

ARTS ET SPECTACLES

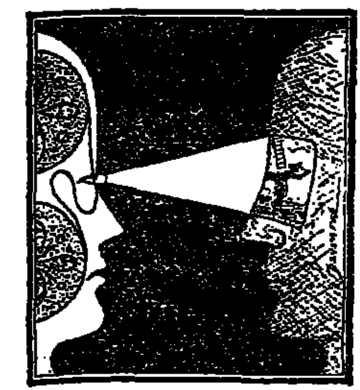
Lundi 18 août

Les films nouveaux

MERCREDI
ELYSEES • IMPERIAL PATHE • HAUTEFEUILLE • CAMBRONNE



Cinéma



Bruce Lee « travailleur immigré »

● René Chateau a trente-six ans. Il a fait ses classes au ciné-club Action, il a « flirté » avec le parti communiste français au temps de la guerre d'Algérie. Il a publié sans moyens deux revues, « la Méthode » et « l'Age d'or ». Pendant sept ans, il a été un des animateurs de « Show Business », qui se voulait l'équivalent français de « Variety ». Depuis huit ans il assure les relations publiques de *Jean-Paul Belmondo*. Il est en train de faire fortune avec les trois salles du Hollywood Boulevard, l'ancien « home » du film karaté, aujourd'hui temple du culte Bruce Lee.

Bruce Lee meurt en juillet 1973, à trente trois ans, sans que ses trois premiers films aient obtenu un grand succès en France, sauf « Opération Dragon », première production américaine de karaté lancée par la Warner Bros. Lors d'un séjour en Angleterre, René Chateau constate que l'acteur y est très célèbre, que des livres à succès brodent sur sa personnalité. De passage à Dakar, en *décembre*, il est frappé de voir de grandes salles de deux mille cinq cents places électrisées par « Big Boss » et « la Fureur de vaincre ». Or le public qui fréquente les cinémas de son ami René Lévi, « le roi de Pigalle » — ils programmaient en tandem les films de karaté — est sensiblement indentique à celui de Dakar : public de travailleurs immigrés qui viennent chercher un franc divertissement.

Le dernier grand film de Bruce Lee, le meilleur, « la Fureur du dragon », marquait ses débuts dans la mise en scène. Il reste disponible, les grands de la distribution française n'y croient pas. Le Hollywood Boulevard distribution, l'achète pour 1 million de francs. René Chateau doit créer de toutes pièces la légende, « mais à partir de *faits réels* », *insiste-t-il*. En août 1974, à l'occasion du premier anniversaire de la mort du comédien, il affiche dans ses trois salles, simultanément, avec un énorme succès, les trois premiers films de Bruce Lee. Il convainc ses partenaires du Hollywood Boulevard d'investir dans une brochure pour le public, à fonds perdus. Il escompte un déficit de 40 000 F. Cent vingt-cinq mille exemplaires sont vendus avec un chiffre d'affaires de 2,5 millions de francs ! En décembre, il programme seul, contre l'avis de l'U.G.C. qui assure la distribution « physique », « la Fureur du dragon » : avec sept cents places et trente-cinq mille entrées il bat en première semaine l'ancien record du Berlitz, mille quatre cent *cinquante* places, avec « Rabbi Jacob ». Aujourd'hui « le Retour du dragon », un ancien feuilleton de la télévision américaine, tombe comme *un fruit mûr : sorti simulta*nément dans seize salles, il dépassera cette semaine « le Bagarreur » avec Charles Bronson et « French Connection ».

● René Chateau se flatte d'avoir créé un nouveau public, un public vraiment populaire, fait de travailleurs immigrés et d'enfants. Chris Marker, admirateur de Bruce Lee, qu'il avait découvert au Chili du temps d'Allende, a songé à réaliser un « Bruce Lee, travailleur immigré » : Chateau financerait l'entreprise. Il comprend mal l'interdiction des films karaté par certains gouvernements africain

● *Le 30 septembre* prochain Bruce Lee quitte l'affiche du Hollywood Boulevard pour céder la place aux trois films de James Dean, mort il y a juste vingt ans. « Les jeunes ne le connaissent plus. Je prépare un livre pour recréer la légende », déclare René Chateau. Déjà de Honkong on lui propose deux successeurs de Bruce Lee. Il réfléchit. — L. M.

Exposition

La IIIe Biennale de l'émail à Limoges

*Les drapeaux qui flottent au sommet des mâts donnent une allure de kermesse à la III*e *Biennale internationale de l'art de l'émail, sur laquelle se sont ouvertes les portes de la chapelle du lycée Gay-Lussac. Ils égalent la pierre grise et l'architecture géométrique de l'édifice construit par les jésuites au début du dix-septième siècle, et, dès l'entrée, le visiteur est instruit des intentions des organisateurs, qui ont fait placarder ces lignes de Malraux :* « L'intérêt de la tradition, sa nature et sa valeur ne sont pas dans l'imitation, mais dans la confrontation. » *La tradition, en l'occurrence, on en peut retrouver la source, à deux pas, sur l'emplacement de la prestigieuse abbaye de Saint-Martial (place de la République), à l'histoire de laquelle est liée celle des premiers ateliers* limousins d'émailleurs.

* * *

Né ainsi, à l'ombre des monastères et des abbayes, l'Opus Lemovicum, *l'œuvre de Limoges, vécut longtemps d'inspiration et de destination religieuses, avant de donner dans la copie de chefs-d'œuvre souvent empruntés à la peinture.*

La Biennale s'est voulue une *réaction au plagiat, aussi partait-il du point de vue technique, et* célèbre la création contre l'imitation. « En marge d'une production qui perpétue ses grandes tradition, *est-il encore affiché à l'intérieur de la chapelle*, l'émaillerie s'installe dans la recherche. Elle remet en question la matière, les formats, les destinations. Cette IIIe Biennale a rassemblé tout ce qui, par le monde, participe à cet effort nouveau. »

*Quelque deux cent vingt œuvres sont exposées et la moitié environ ont été réalisées par des émailleurs étrangers, japonais, américains, espagnols, allemands, canadiens, israéliens, suisses, danois, coréens, brésiliens, italiens, hongrois. On note aussi la participation de groupes tels l'école Boulle de Paris, l'Ecole nationale des arts décoratifs de Limoges, le stade Del Campo d'Italie. En fait, cette III*e *Biennale, où, dans les formats, les extrêmes (de la miniature à l'œuvre monumentale) se touchent, réaffirme en les amplifiant les enseignements des deux premières manifestations de ce genre sur l'évolution de l'émail. Il est ici bijou que l'on peut porter autour du cou ; il devient là panneau mural de grandes dimensions ; et même, plus loin, objet de plein air, tel ce coq géant fait de pièces métalliques, et, alors, l'émailleur, Vulcain moderne, sort de son four des pièces que l'on s'attendrait à voir battues par un forgeron inspiré.*

* * *

Certes, dans cette éclosion d'expression moderne, il n'y a pas que des chefs-l'œuvre, et les angelots du gigantesque retable en bois doré qui décore le fond de la chapelle, semblent jeter sur certaines des œuvres un œil surpris et quelque peu interrogateur, mais l'ensemble constitue une impressionnante somme de recherches, de formes et couleurs, un effort pour renouveler et adapter aux tendances actuelles, et même parfois à des visions d'avant-garde, un art millénaire et trop longtemps sclérosé. Cet effort apparait en particulier chez les émailleurs français, et surtout ceux de Limoges. Mais il faut souligner la qualité de la participation espagnole, essentiellement catalane, qui présente des œuvres dans la grande tradition des émaux peints et d'autres, inspirées du surréalisme. Les Japonais, qui sont nombreux, apparaissent les plus classiques dans le graphisme et la conception du décor. La surprise est venue des Américains que l'on voit pratiquer avec beaucoup de finesse l'une des plus anciennes techniques : le cloisonné.

Du nouveau aussi en ce qui concerne la matière : si le cuivre reste le support le plus étendu, on voit apparaître le bronze, l'argent, l'inox même, et des exposants de Limoges sertissent leur émail dans la pierre et dans le bois.

* * *

Cette Biennale — qui est ouverte jusqu'au 8 septembre — tient à la disposition des visiteurs un livre d'or dont les pages sont déjà couvertes, dans de nombreuses langues, d'appréciations élogieuses et aussi de critiques. Certains regrettent que l'art classique y soit si peu représenté, mais à ceux-là le comité de la Biennale et son président, M. Magadoux, ont tenu à répondre par avance en faisant afficher que la manifestation propose également des émaux anciens au Théâtre municipal ; qu'une seconde exposition est réalisée à la chapelle Notre-Dame-du-Pont, à Saint-Junien ; et qu'enfin un salon est ouvert à l'hôtel de ville de Limoges, où sont représentées des œuvres pour la plupart figuratives. En tout, sept cents émaux.

« Seul Limoges, *dit non sans raison le président de la Biennale,* est capable d'offrir un aussi large et divers panorama. »

MARCEL SOULÉ.

Musique Pop

Orange, ville ouverte

(Suite de la première page.)

Pourtant on a retrouvé à Orange, envahi par les jeunes, un peu de l'atmosphère d'un festival de jadis. Non seulement grâce à l'aspect folklorique habituel, mais parce que la musique rock, ici, ne servait pas de prétexte à manipulation, n'entrait pas dans une tentative d'entraîner des jeunes dans un discours de la politique qui ne leur parait pas recouper la réalité de la vie.

Musicalement, les trois jours de concerts ont sans doute manqué d'originalité profonde, de personnalités marquantes. Mais pour une première tentative, on ne saurait trop en tenir rigueur. *Il y eut des* déceptions : Bad Company, notamment, un faux super-groupe formé d'anciens membres de Free, de King Crimson, de Mott the Hoople, qui ont le désir évident de suivre la trace de Creedence Cleawater Revival ou de Ten Years After en se faisant le maximum d'argent dans le minimum de temps. Il y eut un instant pathétique avec John Cale, empêtré dans ses angoisses et sa folie, sauvage et passionné, n'arrivant pas à finir le développement d'un thème, décrochant, titubant, s'enfuyant brusquement dans la ville. Il y eut une rentrée superflue (Procol Harum) et une autre, superbe, de Ginger Baker, entouré aujourd'hui des frères Gurvitz et de Snips, *l'ancien* chanteur du groupe Sharks.

Le fondateur de Cream et de Blind Faith, qui partageait son temps entre *l'Angleterre et le Nigeria depuis la séparation* d'Air Force, en 1971, a développé encore sa force de frappe, son jeu de roulement, et prend un plaisir évident dans un déferlement de rythme. Le nouveau groupe (Baker - Gurvitz Army) a des attaques nettes, de beaux développements, une débauche d'énergie et une puissance qui ont rehaussé le niveau moyen de la plupart des prestations. On retiendra *aussi quelques moments de Fairport* Convention, particulièrement quand, avec Dave Swarbrick au violon, il se lança dans la tradition populaire, dans le folk irlandais. Et encore Dr Feelgood, *qui a procuré beau*coup de plaisir avec son rock dans la grande tradition, sans fioritures et sans bavures, carré, avec tous les plans des « rockers », mais mécanisés, replacés dans la violence, dans une gestuelle sexuelle, dans un certain délire.

Il semble que la musique rock reviendra au théâtre antique d'Orange. Souhaitons seulement une affiche plus riche et une sonorisation plus adaptée au cadre.

CLAUDE FLÉOUTER.

● *Un adolescent, âgé de seize ans, a été écroué*, samedi 16 août, à Carpentras (Vaucluse) : il a reconnu avoir acheté de la drogue, en juillet dernier à Paris, puis l'avoir répartie en doses de six à douze grammes afin de la vendre lors du Festival d'Orange. Deux autres jeunes gens, également inculpés de détention illégale de stupéfiants, ont été laissés en liberté : tous trois avaient été arrêtés, dans la nuit du 14 au 15 août. Un *kilo* de *cannabis* avait été découvert dans leur voiture.

En bref

Archéologie

Découverte à Arles

Des vestiges d'habitations datant de la période pré-romaine viennent d'être découverts à Arles, à l'emplacement du jardin d'hiver. Les fouilles, entreprises à la demande du conservateur des musées de la ville, avant que ne soient engagés les travaux d'aménagement d'un parking, ont permis également de dégager des poteries de l'époque néolithique qui restent à dater avec précision.

Le site pourrait avoir été également abandonné vers le quatrième siècle avant J.-C. et avoir servi de zone d'inhumation à l'époque romaine. Cet ensemble archéologique, déjà considéré comme plus important que celui de la Bourse à Marseille, semble n'avoir d'équivalent, en Provence, qu'à Sainte-Blaise.

Culture

LE « MUSÉE EN HERBE » au Jardin d'acclimatation

« Montre-moi un instrument à percussion » ; planté devant la gravure représentant *« le petit concert d'animaux »,* un bambin de quatre ans environ se dandine, hésite. *« Les instruments à percussion sont ceux sur lesquels on tape »,* dit son frère aîné. Aussitôt, le petit désigne le tambour. Cette scène a lieu au Jardin d'acclimatation où *« le Musée en herbe »* présente depuis le 4 août, dans le cadre du Festival estival de Paris, une exposition-atelier sur le thème *« la musique, la peinture et et les enfants ».*

Situé sous le préau du guignol, abrité derrière une palissade de roseaux, le *« Musée en herbe »* offre aux jeunes visiteurs un espace de 100 mètres carrés que des cloisons divisent en divers coins et recoins.

* * *

« Les instruments vivent en famille », annonce une pancarte située à l'entrée de la première partie de l'exposition consacrée à l'iconographie musicale. Les enfants circulent parmi les instruments qu'ils connaissent et découvrent les autres : la balalaïka, le yukulélé, le gong vietnamien. A l'aide de reproductions appartenant à des différentes époques et de photos fixées sur les panneaux, ils peuvent voir comment on joue des divers instruments : *« On pince les cordes de la mandoline et on frotte celles du violon avec l'archet »,* explique l'animatrice à Stéphanie, trois ans et demi. Celle-ci effleure les cordes de la balalaïka. L'animatrice lui montre alors à quel endroit placer les doigts pour obtenir le son le plus mélodieux. Après les cordes, c'est au *tour des instruments à percussion et à vent* — Stéphanie qui a oublié le nom de la flûte mais se souvient de son mode d'emploi la rebaptise *« soufflette »,* — l'orchestre, enfin, *donne un exemple de leur complé*mentarité.

La seconde partie de l'exposition réunit des reproductions, des textes et des enregistrements de poèmes et de chansons sur trois thèmes : *« les Saisons », « la Nuit »* et *« la Fête ».*

Les truculents personnages d'Ar*cimboldo — tout en fleurs, fruits,* légumes, feuilles et racines — captivent les enfants qui prennent grand plaisir à en observer tous les détails : les dents de muguet du printemps, *l'oreille-champignon* de l'automne, la veste-épi de l'été. Un petit garçon a eu l'idée d'utiliser le même procédé pour dessiner un homme à l'aide d'instruments de musique.

Légèrement en retrait, l'antre de la nuit est particulièrement intime avec ses cousins multicolores posés à même le sol et ses tableaux aux couleurs discrètes : *le 6 Septembre* de Magritte, *la Nuit étoilée* de Van Gogh, et *les Yeux de la nuit*, d'un peintre naïf nommé Quandt.

Dans la partie réservée à la fête tout appelle au contraire à l'activité : les enfants peuvent y jouer de la *flûte*, du *pipeau* et de *l'harmonica* ou s'absorber dans un grand *« jeu de l'oie »* musical. Sur les cloisons, la fête éclate en couleurs vives, tour à tour occidentale (*la Danse de la mariée* et *la Fête au village* de Bruegel), asiatique (une peinture birmane à dominante bleue et or) et abstraite (*le Cirque* de Chagall et *le Carnaval* de Miro).

Les enfants qui préfèrent la peinture à la musique peuvent se rendre à l'atelier — mitoyen de la fête — où les attendent chevalets, crayons, couleurs et pinceaux. Certains, fidèles à leurs habitudes, dessinent des bateaux et des maisons. D'autres s'inspirent de ce qu'ils ont vu : un jeune garçon peint une nuit où un croissant de lune, dans un ciel noir, bleu et violet, se reflète dans une mare.

* * *

« Le but du « musée en herbe » est d'éveiller la sensibilité des enfants à différentes expressions artistiques et de développer leurs possibilités créatrices, afin de préparer le futur public des musées à une approche plus vivante des œuvres d'art », dit Mme Anne Tardy, l'une des organisatrices de l'exposition. Le *« musée en herbe »* permet aux enfants de s'initier à l'art tout en *s'amusant ; un « jeu de piste »* qui les renvoie de tableau en tableau leur est d'ailleurs proposé à l'issue de la visite et permet de voir s'ils en ont tiré profit.

Les enfants sont, hélas ! peu nombreux à fréquenter le musée, car celui-ci subit la concurrence du delphinarium, de la piscine et du guignol, qui fait salle comble. Le « *musée en herbe* » s'installera prochainement à un endroit plus propice du Jardin d'acclimatation dans l'enceinte des anciennes glaces déformantes. Il accueillera tous les enfants à partir de trois ans, qu'ils viennent dans le cadre scolaire ou individuellement.

MICHAELA BOBASCH.

★ *Jardin d'acclimatation*, boulevard des Sablons (métro Sablons). Tous les jours sauf mardi, de 14 heures à 18 heures, jusqu'au 20 septembre. Exposition : entrée gratuite. Atelier : 2 F.

GRÈVE RECONDUCTIBLE DES PERSONNELS DES MUSÉES DE FRANCE A PARTIR DU 20

Les organisations syndicales C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.T., F.G.N. et F.O. des musées de France appellent l'ensemble des personnels de ces musées à une grève *reconductible dont le début est* fixé au mercredi 20 août. Les syndicats dénoncent, dans un communiqué, l'attitude du premier ministre « *qui refuse l'amélioration de la situation de tout le personnel de surveillance, en rejetant le projet de statut élaboré sur les instructions de M. Chaban-Delmas, alors qu'il était premier ministre, et ce après la grève de dix-sept jours en avril 1970. M. Chirac, qui n'en reconnait pas moins la nécessité d'un niveau de rémunération satisfaisant pour l'avenir, ce qui sous-entend qu'il ne l'est pas présentement, refuse selon les syndicats d'améliorer le sort de plus de 70 % du personnel en place* ».

■ M. D. N'Goum, ministre d'Etat, du Sénégal, chargé de l'éducation nationale, a présidé, dimanche, la cinquième Fête de la négritude, organisée à Champagney (Haute-Saône). A cette occasion, le ministre sénégalais a notamment procédé à l'inauguration d'une rue Léopold-Senghor.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85



emplois internationaux

Major U.S. Manufacturer of Mining Machinery and Compressed Air Equipment is looking for

AN APPLICATION AND SALES ENGINEER FOR CENTRIFUGAL COMPRESSORS

The man we are looking for must have the following qualifications:
- age 25 years min.
- background: very good and experience in mechanical and electrical engineering, especially in centrifugal compressors.
- languages: perfect French and English is a must. Any other language would be an asset.

After a short training period in our plants in the US, this person would be expected to handle applications and sales of our Centrifugal Compressors in Western Europe. He will probably also have to deal with other type of compressors such as screw and reciprocating. Base location would be in Western Europe, probably Brussels.

We are offering attractive salary, extremely good fringe benefits and a possibility of promotion in the Company.

Please send complete curriculum vitae with details of recent positions, salary requirements and availability to N° B-103, BEUTLER Publicité, 522, avenue Louise, B-1050 BRUSSELS, who will transmit.



emplois régionaux — emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIETE PETROLIERE

recherche pour ses services techniques résidence en province

Jeune Ingénieur

dégagé des obligations militaires

Formation Arts et Métiers ou équivalent + école supérieure soudure autogène.

Environ 5 ans d'expérience.
Très bonne connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 17855 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



CREUSOT - LOIRE

ETABLISSEMENT DU CREUSOT

recherche pour son Service SECURITE

HOMME
Titulaire CAPACITÉ EN DROIT

Libéré obligations militaires

pour suivi Législation-Documentation.

Adresser curriculum vitae détaillé à : CREUSOT-LOIRE - Service Recrutement, B.P. 31, 71208 LE CREUSOT.

Cabinet expertise comptable rech. collaborateur expérimenté pour poste chef de service, secteur forfaitaire. Adr. C.V. dét. manus. + photo + prétentions.

Ecrire EUROSUD, n° 7.722, 108, rue J.-et-R.-Kennedy, 13300 SALON.

ANALYSTE FINANCIER

Fonctions :
1) Etudes des risques (distribution crédit) ;
2) Relations clientèle (commerciale, artisanale et agricole).

Candidat :
- Niveau élevé Etudes compt. ;
- et/ou expér. cab. Exp.-compt.

C.V. détaillé+photo+salaire à M. le Directeur, C.R.C.A.M., Alpes-de-Haute-Provence, B.P. 202, MANOSQUE.

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

UNIPOL

recherche pour PARIS 8°

HOMME ou FEMME

DIRECTEUR JURIDIQUE

rémunération annuelle départ : 150.000 F.

CHEF SERVICE JURIDIQUE

rémunération annuelle départ : 90.000 F.

35 ans minimum - Dynamiques.

Licence en droit ou équivalence exigée.

Confirmés dans la pratique du droit des affaires et des sociétés.

Connaissances fiscales et comptables.

Expérience acquise de préférence dans un cabinet juridique et/ou fiscal.

Bilingues anglais.

Envoyer C.V. détaillé, photo à n° 18.278, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

VOUS ÊTES D'ABORD, CONCEPTEUR RÉDACTEUR (TRICE) CONFIRMÉ (E)

Vous avez, ensuite, une expérience, même limitée, de la promotion des ventes.

Vous êtes, enfin, par votre formation ou votre expérience, attiré (e) vers le marketing et les problèmes commerciaux.

UNE GRANDE AGENCE DE PUBLICITE INTERNATIONALE VOUS OFFRE UNE OPPORTUNITE AU SEIN D'UN GROUPE AUTONOME SPECIALISE DANS L'EDITION, LA PROMOTION ET LA P.L.V.

Envoyer votre curriculum vitae, photo et prétentions à L.P., Service P, Boîte Postale n° 6, 75021 PARIS CEDEX 01. (Discrétion assurée.)

Burroughs 

recrute

JEUNES DIPLOMES de l'enseignement supérieur commercial

Vous désirez débuter votre carrière par une expérience commerciale dans un secteur en pleine expansion.

Vous êtes motivés par l'analyse de situations, par la recherche de solutions à proposer et à faire adopter.

Notre technique en pleine évolution nous oblige à recycler nos cadres en permanence et nous y consacrons 8% de notre masse salariale.

Que vous ayez ou non des connaissances en informatique, nous vous attendons pour accroître notre réseau commercial sur PARIS.

Envoyer lettre et curriculum vitae + photo à Monsieur Pascal BALDACCI, BURROUGHS, 140, rue de Tocqueville - 75017 Paris.

Vous êtes :

Professionnel de la Vente ou Jeune Diplômé de l'Enseignement Supérieur

Quel que soit votre profil, vous avez des idées très précises sur la Vente...

Nous aussi !

Si nos points de vue se rejoignent, nous vous offrons :
une formation solide, une rémunération élevée dès le départ, une possibilité d'évolution de carrière dans une Société leader et en pleine expansion.

Postes à pourvoir :
PARIS et sa banlieue
et dans les villes suivantes :
LILLE, DUNKERQUE, VALENCIENNES, NANCY, STRASBOURG, CHAUMONT, LIMOGES, NEVERS, AUXERRE, CLERMONT-FERRAND, LYON.

Merci d'écrire sous réf. V. 82 en précisant la ville désirée à Catherine RICAUME,
RANK XEROX B.P. 83. 93602 AULNAY-sous-BOIS.

AGENCE FINANCIÈRE DE BASSIN « SEINE NORMANDIE »
Division « Ressources »
3, rue Saint-Charles, 75015 PARIS
recherche pour embauche courant septembre

UN INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

Débutant pour études générales d'aménagements hydrauliques.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions, en vue d'une convocation directe début septembre des candidats présélectionnés.

CADRE SUPERIEUR

recherché comme

DIRECTEUR TECHNIQUE INGENIEUR CHIMISTE ou PHARMACIEN

ayant longue expérience théorique et pratique de la

COSMETOLOGIE

pour animer équipes très compétentes en recherche, contrôle, analyse, bactériologie, développement, fabrication, gestion, pour

LABORATOIRE

spécialisé dans produits de beauté soins.
Candidats de moins de 40 ans s'abstenir.
Adr. C.V. manuscrit, prétentions et photo à LADO J.-G., 27, rue Salvador-Allende, 95870 BEZONS.

Un important groupe multinational
C.A. 4.500 MF. effectif 25.000 personnes recherche un collaborateur de haut niveau pour lui confier un poste de

fiscaliste

Adjoint au Directeur du Service Fiscal de la Société, le candidat recruté aura pour mission de l'assister dans les tâches qui lui incombent :
- informer la D.G. en matière fiscale
- Contrôler les Sociétés françaises du groupe en ce qui concerne l'application de la politique fiscale
- Conseiller et assister les Sociétés étrangères du Groupe dans le domaine fiscal.

Pour postuler il faut avoir : 30 ans minimum. Une formation supérieure, 7 ans d'expérience (Administration ou poste analogue) une excellente connaissance des dispositions du système fiscal français applicable aux entreprises industrielles et commerciales.
Pour en savoir davantage env. CV détail. sous réf. 3506 à M.A. BORDES, qui traitera confidentiellement tous les dossiers.

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves 75009 PARIS.

Société multinationale recherche pr son siège région parisienne
- Responsable gestion financière et administrative ;
- Aide-comptable ;
- Secrétaire comptabilité.

Connaissance et pratique anglais indispensables.

Répondre avec prétentions et C.V., n° 874.623, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2°, q.t.

H.E.C., SUP. DE CO E.S.S.E.C.

La Société : groupe industriel en flèche dans sa profession (C.A. 2 milliards de francs). Son expansion se caractérise par *le développement de filiales en province et à l'étranger.*

Nous vous proposons de vous former au sein de notre direction administrative et financière comme adjoint au chef du service financier. Il vous sera confié au départ la gestion de la trésorerie du groupe (prévisions, relations avec les banq.).

Lieu de travail : PARIS - SUD.

Adresser C.V. et photo sous référence 2.207 (à mentionner sur l'enveloppe) à ORGANISATION ET PUBLICITE, 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

Banlieue SUD-OUEST PARIS
recherche

1) JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ARTS ET MÉTIERS
pour étude de mécanique type aéronautique.

2) INGÉNIEUR MÉCANICIEN CONFIRMÉ

(GRANDES ÉCOLES)
pour responsabilité de développement *de matériels aéronautiques.*

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 18.383, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

PROMECAM SISSON - LEHMANN

CONSTRUCTEUR DE MACHINES-OUTILS
recherche

AGENT TECHNIQUE 3e ECH.

mises en service, dépannages, parlant obligatoirement l'anglais et, si possible, une deuxième langue. Voyages fréquents.

Ecrire à P.S.L., 63, rue de Strasbourg, 93206, SAINT-DENIS CEDEX 1, av. C.V. et photo réc.

Recherche, urgent, pr Paris-8°, comptable hme, comptabil. gale, libre suite. Ecr. 5.769 Centrale d'Annonces, 121, r. Réaumur-2°.

CGR

Branche médicale du Groupe THOMSON-BRANDT
recherche pour sa DIRECTION A L'EXPORTATION
département gestion des filiales commerciales :

CONTROLEUR DE GESTION

Age minimum 30 ans.

Le candidat devra, outre une formation de base type SUP. de CO, avoir l'expérience de quelques années dans un poste similaire en France ou à l'étranger.

La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères sera appréciée.

Adresser curriculum vitae manuscrit, photo et prét. à la DIRECTION DU PERSONNEL DE C.G.R., 13, square Max-Hymans, 75741 PARIS CEDEX 15.

POUR POURSUIVRE SON EXPANSION
LEADER EUROPÉEN DE LA CONNEXION
recherche

INGÉNIEURS MÉCANICIENS ou ÉLECTROMÉCANICIENS

Expérience 2 A 5 ANS pour conception mise au point petit matériel électromécanique.
Postes PARIS et LE MANS.

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ (5 ans)

ayant connaissance approfondie dans domaine des matériaux thermoplastiques, thermodurcissable et élastomère.

Poste PARIS.

Env. C.V. manuscrit, photo et prétent., n° 18.289, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

GRANDE BANQUE

recherche

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

deux ou trois ans d'expérience. Dégagé obligations militaires.

Titul. d'un D.U.T. Informatique ou d'un diplôme équivalent. Connaissance indispensable dans le domaine de la programmation des mini-ordinateurs. Anglais technique lu.

Adresser C.V. à ARCHAT, 34, boulevard Haussmann, Paris-9e (sous réf. n° 92), q. tr.

Société de services C.A. 80 M.F.
recherche pour son siège parisien

DIRECTEUR FINANCIER

Ce poste, relevant du Directeur général, requiert de solides connaissances comptables, administratives, ainsi que des notions des méthodes *de gestion anglo-saxonnes.*

Adresser C.V. à : Volucompteurs ASTER-BOUTILLON, 12, place des Etats-Unis 92120 MONTROUGE.

Dans le cadre de son expansion

U.P.S.I.

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS
présentant 2 à 3 ans minim. exp. en COBOL (ANS)
connaiss. DOS - VS - GECOS. SIRIS 3, 8 appréc.
Envoy. C.V., photo et prétent. SOTECI, 10, r. de Châteaudun, 75009 PARIS, qui transmettra.

Recherchons COMPTABLE hautem. qualifié. Libre de suite. Centre LECLERC, chemin des Hayettes, 95520 OSNY.

ISIS

recrute

PROGRAMMEURS

OS
connaissant parfaitement les cartes de contrôle
— Expérience minimum 2 ans.

OPERATRICES

— INFOREX
— 37/42

Tél. : 345-84-32

COMPAGNIE AVIATION recherche pour ORLY

STENODACTYLO HOTESSE D'ACCUEIL

bilingue
Sténo FRANCAIS-ANGLAIS
Ecr. Chef d'escales AIR INDIA B.P. 134 94398 Aéroport d'ORLY

SOCIETE COMMERCIALE PARIS (16e) recherche pour son service juridique

JEUNE HOMME

LICENCIÉ EN DROIT

OU EQUIVALENT

Horaire flexible, 13e mois + primes. Restaur. entreprise.

Adr. C.V. n° 18.335, Contesse P., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Etablissement public à caractère culturel PARIS-CENTRE
recherche

STANDARDISTE

expérimentée avec notions d'anglais ou bilingue

Tél. pour candidature à J.N. TRINH : 508-25-00

LEADER EUROPEEN DANS LE DIAGNOSTIC AUTO
recherche

AGENT TECHNIQUE APRES-VENTE

Le candidat aura une formation électromécanique ou électronique et devra accepter de très nombreux déplacements.

Ecrire à SOURIAU & Cie, 11, rue Gallieni, 92103 BOULOGNE-SUR-SEINE.

Centre recherche Rhône-Poulenc à Aubervilliers recherche SECRETAIRE BILINGUE ANGLAIS
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo service du personnel, 12, rue des Gardinoux.

Recherchons COMPTABLE hautement qualifié. Libre de suite. CENTRE LECLERC, chemin des Hayettes, 95520 OSNY.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



هكذا من الأصل



ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI			L'IMMOBILIER		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70	Achat–Vente–Location	25,00	29,19
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37	EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03	L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89			

L'immobilier

appartements vente



Paris

MUETTE SUR AV. MOZART IMM. P. DE T. SPACIEUX 3 P., TT CFT, BALC. +chbre serv. (park poss.). Prix 470.000 - VERNEL. 526-01-50. Vr s/pl. mardi, merc., 15-18 h., 1, RUE LARGILLIERE.

HALLES PROPRIET vd DIRECTEMENT ds bel imm. 18e siècle rénové — STUDIOS, LOGGIAS, STYLE ATELIER D'ARTISTE, 30 m², prix 95.000 F ; — 3 P., tt cft+LOGGIAS, 70 m², prix 240.000 F. Vr s/pl. mardi-merc., 14-17 h., 17, RUE DUSSOUBS. Tél. : 553-64-67.

16e Près TROCADERO Imm. rénové occupé, 2 pièces, dépendances. Tél. : 622-16-98, poste 26.

Pereire-Champerret, salon, salon, s. à manger, chbre, bs, tt cft, 110 m², chambre service. Mardi, mercredi, 14 à 16 h., 5, rue Albert-Samain.

PROPRIETAIRE DISPOSE DANS LE 13e (Eglise Jeanne-d'Arc)
30 TRES BEAUX STUDIOS
plein soleil, tout confort (cuisine agencée, salle de bains, moquette, vide-ordures, interphone) Bel immeuble Grande facilité de location. INVESTISSEMENT DE QUALITE Rentable immédiatement. Renseign. chez moi : 325-56-78.

GAMBETTA
50 M. METRO PELLEPORT MAGNIFIQUES STUDIOS A PARTIR DE 75.000 F dans imm. entièrem. restauré. LIVRAISON IMMEDIATE. Location et gestion gratuites assurées par nos soins. BUREAU DE VENTE sur place tous les jours (sf dim.), 11-19 h., 98, R. PELLEPORT. 636-52-00.

16e ANGLE QUAI
LOUIS-BLERIOT
Imm. P. de T., ravalé, calme, vue s/Seine, 2e ét., balc., asc. **4 P.** double living, 2 chb., entrée, cuis., s. de bs, wc, chauff. cent., tél., cave. En rénovation, possibilité décor. selon avis du client.
PRIX : 397.500 F
3, Vis. mdi, merc., 10-19 h., r. Fantin-Latour. 292-29-92.

2e - Quartier en hausse constante. Triangle BOURSE-OPERA-REAUMUR. Immeuble de qualité, ancien et de très grand confort moderne (interphone, vide-ordures), style poutres apparentes et pierres authentiques.
STUDIOS
2-3 PIECES DUPLEX
Livraison immédiate. Pour logement personnel ou investissement. *Me* téléphoner de suite : 325-25-25.

Mo PORTE ORLEANS
Ds imm. ravalé, beaux 2 p. tt cft, exceptionn. 125.000 F. Visite mardi, mercredi, jeudi, 14 h. à 18 h. : 30, rue de Bagneux, 92-MONTROUGE. Tél. 206-15-30.

UNIQUE A PARIS
Division et rénovation de l'hôtel particulier de Talma (16e)
DUPLEX, 8 P. + 481 m2 jard.
DUPLEX, 6 P. + 286 m2 jard.
DUPLEX, 5 P.+terrasse *27 m2*.
APPART. 4 PCES sur jardin.
Grand STUDIO sur jardin.
CLASSE EXCEPTIONNELLE
Prix élevé
Sur place du lundi au jeudi, de 14 h. 30 à 17h., 9, rue de la Tour-des-Dames, Paris (9e). — Renseignements : 874-19-73, à défaut : 624-80-15.

EXCEPTIONNEL
15e PONT MIRABEAU
Petite résidence, grand stdg. entièrem. rénové. Reste qques stud. et 2 p. à partir 99.000 F. Locat. et gestion assurées. GROUPE VRIDAUD 15, rue de la Paix, Paris-2e. TEL. 073-15-51 - 073-80-23.

Région parisienne

77-CHELLES
Part. à P. vend appartem. F-4 neuf. Garage fermé et cave. Facilité de crédit assurée. Ecr. à 6.016, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

A VENDRE St-Germain-en-Laye. Devant R.E.P., vue imprenable sur château et parc, appt 5 p. pr. S'adr. RAUX, not., Bayeux (14). Tél. (31) 92-00-40.

MAISONS-LAFFITTE
ds le parc, magnif. appt gd liv., 3 chbres, 2 gds balcons, gar. S.A. H. LE CLAIR 976-30-02.

constructions neuves

XVe DUPLEIX-LOURMEL
Studios, 2, 3 et 5 pièces. Habitables 1er trimestre 77. PRIX NON REVISABLES IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland. BAL. 93-69.

XXe PELLEPORT
Studios, 2, 3 et 4 pièces. Habitables juillet 76. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland. BAL. 93-69.

MAISONS-LAFFITTE
Vue calme, verdure, reste 3 et 4 pièces. Habit. 4e trimestre 75. PRIX NON REVISABLES. IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland. BAL. 93-69.

IDEAL INVESTISSEURS Loyer libre
Mo AVRON
dans immeuble rénové. Chambres à partir 45.000 F. Studios à partir 70.000 F. BAL. 93-69.

BISCAROSSE (LANDES)
Résidence
LES SABLES D'OR
50 mètres plage
— Cuisine équipée ;
— Chauffage électrique.
Appartements
2 personnes : 60.000 F
4 personnes : 80.000 F
6 personnes : 105.000 F
à 10 minutes des grands lacs, face à l'océan.
RENSEIGNEMENTS - VENTE
CABINET BOTELLA
B.P. 15
40520 BISCAROSSE-PLAGE
TEL. (58) 78-22-39.

COURBEVOIE
Immeuble très grand standing. Studios, 2, 3 et 4 pièces. Habitables immédiatement. IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, aven. Friedland. BAL. 93-69.

fonds de commerce

CAUSE RETRAITE VENDS
TABAC BIMBELOTERIE
gros village Vaucluse. Bon rapport. Agence s'abstenir. Pour tous renseignements écrire no 6.704, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

PERPIGNAN. Vds parts SARL bar-restaurant ***NN, 300 couverts, centre ville, place de la Loge. Affaire exceptionnelle pr profess. Chiffre d'aff. important. Téléph. (69) 34-24-44.

bureaux

AVENUE MONTAIGNE à louer 300 m² de bureaux. RICHARD ELLIS, 225-27-80.

MAILLOT. Loue ss pas-de-porte TTES SURFACES, TS QUART. 293-45-55 + 522-19-10.

villas

14 - CABOURG, VILLA front de mer, 7 pces, cuis., tout confort, sur 1.200 m², accès direct plage. Px 480.000 F. Agence Normande DIVES-SUR-MER. Tél. 91-24-40.

maisons de campagne

CEVENNES. Beau mas rénové, tt cft, 8 pces, s. de bs, atelier menuiserie, bergerie, fromagerie, caves, nb. dépend., 2.000 m² jard. bio. + 5 ha. Vue extra. Ecr. à 7.101, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

VALLEE DU LOIR
110 km. Ouest par autoroute, fermette, ent., c. éq., séj. rustique, cb., s. bs, wc, ch. cent., dépend., grenier aménagé, gar. S/1.200 m² clos et plantés. Prix justif. 130.000 F av. 30.000 F. AGENCE BONNEVAL (28) Tél. (15-37) 98-25-52, même dimanches et fêtes.

propriétés

Chapelle du XIIe en pier. de t., intérieur à aménager, possibilité deux niveaux, jardin ombragé, eau, électricité. Prix 110.000 F. Ecr. no 87.102, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Département CHER
Magnifique propriété sur 7 ha., prairie et bois, grand standing. B. C. I. 48, rue Edouard-Vaillant, BOURGES. Tél. : 24-75-99.

BOUGIVAL
EXCEPTIONNELLE DEMEURE « DIRECTOIRE »
Parc boisé 11.000 m2 - Salon, 150 m2, 8 chbres, gdes dépend. Maison gardien. — Tél. 705-22-68.

SCHWEIZ
zu verkaufen im Berner-Oberland in Winter und Sommer-Station Eigentums-Wohnungen mit evtl. Zwischenvermietung. Auskunft erteilt : Notar Dr. W. Bettler, Waldeggstr. 3 3800 Interlaken.

100 KM OUEST PARIS, sur 5.500 m² clos, propté de classe, séj. 50 m², chem., poutres, tomettes, anc., vaste loggia, cuis. équip., 3 chbres, 2 bs, wc, ch. c., cave, grange 100 m², proximité forêt, rivière. Px 320.000. AVIS, 23, r. Harleville. Maintenont. Tél. 23-02-29.

VEXIN NORMAND, 85 kilom. Paris, 2 maisons, comprenant chacune cuis., séjour, chambre, salle de bns, verger et jardin 2.200 m², garage. 130.000 F, avec 40.000 compt. AGCE DU VEXIN NORMAND, 27150 ETREPAGNY. Téléph. 347 - 16 (32) 02-91-11.

Rés. SEDERON. Hte-Provence. Mas de caract., 2 ha. env., 4 p. habit. toit. excell., imp. dépend. à aménager, 270.000 F.
Mas de 12 ha., pet. mais. près habitat. princip., tr. belle vue, exposition plein sud, habit. à peu de frais, 300.000 F.
Maison de camp. 1.000 m² terr., toit et murs bon état, très belle vue, eau, électr., 85.000 F.
OPPEDE (Vaucluse), tr. b. mas en pierres, 3.000 m² bois, très b. vue, eau, élect., cour intér., une partie habit., imp. dépend. à aménager 300.000 F.
Agence Les Remparts, place de la Mairie, 84220 ROUSSILLON. Téléphone (90) 75-62-46. Nombreux mas dans la Drôme, Haute-Provence, Vaucluse.

manoirs

BRETAGNE SUD, *petit* château Direct. bon état, parc 3 ha, vue. ANJOU, château XVI, joli parc 18 ha. beau cadre. COTENTIN, MANOIR XVIIe, meub., parc, pré, rivière. 16 à 30 ha libres. 2 MANOIRS XVIe et XVIIIe à restaurer, 1 ha, plusieurs autres châteaux et manoirs dans l'Ouest. *FORETS ET MANOIRS DE FRANCE*, Les *Métumières*, 35500 VITRE. Téléph. (99) 75-22-01.

domaines

PROVENCE
Beau domaine rapport agrément. 600 m. de plage privée. Excellent vignoble d'appellation, élevage, chasse, site exceptionnel, proximité aéroport, autoroute. Agence COSTABEL, 26 La Combette, 13210 SAINT-REMY-DE-PROVENCE. (90) 92-08-40.

QUERCY, de 500.000 F à 1.500.000 F, choix MAISONS ANCIENNES et CHATEAUX. L'Immobilière en Occitanie, 28, rue du Maréchal-Joffre, 46000 Cahors Tél. (65) 35-27-65

locations non meublées Offre

Paris

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 84, rue d'Alésia - 577-70-08 45, r. Héricart, Mo Ch.-Michels 3, rue Ph.-Dangeau, Versailles

locations meublées Demande

Paris

Ch. stud., cft, tél. 2e, 8e, 14e, 15e arrond. De suite. 645-10-61.

terrains

10 km. MONTARGIS. Terrain en pente, boisé, 2.200 m². Tél. (38) 85-41-76.

Proximité HOSSEGOR
TERRAINS VIABILISES
Constructions libres
LOTISSEMENT EXCEPTIONNEL
Bord de mer
Cadre forestier
Lots de 1.000 à 1.6000 m²
SERU *Allée du Poitou* 40530 LABENNE-OCEAN Téléphone (59) 31-42-47. Document. Tarifs sur demande.

viagers

CANNES. Imm. réc., excellent stand., bel appart. 3 PCES, tout confort, 70 m², réservé sur deux têtes, comptant 55.000 F + rte. NICE. Bel. résid. réc. Liv. dble +ch. tt cft, 70 m²+balc. réservé 2 têtes. 45.000 cpt + 700 p/mois. Lodel. 37, av. Foch, Nice. 80-69-85.

représent. offre

GIRPA a 300 STUDIOS PLACEMENT et APPARTEMENTS très GRAND STANDING à VENDRE. Publicité très importante (presse et radio)
Elle RECHERCHE
5 VENDEURS
Elle précise des VENDEURS Très important salaire. Curieux s'abstenir. Se présenter avec C.V. et 3 dernières feuilles de paye. Obligation voiture. - Tous les jours, de 17 à 19 h., 92, bd Montparnasse, Paris-14e.

demandes d'emploi

J.H. responsable service comptable, cinq ans d'expérience, recherche poste assistant directeur financier, comptable ou contrôleur de gestion, banlieue Ouest Paris, niveau B.T.S.C., diplôme technicien en gestion. Téléph. 825-77-69.

J. H. maîtrise agro et aliment. formation I.P.A., thèse 3e cycle sur environnement, expér. prof., recherche emploi I.A.A. et ind. Ecr. no 3.930, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 37 a., licence sciences éco, ch. pl. administ. gestion entrep. Ecrire no 13.551, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

SECRETAIRE CONFIRMEE
15 ans expérience commerciale, rech., pour 1er septemb., emploi stable sur Asnières, Clichy ou Saint-Lazare, necess. initiatives et décis. Salaire 38.000/40.000 F. Ecr. à 6.008, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. psychomotricienne cherche emploi Paris ou rég. Versailles. Ecr. Mme Lebonhomme, 5, av. de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

Couple 30 ans, mari chef cuisinier premier ordre, femme réception ou autre, bilingues, ch. emploi France ou étranger. Excell. références contrôlables France et U.S.A. HENRI CHAMBARD, 4, rue des Saules, 17420 SAINT-PALAIS-SUR-MER.

J.F. 20 a., titul. bac, ch. emploi dans banque, assur. ou autres. Libre de suite. — RINNA REINETTE, 142, rue J.-P.-Timbaud, 92400 COURBEVOIE.

cours et leçons

Comptabilité préparation exam. par professeur. — 774-87-06.

occasions

Vds salon mod. marron fauve, tr. b. ét., 3 pièces (canapé-lit 2 pers. + 2 fauteuils). 2.500 F à débat. Tél. 820-80-17, après 19 h.

villégiatures

Près Grasse, maison tt cft, vue, prix mod. Roditi, 06-St-Cézaire.

Côte d'Azur. Part. loue sept. 2 p. villa vue mer, jardin Anthéor (Var). Tél. St-Raphaël, 95-27-85.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone
au
233.44.31
pour tous renseignements : **233.44.21**

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

Conséquence des déboires financiers d'une de ses filiales

La Paternelle cède la direction de ses affaires aux Assurances du groupe de Paris

La Paternelle S.A. a décidé de céder aux Assurances du groupe de Paris (A.G.P.), le premier assureur privé français, la participation majoritaire de 78,6 % qu'elle détenait dans leur capital. A cette fin, elle propose à ses propres actionnaires d'échanger leurs titres contre des actions A.G.P. sur la base de deux Paternelle contre une A.G.P.

Cette offre publique d'échange, dont les modalités seront publiées ce lundi 18 août par la chambre syndicale des agents de change, sera valable jusqu'au 8 octobre 1975 inclus. Les Sociétés d'assurance du groupe de Paris, qui détiennent entre elles 11 % du capital de la Paternelle S.A., ne participeront pas à cet échange.

La cotation des actions Paternelles S.A. et A.G.P., suspendue depuis le 8 août, reprendront le 19 août. Les A.G.P. demanderont l'introduction de leurs actions sur le marché à terme de Paris.

Cette opération de restructuration, véritable « cuisine interne », devait intervenir tôt ou tard. Elle avait été rendue inévitable par l'énorme « trou » creusé dans la caisse de La Paternelle par les déboires financiers de sa filiale à 99,93 %, la Société auxiliaire hypothécaire (S.A.H.), victime au printemps 1974 d'une vaste escroquerie montée par des promoteurs immobiliers. Afin d'éviter que la S.A.H. ne dépose son bilan, La Paternelle lui avait accordé un important concours financier, atteignant la somme rondelette de 420 millions de francs. Ne disposant pas de ces fonds, elle a dû pour se les procurer revendre le plus clair de ses participations bancaires et industrielles à ses filiales « assurances » du groupe A.G.P.

A ce jour, La Paternelle ne possède plus, en dehors du contrôle de la S.A.H. — et des sociétés immobilières qui ont saisi les gages sur lesquels étaient assis le crédit de la S.A.H. — qu'une participation majoritaire dans l'A.G.P. De plus, aux dires des dirigeants du groupe, près de la moitié des avances consenties à la S.A.H. seront difficilement récupérables et la société a dû, pour se prémunir, constituer une provision de 190 millions de francs. Quant à l'autre moitié de ces prêts, elle ne sera pas productive d'intérêt avant au moins deux ans ; encore, à condition que les procédures en cours pour réaliser les gages immobiliers saisis évoluent de façon favorable.

Ainsi, saignée à blanc, La Paternelle allait se trouver dans l'incapacité de rémunérer son capital. Elle n'avait donc plus d'autre solution que de passer la main et de rentrer dans le rang. C'est ce qu'elle vient de faire en cédant la direction de ses affaires aux A.G.P., qui deviendront, désormais, le pivot des diverses compagnies d'assurances qu'elles contrôlent.

Les actionnaires qui accepteront l'offre d'échange auront droit au dividende que l'A.G.P. versera au titre de l'exercice 1974-1975, dont la clôture interviendra le 31 août prochain, et qui devrait être au minimum de 10,70 F net par titre (16,05 F avec l'avoir fiscal). Ils perdront un peu au change, puisque, dans des conditions normales, le dividende 1975, pour deux actions Paternelle (base de l'échange pour un titre A.G.P.), se serait au moins élevé à 13,64 F (6,82 F par action), soit au total 20,46 F, avoir fiscal compris. Mais mieux vaut cela que ne rien toucher du tout.

Les actions Paternelle remises à l'échange seront annulées, et le capital de la société réduit à due concurrence. A l'issue de l'opération, La Paternelle, vidée de la plus grande partie de sa substance, deviendra la filiale... de ses ex-filiales. Triste sort, quand on songe que, voici trois ans, à l'issue d'une lutte acharnée avec la Financière de Suez et la Banque de l'Indochine, La Paternelle était parvenue à reprendre le contrôle de ses compagnies d'assurances. Décidément, la roche Tarpéienne est proche du Capitole.

ANDRÉ DESSOT.

LA PATERNELLE S.A.

Constituée en 1843, La Paternelle, dont l'activité s'appliquait à l'assurance et à la réassurance contre l'incendie, les accidents et les risques divers, se transformait en 1956 en société holding. En avril 1967, La Paternelle S.A. faisait apport aux Assurances du groupe de Paris (A.G.P.) de ses participations dans l'assurance et recevait en contrepartie diverses participations industrielles, financières et commerciales. Durant le dernier trimestre de 1972, au terme d'une rude bataille avec la Financière de Suez, elle cédait à cette dernière le contrôle de la Banque de l'Indochine. En contrepartie, elle obtenait la totalité du capital des filiales « assurances » qu'elle partageait avec le Suez au sein des A.G.P., ainsi qu'un certain nombre de participations industrielles et financières qui appartenaient jusqu'alors à la Banque de l'Indochine. Elle prenait ainsi le contrôle majoritaire à près de 80 % des Assurances du groupe de Paris, devenue entre temps une société de portefeuille, et, partant, des compagnies d'assurances La Paternelle, La Prévoyance, l'Assurance mutuelle de la Ville de Paris, M.A.C.L.-Minerve, Seine et Rhône, Océanide, ainsi que de plusieurs compagnies d'assurances étrangères.

Jusqu'à une date récente, le groupe Paternelle détenait notamment : 45 % des Brasseries et Glacières de l'Indochine ; 27,09 % de la Caisse centrale de réescompte ; 50 % de la Société industrielle et forestière des allumettes ; 41,4 % des Magasins généraux ; 12,8 % des Ciments français ; 67 % de l'Immobilière plaine Monceau.

● MICHELIN AU BRESIL. — Les projets de Michelin au Brésil (*le Monde* du 5 avril) prennent forme. La firme de Clermont-Ferrand vient de présenter au gouverneur de l'Etat de Rio-de-Janeiro un projet d'investissement de 160 millions de dollars (700 millions de francs), prévoyant la la construction à Rio même d'une fabrique de pneumatiques et de chambres à air pour poids lourds. Cette fabrique, dont la mise en route est prévue deux ans après l'acceptation du projet, emploiera trois mille personnes.

PRESSE

L'U.N.S.J. APPELLE LES JOURNALISTES A PARTICIPER A LA JOURNÉE D'ACTION DU 20 AOUT

L'Union nationale des syndicats de journalistes (U.N.S.J.) qui regroupe les syndicats S.N.J., C.G.T., C.F.D.T. et F.O. annonce, dans un communiqué, qu'elle a décidé d'appeler les journalistes à participer aux actions et aux manifestations organisées le mercredi 20 août *« contre le démantèlement de l'imprimerie et pour la garantie de l'emploi »*. Elle estime que *« toutes les professions de l'information sont concernées par la satisfaction de ces revendications »*. Elle ajoute que les journalistes montreront ainsi leur volonté d'obtenir une *« véritable revalorisation de leurs salaires, l'amélioration de leurs conditions de travail, la reprise des négociations paritaires sur la convention collective et leur conclusion rapide »*.

Le communiqué indique également que les syndicats nationaux de journalistes S.N.J., C.G.T. et C.F.D.T. invitent leurs adhérents et confrères à participer à une manifestation organisée à Paris par la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T., le mercredi 20 août à 14 heures 15, place de la Bourse.

L' « OBSERVER » A REPARU

Le journal londonien du dimanche, *The Observer*, qui n'avait pu paraître la semaine dernière à la suite d'un conflit entre la direction et les syndicats de typographes (*le Monde* du 15 août), a pu reparaître normalement le 17 août après la signature d'un accord. Le nombre des suppressions d'emplois atteindra progressivement 25 % des effectifs par non-remplacement des collaborateur qui prendront leur retraite ou partiront volontairement.

Ce qui semble avoir permis la conclusion de cet accord est le fait que la Newspapers Publishing Association, qui représente les éditeurs de la plupart des journaux, ne se référera pas à l'accord de l'*Observer* pour essayer de procéder à des suppressions d'emplois.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

En Grande-Bretagne

Des syndicats lancent un appel en faveur de la modération des hausses de salaires

Londres (*A.F.P.*). — Le conseil général de la Confédération syndicale britannique (TUC) vient de se prononcer, dans son rapport annuel, pour la modération des hausse de salaires ainsi que pour l'instauration d'un certain contrôle des importations.

Dans ce document, publié en prévision du congrès annuel des syndicats début septembre, à Blackpool, le conseil souligne que *« les chances de réduire l'inflation des prix vers la fin de l'année ou l'an prochain seront sérieusement menacées »* si les prochaines conventions collectives se soldent par des augmentations de salaires analogues à celles des derniers mois. Il reconnaît que le *« contrat social »* entre le gouvernement et les syndicats n'a pas toujours été bien respecté dernièrement et que, *« à l'époque actuelle, les salaires sont, comme les prix, un facteur important d'inflation »*.

Des mesures provisoires de contrôle des importations?

Le conseil du TUC indique, par ailleurs, que de bons arguments plaident en faveur de l'introduction de mesures provisoires de contrôle des importations de certains produits manufacturés *« jusqu'à ce que l'économie redémarre »*. *« L'importation de certains produits comme les textiles, les vêtements, les chaussures, le verre, l'électronique et les voitures a un effet sérieux sur le niveau de l'emploi au Royaume-Uni »*, note le rapport.

EMPLOI

GRÈVE AVEC OCCUPATION DANS UNE LAITERIE DU FINISTÈRE

Les ouvriers de la laiterie de Négobeureuf de Carhaix (Finistère) occupent leur entreprise depuis le dimanche 17 août pour protester contre les conditions de licenciement de onze salariés. Ceux-ci, qui s'étaient vu signifier leur licenciement à la fin du mois de juillet en raison d'une modification de la collecte de lait, ont reçu samedi une lettre de la direction leur demandant de cesser immédiatement leur travail, bien que leur préavis de deux mois n'expire que le 24 septembre.

Toute l'activité de l'entreprise, qui emploie une soixantaine de salariés, a cessé, ainsi que le ramassage de lait. Le système de réfrigération ayant été arrêté, des problèmse de conservation vont se poser rapidement pour les 28 000 litres de crème bloqués dans l'usine.

A L'ÉTRANGER

Les experts de l'O.C.D.E. s'interrogent sur la vigueur de la reprise aux États-Unis

« On peut raisonnablement s'attendre, semble-t-il, à une reprise d'activité pour le second semestre », écrivent les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique), dans leur rapport annuel sur la situation aux Etats-Unis. Cette phrase, rédigée sans doute il y a un mois, étant donné les délais d'impression, paraît confirmée d'ores et déjà par les faits (*le Monde* daté 17-18 août).

De quelle nature sera le nouveau cycle d'expansion de l'économie américaine ? De quelle ampleur ? Que faudra-t-il faire en matière de politique économique ? Rarement les experts ont été aussi embarrassés, à tel point que leur discours rappelle le bredouillement des médecins de Molière.

Qu'on en juge : *« il ne paraît pas nécessaire*, écrivent-ils, *de souligner combien il importe de donner à la reprise une vigueur suffisante pour réduire l'ampleur du marasme actuel ; il serait peut-être même souhaitable, pour comprimer le chômage, que la reprise soit plus vigoureuse, car il se peut que le redressement que l'on prévoit actuellement n'abaisse guère le niveau du chômage au cours des douze prochains mois. »* Quatre lignes plus bas : *« Mais il importe aussi, tant du point de vue national qu'international, d'éviter une résurgence des pressions inflationnistes aux États-Unis. Il paraît donc souhaitable de faire en sorte que la reprise soit plus modérée qu'elle l'a généralement été dans des précédents cycles conjoncturels. »*

Et encore : *« La vigueur de la reprise risquant de s'atténuer en 1976, il ne serait peut-être pas très prudent de laisser monter les taux d'intérêt dans les premiers stades du redressement ; il faudra peut-être donc procéder à un certain ajustement des objectifs monétaires adoptés par la Réserve fédérale. Au cas où de nouvelles mesures de relance seraient nécessaires, il ne serait peut-être pas très judicieux d'aller beaucoup plus loin dans la voie des allégements fiscaux, etc. »*

Comme à la fin du paragraphe précédent, on vient de lire que *« le principal risque, dans l'immédiat, pourrait être que la reprise s'essouffle dans le courant de l'année 1976, ce qui justifierait de nouvelles mesures de stimulation de la demande »*, on discerne mal finalement quel conseil de l'O.C.D.E. donne au gouvernement des Etats-Unis — à part peut-être un certain style de « navigation à vue », bien connu de ce côté-ci de l'Atlantique — *« il peut à tout moment devenir nécessaire d'ajuster la politique économique à l'évolution conjoncturelle »*, écrivent en effet les experts.

Stabilité ou chômage?

Comme la loi du genre le leur impose, les experts ont chiffré leurs prévisions : la progression en volume du produit national brut sera de 6 à 6,5 % l'an aux troisième et quatrième trimestres, après avoir régressé de 8 % l'an au premier semestre. Au premier semestre de *1976*, le taux ne devrait être que de 5,25 %, tandis que la hausse des prix ne dépasserait pas 6 % (contre 9 % en 1975). Quant au chômage, son taux, selon les experts, devrait demeurer supérieur à 8,5 % de la population active *« vers le milieu de 1976 »*. Pourtant, le mois dernier, il avait légèrement baissé, revenant de 8,6 à 8,4 %...

L'Australie devrait donner la priorité à la lutte contre l'inflation

« La priorité devrait être donnée, semble-t-il, à la lutte contre l'inflation », estiment les experts de l'O.C.D.E., dans le rapport annuel que consacre à l'Australie l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Les indicateurs récents donnent en effet à penser que le mouvement de récession a sans doute pris fin et que l'économie australienne amorce une lente reprise. Au premier semestre de l'an prochain, la demande intérieure finale pourrait atteindre un taux de croissance annuel de 7 % environ. Pour cette année, toutefois, les perspectives sont celles d'une progression lente de la demande et de l'activité, la situation ne s'améliorant que peu sur le marché de l'emploi, en dépit de l'orientation expansionniste des politiques budgétaire et monétaire.

« Il semble, ajoute l'O.C.D.E., *que si la politique économique actuelle était poursuivie, le rythme d'inflation, qui est déjà l'un des plus rapides, risquerait de s'accélérer encore. Dans ce cas, la tâche consistant à faire baisser le niveau du chômage pourrait devenir plus ardue. L'inflation est surtout alimentée par les salaires*, poursuit l'O.C.D.E.; *ceux-ci ont augmenté d'environ 34 % pour les hommes et de 40 % pour les femmes en 1974. Il paraît donc souhaitable d'explorer à fond, avec les syndicats et les employeurs, toutes les possibilités de parvenir à réaliser le freinage. »*

Si une solution concertée ne pouvait être élaborée, *« il faudrait accepter le recours aux instruments de la régulation de la demande pour mener l'essentiel de la lutte contre l'inflation, ainsi que les conséquences regrettables que cela pourrait avoir sur le niveau de l'activité et celui de l'emploi »*, conclut l'O.C.D.E.

Faits et chiffres

Commerce

- LE CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT a adopté, le 16 août, à Genève, un texte de compromis sur les grands thèmes qui seront traités à la quatrième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (C.N.U.C.E.D.) prévue en mai 1976 à Nairobi. Il est prévu que la session du conseil reprendra à la fin du mois de septembre pour tenter de perfectionner ce catalogue et d'en faire un ordre du jour véritable, compte tenu de ce qu'aura pu décider la session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies. — *(A.F.P.)*

Énergie

- LE POMPAGE DU PETROLE SAOUDIEN PAR LA TAPLINE A DESTINATION DU LIBAN « reprendra dans deux jours », a annoncé dimanche à la presse libanaise, M. Mohamad Ali Itani, directeur du ministère libanais du pétrole. Le pompage avait été arrêté en février dernier, car le prix du pétrole ainsi rendu était alors relativement trop élevé. — *(A.F.P.)*

ÉNERGIE

En Autriche

LES EXPERTS DE L'OPEP EXAMINENT LA QUESTION DU PRIX DU PÉTROLE

Vienne (A.F.P.). — Les experts du « groupe de travail pour les prix et l'indexation » de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) devaient se réunir à Vienne à partir de ce lundi 18 août pour préparer les recommandations qui, après examen par la commission économique de l'organisation, seront soumis aux ministres avant leur conférence extraordinaire du 24 septembre dans la capitale autrichienne.

La discussion sur le pourcentage de la hausse des prix du « brut » nécessaire pour compenser les effets de l'inflation mondiale fait apparaître les clivages habituels entre pays progressistes et pays modérés. Le ministre iranien, M. J. Amouzegar, partisan d'une hausse assez forte, devait venir personnellement à Vienne, après avoir consulté l'Arabie Saoudite qui, en principe, préférerait ne pas modifier les prix.

Cependant on s'interroge sur la signification du changement de politique pétrolière qui pourrait intervenir à Tripoli, selon le *Petroleum Intelligence Weekly*. Après avoir tenté d'augmenter ses ventes de « brut » — *y compris* par de légères baisses de prix — la Libye s'orienterait maintenant vers une forte réduction de sa production. Mais le *P.I.W.* se demande lui-même — le ministre du pétrole étant en vacances — si Tripoli a vraiment changé de politique.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 5/8	6 5/8	0	1	0	1
1 mois	6 1/8	6 5/8	1 7/8	2 3/8	1 7/8	2 3/8
3 mois	7	7 1/2	2 7/8	3 3/8	2 5/8	3 1/8
6 mois	8	8 1/2	4 1/4	4 3/4	4 1/4	4 3/4

هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-DEVISES

Signes de raffermissement

Le marché international des capitaux traverse actuellement une période de transition explicable dans une large mesure par le ralentissement estival de l'activité générale, mais également par les tendances actuellement très divergentes des taux d'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique, une certaine tension ayant été constatée durant la précédente semaine sur le marché monétaire américain, qui s'est relativement stabilisé cette semaine, alors que le contraire se produit en Europe, où trois pays viennent d'abaisser leur taux d'escompte, à savoir l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas et le Danemark.

Les marchés de valeurs à *revenu fixe* ont donc obéi à l'influence des taux d'intérêt et, en ce qui concerne le marché secondaire des euro-obligations, les pressions à la baisse constatées en début de semaine ont fait place à une orientation plus soutenue vendredi.

Ce raffermissement relatif s'explique aussi par l'évolution du marché des changes, où la hausse précédente du dollar avait été remise en cause en début de semaine. La devise américaine semblait toutefois s'orienter de nouveau à la hausse vendredi après-midi, après que la trésorerie américaine eut publié des statistiques faisant ressortir une augmentation importante de la masse monétaire. Paradoxalement, le dollar en reçoit un stimulant, de même que les dépôts en eurodollars, car les observateurs londoniens supputent un durcissement de la politique monétaire du Federal Reserve Board, avis qui ne semble pas partagé outre-Atlantique.

En Europe, les liquidités sont très abondantes à présent, au point que l'on signalait vendredi des taux d'intérêt négatifs pour les dépôts en euromarks et en eurofrancs suisses à court terme, les premiers étant notamment cotés à 0 pour les dépôts au jour le jour et les seconds entre 0 et — 3/4 %. En outre, la baisse du taux de l'escompte et du Lombard en Allemagne fédérale, jeudi, a provoqué une baisse sur toute la structure des taux en euromarks.

A l'avenir, tout dépendra de l'évolution du taux de change deutschemark-dollar, qui déterminera le comité central du marché financier à rouvrir ou non les vannes des nouvelles émissions. Pour certains banquiers d'outre-Rhin, la manipulation du taux d'escompte, baissé d'un demi-point jeudi, est le prélude à la réouverture du marché local, mais il est plus douteux que le feu vert aux nouvelles euro-émissions en deutschemarks soit rapidement donné si le deutschemark se dépréciait davantage par rapport au dollar. — (Agefi.)

LONDRES

Raffermissement

Le marché se raffermit sensiblement lundi à l'ouverture. Reprise des industrielles, sous la direction d'Unilever, et des pétroles. Les mines d'or sont également mieux orientées. Stabilité des fonds d'Etat.

OR (ouverture) (dollars) : 162 25 contre 162 10

VALEURS	CLOTURE 15/8	COURS 18/8
War Loan 3 ½ %	25 3 4	25 3 4
Beechamps	274 ...	278 1 2
British Petroleum	510 ...	512 1 2
Shell	318 ..	319 1 2
Vickers	119 ...	120
Imperial Chemical	254 ...	255 .
Courtaulds	116 .	119 ...
De Beers	302 ...	300 1 2
*Western Holdings	34 1/4	34 1 2
Rio Tinto Zinc Corp	169 ..	170 ...
*West Driefontein	43 1/4	43 3/8

(*) En livres.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 1/8 %

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	13 août	14 août
Valeurs françaises	130,2	130,2
Valeurs étrangères	129	127,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	74,7	74,9

JAPON

Les achats étrangers d'obligations atteignent un niveau record en juillet

Tokyo. — Les achats étrangers d'obligations japonaises ont atteint, en juillet, le niveau record de 240 millions de dollars. Le mois précédent, ils s'étaient élevés à 140 millions de dollars.

Cette forte augmentation est attribuée à la vive baisse des cours des valeurs à revenu fixe sur le marché de Tokyo, dont les rendements ont ainsi dépassé 9,50 %.

Certaines émissions, effectuées en particulier par les banques et les services publics, dont les rendements se sont situés entre 9,6 % et 9,7 %, ont été privilégiées du fait de leurs échéances proches (aux termes de la législation en vigueur les acheteurs étrangers doivent conserver pendant un minimum de six mois les obligations acquises au Japon, sauf si elles arrivent à échéance avant ce délai).

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

PHILIPS. — Déjà en forte baisse durant le premier trimestre (— 75,1 %), le bénéfice net de la société a continué de chuter pendant le deuxième, revenant à 26 millions de florins contre 229 millions de florins au cours de la période correspondante de 1974 (— 89 %). Pour le premier semestre, il s'établit de ce fait à 86 millions de florins contre 470 millions de florins (— 81,7 %). Selon les dirigeants de la firme, les résultats du troisième trimestre seront encore plus mauvais, mais une amélioration pourrait se produire durant le quatrième. A cet égard, l'évolution de la situation monétaire sera prépondérante.

POULAIN S.A. — Bénéfice net de 1974 : 2,06 millions de francs contre 2,59 millions. Dividende global de 9 F contre 15,75 F.

Chiffre d'affaires H.T. du 1er semestre

SACILOR. — 4 018 millions de francs contre 4 660 millions.

FOUGEROLLE. — 983,61 millions de francs contre 946,93 millions.

ALSTHOM. — Consolidé : 2 421 millions de francs contre 2 284 millions.

CREDIT FONCIER DE FRANCE. — 2 112,7 millions de francs contre 2 366,8 millions.

ELECTRO-MECANIQUE. — 596,89 millions de francs contre 577,10 millions.

J. BOREL INTERNATIONAL. — Consolidé : 430,59 millions de francs contre 346,85 millions.

MECI. — 53,96 millions de francs (+ 10,5 %).

CAMPENON-BERNARD. — 736,54 millions de francs contre 689,6 millions.

VOYER S.A. — 219,36 millions de francs contre 92,13 millions.

TAITTINGER. — 22,38 millions de francs contre 26,6 millions.

PIPER-HEIDSIECK. — 17,76 millions de francs contre 35,09 millions.

RADAR S.A. — 16,64 millions de francs contre 21,28 millions. Magasins du groupe (t.t.c.) : 1 980 millions de francs contre 1 793,6 millions.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Rhin et Moselle dr.	1 p. 2	40 60

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14/8	18/8
1 dollar (en yens) ...	297 88	298 ..

BOURSE DE PARIS — 14 AOUT — COMPTANT

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

• VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14-8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 403	4 395	4 38
Canada ($ can. 1)	4 242	4 237	4 22
Allemagne (100 DM) ..	170 200	170 015	169 .
Belgique (100 fr.)	11 477	11 487	11 07
Danemark (100 krd.)	73 550	73 870	73 25
Espagne (100 pes.)	7 568	7 547	7 53
Grande-Bretagne (£ 1)..	9 282	9 26	9 25
Italie (100 lires)	0 657	0 656	0 62
Norvège (100 krn.)	80 620	80 32	80 .
Pays-Bas (100 fl.)	166 150	166 250	165 ..
Portugal (100 esc.)	16 605	16 595	15 .
Suède (100 krs.)	101 770	101 77	101 ..
Suisse (100 fr.)	163 770	163 55	162 75

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14-8
Or fin (kilo en barre)	23675 ..	23500 .
Or fin (kilo en lingot) ...	23600 ..	23500 .
Pièce française (20 fr.) ..	257 20	253 ..
Pièce française (10 fr.) ..	179 90	179 90
Pièce suisse (20 fr.)	233 20	234 60
Union latine (20 fr.)	226 50	222 ..
Souverain	227	225 10
Pièce de 20 dollars	1117 60	1115 20
Pièce de 10 dollars	545 20	540 20
Pièce de 5 dollars	365 ..	350 ..
Pièce de 50 pesos	951 ..	949 ..
Pièce de 10 florins	209 50	207 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT

Le numéro du « Monde » daté 17-18 août 1975 a été tiré à 455 246 exemplaires.

Selon la presse égyptienne

Une tentative de coup d'État aurait été déjouée en Libye

Le Caire (A.F.P.). — Un coup d'Etat contre le colonel Kadhafi aurait été récemment déjoué en Libye, annoncent les journaux égyptiens du dimanche 17 août.

Selon ces journaux, la tentative de coup d'Etat était dirigée par deux membres du Conseil de la révolution, proches du président libyen : les commandants *Bachir Houeldi, secrétaire général* de l'Union socialiste de Libye et ancien ministre, et Omar El Meheichi, responsable de l'industrialisation et de la planification. De nombreux cadres supérieurs de l'armée et de la garde républicaine auraient participé à la tentative de coup d'Etat.

Selon la presse du Caire, le commandant El Meheichi aurait réussi à se réfugier à Tunis, tandis que le commandant Bachir Houeldi aurait été blessé alors qu'on tentait de l'arrêter. Plus d'une trentaine d'officiers auraient été arrêtés, sous l'inculpation de participation à la tentative de coup d'Etat.

Une enquête serait en cours et *se déroulerait dans le plus grand* secret, poursuivent les journaux du Caire, tandis que la garde *aurait été renforcée dans tous les* points névralgiques, et qu'un contrôle sévère aurait été imposé aux mouvements des cadres de l'armée. Selon les journaux *Al Akbar* et *Al Goumhouriya*, les frontières libyennes seraient même fermées pour les Libyens.

Le colonel Kadhafi aurait, d'autre part, ordonné à la radio libyenne de poursuivre ses programmes *normalement, pour « dissimuler la vraie situation »*.

Lundi matin, le quotidien cairote *Al Goumhouriya* affirme : *« Cette tentative a été motivée par la décision du colonel Kadhafi d'attribuer 80 millions de dollars au financement d'opérations de sabotage dans les pays arabes »*, décision à laquelle se seraient opposés les membres du Conseil de la révolution libyenne.

[C'est la quatrième fois, en moins de deux semaines, que la presse égyptienne annonce une tentative de coup d'Etat avortée en Libye. Jusqu'à présent, ces informations n'ont été confirmées par aucune autre source étrangère.]

Au Tchad

LE PRÉSIDENT SERA ÉLU PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR MILITAIRE

N'Djamena *(A.F.P.)*. — Quatre mois après le coup d'Etat qui a renversé le régime de M. Tombalbaye, *le Conseil supérieur militaire* (C.S.M.) a annoncé, le samedi 16 août, l'entrée en vigueur d'une *« Constitution provisoire »*.

Aux termes d'une ordonnance lue à la radio, les neuf membres du C.S.M. élisent un président qui assume les fonctions de chef de l'Etat, de président du conseil des ministres et détient les pouvoirs exécutif et législatif. Les officiers du C.S.M. sont membres de plein droit du gouvernement, qui est complété par le président.

La « Constitution provisoire » ne prévoit pas, dans l'immédiat, l'organisation d'élections législatives.

D'autre part, *le commandant* Kamougue, ministre des affaires étrangères, a déclaré dimanche que *« certains organes de presse français »* avaient rapporté de façon inexacte une déclaration au sujet du sort de Mme Claustre, l'otage français, détenue par les rebelles toubous. *« On m'a fait dire que Mme Claustre serait libérée prochainement. C'est faux. Je n'ai jamais été aussi affirmatif »*, a déclaré le ministre des affaires étrangères, qui ne juge pas opportune la venue au Tchad de journalistes en quête de *« nouvelles à sensation »*.

LA NOUVELLE MISSION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

Plusieurs ministres israéliens auraient exprimé de « sérieuses réserves » sur les chances de succès de M. Kissinger

Le gouvernement de Jérusalem a approuvé dimanche 17 août la position adoptée par, l'équipe israélienne *(MM. Rabin, Allon et Pérès)* chargée de négocier l'accord intérimaire avec l'Egypte, et l'a autorisée à poursuivre les *« clarifications concernant les problèmes importants sur lesquels aucun accord n'est intervenu »*.

Tard dans la nuit, on annonçait à Jérusalem qu'en donnant son assentiment à la venue de M. Kissinger *le gouvernement de M. Rabin avait* fait savoir au secrétaire d'Etat que son accord n'impliquait aucune modification des positions israéliennes sur les *« problèmes en suspens »*.

M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères, a par la suite déclaré *« qu'un rapprochement des points de vue israélien et égyptien s'était opéré, et que les relations d'Israël avec les Etats-Unis étaient redevenues très étroites »*. Le ministre israélien, qui prononçait un discours dans un kibbotz proche du lac de Tibériade, a indiqué cependant que les discussions sur les dernières propositions égyptiennes *au sein de son gouvernement* avaient été très ardues, *« les plus serrées auxquelles il m'a été donné de participer »*, a-t-il précisé, ajoutant qu' *« un nombre important de problèmes restaient encore à clarifier »*.

A ce propos, l'agence Reuter croit savoir que plusieurs membres du gouvernement israélien ont exprimé, au cours de la réunion de dimanche, de *« sérieuses réserves » quant aux chances de succès de la « navette de M. Kissinger »*, certains se demandant même si cette nouvelle tournée n'était pas prématurée après l'échec de la mission du secrétaire d'Etat en mars dernier. En indiquant dans son communiqué de dimanche soir que d' *« importants problèmes restaient à régler »*, le gouvernement israélien, indique l'agence Reuter, laisse entendre que, si la *nouvelle mission* Kissinger échoue, ce sera parce que le terrain n'a pas été suffisamment déblayé.

MM. Itzhak Rabin et Shimon Pérès, premier ministre et ministre de la défense, devaient informer, ce lundi *matin*, les commissions des affaires étrangères et de la défense de la Knesset des derniers développements et des efforts en vue de conclure un accord intérimaire. M. Rabin devait répondre ensuite à une motion du groupement d'opposition Likoud (droite nationaliste), rejetant l'initiative diplomatique de M. Kissinger et demandant des *élections anticipées. Dimanche soir*, M. Menachem Begin, leader du Herouth et un des dirigeants du Likoud, avait déclaré, au cours d'un meeting, que le gouvernement n'avait *pas reçu un mandat du peuple lui* permettant de restituer à l'Egpte des secteurs vitaux du Sinaï. Il avait réclamé un référendum ou des élections générales anticipées.

● A DAMAS, le conseil central de l'O.L.P. a dénoncé, dans un communiqué publié au terme de deux jours de réunions, les tentatives *en vue de la conclusion d'un* nouvel accord égypto-israélien. Le conseil central de l'O.L.P. — qui groupe toutes les organisations palestiniennes, y compris celles du Front du refus, *hostile à toute solution* négociée au problème palestinien — relève avec *« inquiétude »* les initiatives visant à conclure un nouvel accord dans le Sinaï, et estime que cet accord *« va frapper la cause palestinienne et diviser les rangs arabes »*. En conséquence, le communiqué invite *« toutes les organisations et organismes palestiniens à mobiliser les masses pour faire face aux initiatives américaines »* et à *« adopter les mesures nécessaires pour contrer le plan américain de liquidation »*. — *(A. F. P., U. P. I., Reuter.)*

En Espagne

UN GARDE CIVIL ASSASSINÉ A MADRID

Madrid *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*. — Un lieutenant de la garde civile espagnole, Antonio Pose Rodriguez, âgé de cinquante *ans*, a été tué le 16 *août* près de Madrid. L'attentat a été revendiqué par le Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP, marxiste-léniniste). C'est le onzième membre des forces de l'ordre tué par des militants d'extrême gauche depuis le début de cette année. Récemment, cinq condamnations à mort ont été requises contre des militants du FRAP pour leur participation à deux de ces attentats. La plupart des policiers assassinés ces derniers mois l'ont été par des militants du groupe autonomistes masque ETA.

RUMEURS A MADRID...

Le prince Juan Carlos, successeur désigné du général Franco depuis juillet 1969, doit interrompre cette semaine ses vacances à Majorque et rencontrer le Caudillo dans sa résidence d'été du Pazo de Meiras, près de La Cologne. Le prince avait déjà passé une semaine en juillet auprès du chef de l'Etat.

Cette seconde visite du prince, tout à fait inattendue, a naturellement relancé les spéculations et les rumeurs qui circulaient depuis quelques jours à Madrid.

Une première hypothèse concerne un remaniement ministériel. M. Arias Navarro, chef du gouvernement, en butte aux attaques des secteurs plus conservateurs du régime, pourrait être remercié. Il serait remplacé soit par M. José Solis, ministre, secrétaire du Mouvement national, soit par M. Valcarcel, président des Cortès.

***Une seconde hypothèse a trait* à la succession elle-même. Bien que le général Franco fasse preuve d'une grande activité depuis qu'il a pris ses quartiers d'été en Galice, on n'exclut pas à Madrid un « geste » du Caudillo en faveur du prince et peut-être même une décision de retrait, souhaitée par nombre de ses fidèles et de ses intimes. Un *conseil des ministres doit avoir* lieu le 24 août à La Corogne. Il donnera sans doute des éléments de réponse.**

Pour obtenir la libre circulation entre la France et l'Algérie

Des anciens harkis séquestrent un responsable de l'Amicale des Algériens au camp de Bias

***Responsable** de l'Amicale des Algériens* **pour le secteur de Firminy (Loire), M. Djelloul Belfadel, enlevé samedi 16 août à Unieux, est toujours détenu ce lundi 18 août au camp d'anciens harkis de Bias (Lot-et-Garonne). Ses ravisseurs (des Français musulmans) exigent que le gouvernement français ouvre des négociations avec l'Algérie pour obtenir la libre circulation des anciens harkis et de leurs familles entre les deux pays.**

Parti faire des courses au marché de Firminy, samedi en fin de matinée, M. Djelloul Belfadel ne devait pas reparaître à son domicile. Mais c'est seulement le lendemain qu'un communiqué de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie revendiquait l'enlèvement de M. Belfadel et réclamait la libre circulation des anciens harkis entre la France et l'Algérie, en échange de la libération du responsable de l'Amicale des Algériens pour le secteur de Firminy.

Aussitôt un communiqué du ministère de l'intérieur — M. Poniatowski est premier ministre par intérim — annonçait l'ouverture d'une information judiciaire sur instruction du garde des sceaux par le parquet de Saint-Etienne pour arrestation illégale et séquestration de personne.

M. Mohamed Laradji, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, réaffirmait alors que *« les pouvoirs publics, par leur indifférence, ont forcé les Français musulmans à une escalade de violence qu'ils ne désiraient pas »* et répondait au ministre de l'intérieur : *« Nous nous considérons tous comme en état d'arrestation. »*

Venant dix jours après la séquestration, pendant quarante-huit heures au camp de Saint-Maurice-l'Ardoise, de quatre travailleurs algériens, cet enlèvement ne pouvait pas ne pas provoquer une réaction immédiate de l'Algérie. Le chargé d'affaires de ambassade algérienne à Paris, M. Ahmed Cherifi, effectuait une démarche auprès du ministère de l'intérieur pour s'indigner de *« l'impunité dont semblent jouir une catégorie de Français »*.

Un communiqué de l'ambassade précisait : *« Les autorités algériennes sont sérieusement préoccupées par l'escalade de l'insécurité de ses ressortissants. Seules la libération immédiate de M. Belfadel et l'arrestation des auteurs de son enlèvement, ainsi que celle des ravisseurs d'ouvriers algériens dans le sud de la France, sont susceptibles de mettre un terme à l'insécurité de notre émigration et de faire échouer les nombreuses tentatives de porter atteinte aux relations entre l'Algérie et la France, à leurs intérêts mutuels et à la haute qualité de la coopération que les chefs d'Etat de la République algérienne et de la République française ont tracée lors de leur rencontre en avril dernier à Alger. »*

Ces commentaires devaient être amplifiés par l'agence officielle Algérie Presse Service, qui rejetait la requête de libre circulation des anciens harkis entre la France et l'Algérie, comme *« la ridicule prétention d'une catégorie de citoyens français à discuter de la question de la souveraineté nationale de l'Algérie »*. L'A.P.S. ajoutait : *« L'impunité dont jouissent certains milieux français et leur défi (ou ce qui paraît l'être) des lois éclairent la complicité d'une certaine France dans cette escalade de l'agression contre l'émigration algérienne. La responsabilité des autorités françaises dans cette nouvelle affaire de chantage n'est plus à démontrer. Elle est claire. »*

Alors que les enquêteurs étaient incapables, dans la journée de dimanche, de situer le lieu de détention de M. Belfadel, un communiqué de M. Laradji, choisi comme intermédiaire par les ravisseurs, annonçait dans la soirée que le ressortissant algérien était détenu dans un baraquement du camp de Bias et qu'il y était bien traité. Un journaliste confirmait cette information après avoir vu M. Belfadel lundi 18 août. Les harkis mettaient aussitôt en garde les autorités contre les risques qu'entraînerait une intervention de police pour libérer l'otage : *« Si une tentative est faite pour reprendre l'otage par la force, il sera abattu »*, déclarait M. Christophe, vice-président de la Confédération des Français musulmans.

Les autorités françaises, qui ont jusqu'alors apparemment fait preuve d'une grande mansuétude face aux opérations de harkis ces dernières semaines, pourront-elles une fois encore fermer les yeux ?

M. MICHEL PONIATOWSKI : Un acte injuste et criminel.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat et ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du premier ministre, a publié, ce lundi 18 août, en fin de matinée, le communiqué suivant :

« Un membre de l'Amicale des Algériens en Europe, M. Belfadel, a été enlevé à Firminy, le 16 août, et séquestré à Bias par un commando. Cet enlèvement, selon ses auteurs, a pour objet d'obtenir la libre circulation des Français musulmans rapatriés entre la France et l'Algérie.

» 1) Le fait d'enlever un homme innocent et de le prendre en otage est un acte injuste et criminel qui sera poursuivi judiciairement.

» 2) Aucune discussion avec les autorités algériennes ne peut être entamée tant que l'otage n'est pas libéré, sain et sauf. C'est à cette seule condition que le gouvernement français pourra utilement défendre ses nationaux musulmans.

» 3) Les actions terroristes de ce genre vont directement à l'encontre du but poursuivi.

» 4) Elles ne peuvent entraîner de la part d'autres collectivités que de dangereuses réactions d'autodéfense.

» 5) La restitution de M. Belfadel doit intervenir immédiatement. Les auteurs de l'enlèvement sont tenus personnellement pour responsables de sa sécurité.

» Le gouvernement français a déjà adopté, le 6 août dernier, une série de mesures en faveur des Français musulmans rapatriés. Comme il a été anoncé, de nouvelles mesures doivent intervenir fin septembre. Le gouvernement français est pour sa part décidé à mener a bonne fin les discussions engagées avec le gouvernement algérien en vue de la solution des problèmes qui se posent encore pour les Français musulmans rapatriés. »

UN MILITANT ACTIF

Pourquoi avoir choisi cette fois comme otage M. Djelloul Belfadel ? *D'après un responsable* de la section de l'Amicale des Algériens de Firminy, M. Belfadel *occupait le poste de secré*taire de l'association. « C'est un militant actif, très serviable et estimé dans la région stéphanoise, qui avait des contacts amicaux même avec les Français musulmans. » En France depuis 1938, ce célibataire, âgé de quarante-deux ans, gravement accidenté en 1967 sur un chantier et en congé de longue maladie depuis cette date, consacrait une part importante de son temps aux activités de l'amicale.

A-t-il exercé, comme certains le murmurent, des responsabilités au sein du F.L.N. ? « Non, répond-on au siège de l'Amicale. Il a seulement fait son devoir, comme beaucoup d'Algériens. »

« EL MOUDJAHID » ACCUSE M. PONIATOWSKI D'AVOIR « TRAVESTI DES FAITS HISTORIQUES »

Après l'inauguration, vendredi 15 août, par le ministre de l'*intérieur*, à *Saint-Raphaël (Var)*, d'une stèle à la mémoire de l'armée d'Afrique, le quotidien *El Moudjahid* a accusé, samedi 16 août, M. Michel Poniatowski d'avoir *« travesti des faits historiques »*. *« Cette stèle*, avait affirmé le ministre d'Etat, *exprimera notre reconnaissance à cette armée aujourd'hui disparue, emportée par la libération des nations que nous avons fait accéder à la dignité de l'indépendance. »*

« Si nous, Algériens, écrit *El Moudjahid, sommes aujourd'hui indépendants politiquement et en lutte pour une libération économique complète, si nous avons accédé à la dignité parmi les nations libres du monde entier, c'est grâce au sacrifice d'un million et demi des meilleurs fils de l'Algérie, victimes de cette armée d'Afrique. Ce fait nous est trop cher et nous ne permettrons jamais à quiconque de contester cette vérité première qui constitue l'essence même de notre fierté. »*

UN OUVRIER ALGÉRIEN EST MORTELLEMENT BLESSÉ DANS UN DANCING DE L'OISE

M. Jean-Claude Ludzak, lutteur professionnel, âgé de vingt-neuf ans, a été arrêté, samedi 16 août, par les gendarmes de Clermont-de-l'Oise : employé occasionnellement dans un café-dancing de Sacy-le-Grand (Oise) comme préposé à la surveillance, « Raspoutine » — c'est son surnom — a mortellement frappé à coups de poing, dans la nuit de vendredi à samedi, un ouvrier algérien, M. Djellali Baghous, vingt-huit ans, qui, selon lui, importunait les danseurs.

D'après les premiers éléments de l'enquête, il semble que le lutteur professionnel, plus ou moins conscient de sa force, se soit acharné sur le perturbateur jusqu'à ce que ce dernier perde connaissance. M. Djellali Baghous devait mourir, samedi matin, à l'hôpital de Pont-Saint-Maxence. M. Jean-Claude Ludzak aurait-il aussi frappé sans mesure sur tout autre qu'un travailleur immigré ?

● *Un ouvrier algérien tué au cours d'une bagarre.* — Un travailleur algérien, M. Ali Dali, vingt-six ans, tourneur à Vincennes, est mort des suites d'une bagarre qui a opposé, dimanche 17 août, peu avant minuit, des travailleurs portugais à des travailleurs nord-africains, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne). M. Dali, blessé d'un coup de couteau au cœur, est décédé pendant son transfert à l'hôpital. Le meurtrier n'a pas encore été identifié.

En Irlande du Nord

LA DERNIÈRE VAGUE DE VIOLENCES A FAIT ONZE MORTS EN HUIT JOURS

La dernière vague de violences en Irlande du Nord a fait onze morts et plus de cent soixante blessés en huit jours. Le secrétaire d'Etat britannique, M. Merlyn Rees, a lancé un ultimatum aux extrémistes catholiques et protestants, en annonçant qu'il était prêt, s'il le fallait, à rétablir *le principe de l'internement des* suspects. Dimanche 17 août, l'aile officielle de l'IRA, de tendance marxiste, qui a renoncé, en principe, depuis deux ans à l'action directe, a condamné les attentats

En Angleterre, six Irlandais, accusés d'avoir tué vingt et une personnes, le 21 novembre 1974, dans un attentat à la bombe contre deux pubs de Birmingham, ont été condamnés, après un procès de quarante-deux jours, le 15 août, à Lancaster, à la prison à vie. Deux de leurs complices ont été condamnés respectivement à douze et à neuf ans de prison. — (A.F.P., Reuter.)

● *Le président mexicain Luis Echeverria en visite officielle à La Havane.* — Pour sa dernière étape d'une tournée de quarante-cinq jours, qui l'a conduit dans quatorze pays, le président mexicain, M. Luis Echeverria, est arrivé, le dimanche 17 août, à La Havane, venant de Trinidad et Tobago.

● *Enlevé le 8 août* par des inconnus, M. Samuel Bronfman, fils du président de la société Seagram, le plus grand producteur et distributeur de boissons alcoolisées du monde, a été retrouvé sain et sauf, dimanche 17 août, dans un appartement de Brooklyn *(quartier populaire de New-York)*. Les agents du F.B.I. ont également récupéré les 2 300 000 dollars versés comme « acompte » sur la rançon réclamée par les ravisseurs, dont l'un d'eux, pris de remords, précipita le dénouement de l'affaire en se confessant à la police. *(A.F.P.)*